



PRÉFET DU LOIRET



CONTRAT DE VILLE  
2015-2020  
DE  
L'AGGLOMERATION ORLEANS VAL DE LOIRE



# Sommaire

PREAMBULE.....	3
ELEMENTS DE CADRAGE .....	3
La politique de la ville, une démarche intégrée et intégrante .....	6
Les étapes d'élaboration du contrat de ville .....	7
I.    LES ELEMENTS DE CONTEXTE. ....	8
1) L'ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION INTERCOMMUNALE (EPCI). ....	8
2) LES COMMUNES.....	9
3) LES QUARTIERS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE.....	10
II.   LES MODALITES DE GOUVERNANCE ET DE MISE EN ŒUVRE.....	13
1) Le comité de pilotage du contrat de ville.....	14
2) La coordination des services de l'Etat : le Comité interservices de l'Etat (CIE). 15	
3) Le comité technique.....	16
4) Les groupes de concertation.....	16
5) Les conseils citoyens.....	17
III.  DEFINITION DU CADRE STRATEGIQUE. ....	18
1) Le pilier cohésion sociale.....	20
2) Le pilier cadre de vie et renouvellement urbain. ....	36
3) Le pilier emploi et développement économique.....	44
4) Le pilier citoyenneté et valeurs de la République.....	52
IV.   LE SUIVI ET L'EVALUATION DU CONTRAT DE VILLE. ....	56
V.    LA CLAUSE DE REVOYURE.....	57
VI.   LA MOBILISATION DES SIGNATAIRES.....	57
1) La mobilisation de la Région Centre - Val de Loire.....	57
2) La mobilisation du Conseil départemental. ....	60
3) La mobilisation de la caisse d'allocations familiales (CAF) .....	60
4) La mobilisation des fonds européens.....	61
5) La mobilisation de la Caisse des dépôts.....	62
6) La mobilisation de la CCI du Loiret .....	63
VII.  ENGAGEMENTS FINANCIERS DES SIGNATAIRES.....	64
VIII. SIGNATURES :.....	65
IX.   ANNEXES.....	66
ANNEXE 1 : Fiches diagnostics et cartographies des quartiers prioritaires.....	66
.....	67
ANNEXE 2 : Plan territorial d'actions.....	111
ANNEXE 3 : Tableau récapitulatif des conventions interministérielles et des conventions entre le ministère de la ville et les partenaires ou idées .....	111
ANNEXE 4 : Convention d'exonération de TFPB .....	111
ANNEXE 5 : Convention de la mixité sociale.....	111
ANNEXE 6 : Observation : éléments méthodologiques.....	111
ANNEXE 7 : Sigles .....	111

## **PREAMBULE**

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine n° 2014-173 du 21 février 2014 développe une ambition déterminée pour les quartiers populaires en difficulté et renouvelle durablement les outils d'intervention de la politique de la ville. Cette politique sectorielle et additionnelle doit encourager l'innovation et susciter l'expérimentation.

La politique de la ville est conduite par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements dans l'objectif commun d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement des quartiers et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

L'article 6 de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine définit ce nouveau cadre contractuel.

Il est conclu à l'échelle intercommunale sur la base d'un projet de territoire et les signataires du contrat s'engagent, dans le cadre de leurs compétences respectives, à mettre en œuvre les actions de droit commun concourant à la réalisation des objectifs de la loi.

Les contrats de ville de nouvelle génération succèdent ainsi à compter de 2015 aux contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) et constituent le cadre d'action d'une politique de la ville renouvelée et intégrée.

Cette évolution conditionne certaines grandes orientations, en infléchit d'autres, et pose les perspectives de nouvelles initiatives afin de renouveler l'action publique.

La participation des habitants est insérée au cœur même de la politique de la ville par l'installation de conseils citoyens et les maisons de projets pour les quartiers bénéficiant d'un programme de renouvellement urbain.

Cette stratégie s'inscrit dans la définition d'une nouvelle géographie prioritaire et associe dans un cadre unique, le contrat de ville, les actions de développement économique, de cohésion sociale, de renouvellement urbain et de promotion des valeurs de la République.

## **ELEMENTS DE CADRAGE**

En conséquence, le contrat de ville nouvelle génération de l'agglomération d'Orléans Val de Loire (dite l'Agglo), coproduit, partagé et soutenu par l'Etat, l'intercommunalité et un ensemble d'acteurs publics et de la société civile, porte l'ambition d'une véritable politique de développement et constitue un levier à part entière pour véhiculer les valeurs de citoyenneté et de laïcité dans ces territoires.

Les interventions inscrites dans le cadre de ce contrat doivent être ciblées sur la géographie prioritaire publiée par décret du 31 décembre 2014 couvrant 5 communes dont une sortante (quartier de veille), représentant 31 498 habitants hors quartier de veille et trois territoires de projets en matière de rénovation urbaine.

Pour répondre aux défis du contrat de ville 2015-2020, l'Agglo (en tant qu'animatrice et coordinatrice de ce contrat en lien avec les communes concernées) met en cohérence l'ensemble des acteurs qui contribuent au développement de la politique de la ville.

La circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville 2015/2020 et la circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville en rappellent les principes structurants :

- Un contrat unique intégrant les dimensions sociale, urbaine et économique. Un contrat mobilisant l'ensemble des partenaires concernés sur le territoire de l'intercommunalité.
- Un contrat mobilisant prioritairement les moyens de droit commun de l'Etat, des collectivités territoriales et de l'ensemble des signataires du contrat.
- Un contrat s'inscrivant dans un processus de co-construction avec les habitants.

**Les circulaires interministérielles définissent également les enjeux de ce contrat autour de grands piliers :**

#### **• La cohésion sociale :**

Ce pilier intègre les actions de soutien aux familles, de la petite enfance, de l'éducation, de la parentalité, de la prévention de la délinquance et d'accès aux droits, à la santé, à la culture et aux activités sportives et physiques.

La culture, facteur de cohésion sociale et de progrès urbain, peut être un levier du développement économique.

#### **• Le cadre de vie et le renouvellement urbain :**

L'enjeu de ce pilier est la garantie du développement d'une stratégie durable intégrée s'attachant à définir les grandes priorités nécessaires à l'évolution des quartiers, à tenir compte des orientations régionales au titre des fonds européens et à décliner les projets de l'ANRU.

Son ambition est d'agir en faveur de la qualité de vie pour tous, de la requalification des espaces en marge des dynamiques locales, de l'équité d'accès aux services de proximité et de centralité et de l'amélioration des conditions de logement des ménages les plus vulnérables.

La maîtrise de l'espace public ainsi que la valorisation des ressources et du vivre ensemble font partie intégrante des objectifs de ce pilier associant, au même titre que dans tous les territoires, densité et qualité urbaine.

Il s'agit donc de concevoir des quartiers agréables à vivre et favorisant la mixité et l'inclusion sociale ainsi que la diversification des activités (habitat, commerces, entreprises, équipements...) par :

- le développement d'actions concourant à l'amélioration de la vie quotidienne des habitants par la création
- la rénovation des équipements,
- l'aménagement d'espaces publics et l'intervention sur le parc résidentiel.

## • Le développement économique et l'emploi :

Ce pilier, dans une dynamique de plus grande intégration des politiques de développement économique, de l'emploi, de l'insertion et de la formation, suppose l'engagement d'une réflexion commune et partagée avec tous les acteurs afin d'identifier et d'actionner les leviers favorisant l'inclusion active afin de réduire les écarts de taux d'emploi entre les quartiers et le reste de l'agglomération.

Ces actions doivent aussi favoriser des conditions d'accueil attractives, durables et innovantes pour les entreprises au sein de ces quartiers y compris en faveur de parc d'activités innovants et durables. De plus, l'emploi des jeunes est un enjeu privilégié de ce pilier. Ce pilier doit être développé en lien étroit avec les autres piliers de manière cohérente et transversale.

Par ailleurs, suite aux événements du mois de janvier 2015, le comité interministériel du 6 mars 2015 a décidé de la mise en œuvre de 60 mesures regroupées au sein du document « Égalité, citoyenneté : la République en actes » dont une majorité concerne directement ou indirectement les quartiers prioritaires. La déclinaison de ce document se traduit par la rédaction d'un quatrième pilier dans le présent contrat :

## • La citoyenneté et les valeurs de la République :

Dans l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution de 1958, la France est qualifiée de République indivisible, laïque, démocratique et sociale :

- Indivisible : l'intégrité du territoire et l'unité politique du pays doivent être maintenues.
- Laïque : l'État respecte toutes les religions, mais sans en privilégier aucune.
- Démocratique : la souveraineté appartient au peuple et elle ne peut être que déléguée aux représentants du peuple.
- Sociale : la République est attachée à la protection des plus vulnérables.

Enfin, tous les citoyens ont les mêmes droits et devoirs et sont soumis aux mêmes lois.

Au-delà d'un statut juridique et des rôles sociaux, la citoyenneté se définit aussi par au moins trois valeurs traditionnellement attachées à la citoyenneté :

- La civilité : est une attitude de respect, à la fois à l'égard des autres mais aussi à l'égard des bâtiments et lieux de l'espace. C'est une reconnaissance mutuelle et tolérante des individus entre eux, au nom du respect de la dignité de la personne humaine, qui permet une plus grande harmonie dans la société.
- Le civisme : consiste, à titre individuel, à respecter et à faire respecter les lois et les règles en vigueur, mais aussi à avoir conscience de ses devoirs envers la société. De façon plus générale, le civisme est lié à un comportement actif du citoyen dans la vie quotidienne et publique, afin que l'intérêt général l'emporte sur les intérêts particuliers.
- La solidarité : correspond à une attitude d'ouverture aux autres illustrant le principe républicain de fraternité. Dans ces conditions, la solidarité consiste à venir en aide aux plus démunis, directement ou par la mise en œuvre des politiques et ainsi se trouve fortement ancrée à la notion de citoyenneté.

Le contrat de ville de l'Agglo s'attachera à promouvoir des actions permettant de renforcer l'effectivité du triptyque républicain dans les quartiers prioritaires et de favoriser le vivre ensemble. C'est un enjeu majeur qu'il conviendra de prendre en compte de manière concrète tout au long de la durée de vie de ce contrat et, bien évidemment, d'en assurer la pérennité au-delà.

### La politique de la ville, une démarche intégrée et intégrante

Afin de renforcer la cohérence et la complémentarité des acteurs et des financements publics, le contrat de ville doit prendre en compte l'ensemble des plans et schémas inscrits au sein du territoire sur les domaines de l'habitat, de l'enfance, de la jeunesse, des personnes âgées, des familles ou de l'insertion.

La territorialisation des politiques de droit commun passe aussi par la déclinaison locale des conventions interministérielles d'objectifs pour les quartiers populaires. Leur mise en œuvre sera actée pilier par pilier dans le plan d'actions.

Sur la base d'un projet d'agglomération élaboré et partagé par les collectivités territoriales compétentes, le projet de territoire constitue aussi un document de référence de l'action publique. Il définit une vision d'ensemble et souscrit au développement de l'agglomération. Il se décline dans plusieurs documents stratégiques que sont :

- Le schéma de cohérence territoriale (SCOT). Véritable schéma directeur, il constitue la traduction spatiale et réglementaire du projet d'agglomération. A l'échelon communal, les plans locaux d'urbanisme (PLU) doivent être conciliables avec le SCOT.
- Le programme local de l'habitat (PLH3).
- Le plan de déplacements urbain (PDU).
- Les plans stratégiques locaux (PSL), infra – communaux.

Tout comme les politiques urbaines sectorielles, où l'Agence nationale de renouvellement urbain (Anru) intervient, les projets et les documents d'orientation tels les PSL, devront être en concordance avec les principes développés dans le contrat de Ville pour que le contrat devienne intégrateur.

Ces différents documents contractuels devront prendre en compte au-fur-et-à-mesure de leur évolution les objectifs de la politique de la ville 2015/2020, que ce soit à l'échelle intercommunale, communale ou à celle des quartiers.

Ce projet de territoire permettra de conforter et de développer le travail en transversalité tant au niveau des services communaux, intercommunaux, que des institutions départementales et des services de l'Etat.

Le présent contrat de ville 2015/2020 décline les nouvelles orientations de la politique de la ville sur les dix quartiers, par rapport à l'ensemble de l'Agglomération Orléanaise.

Selon ce même principe d'intégration, les plans et documents de l'Etat devront être en cohérence avec le contrat de ville.

## Les étapes d'élaboration du contrat de ville

Phase	Période	Instances	Participants
<b>Elaboration géographie prioritaire</b>	Troisième trimestre 2014	Réunions techniques Consultation des élus Comité de pilotage	<b>Plus de 100 participants depuis le début de la concertation</b>
<b>Diagnostic partagé</b>	Quatrième trimestre 2014 et premier trimestre 2015	Réunions techniques Consultation des élus Séance plénière entre partenaires Comité de pilotage	
<b>Elaboration des enjeux stratégiques</b>	Premier trimestre 2015	6 rencontres des 3 groupes de travail Séance plénière entre partenaires Consultation des élus Comité de pilotage	Services AggLO Services communes Services de l'Etat CAF CCI Education Nationale  Bailleurs sociaux
<b>Elaboration des objectifs opérationnels</b>	Deuxième trimestre 2015	4 rencontres des 3 groupes de travail Consultation des élus Comité de pilotage Restitution des associations Comité de pilotage	associations Région Pôle Emploi Orléans Eco ....

# **I. LES ELEMENTS DE CONTEXTE.**

## **1) L'ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION INTERCOMMUNALE (EPCI).**

La Communauté d'Agglomération Orléans Val de Loire comptait au 1<sup>er</sup> janvier 2014 22 communes et 273 878 habitants. Elle se situe dans une aire urbaine beaucoup plus vaste de 415 000 habitants.

L'AggLO profite de la croissance de population et du dynamisme que connaît le département du Loiret : aujourd'hui un tiers de la population de l'AggLO est âgé de moins de trente ans et 15 000 étudiants sont inscrits à l'Université pluridisciplinaire d'Orléans.

De par sa position stratégique au Sud de Paris et son accès facilité aux infrastructures de transport, l'AggLO, à l'intersection de quatre bassins d'emplois, se caractérise par un territoire attractif à fort potentiel de hautes technologies et des pôles d'excellence économique confirmés ; elle représente le premier pôle d'emplois, notamment qualifiés, du territoire puisqu'elle concentre 85 % des emplois de l'aire urbaine pour 42 % de ses habitants, et la moitié des emplois du département.<sup>1</sup>

L'agglomération accueille également un pôle universitaire dont la dimension nationale voire européenne est en pleine évolution.

L'AggLO concentre donc une densité importante de population majoritairement qualifiée et un grand nombre d'entreprises diversifiées.

Au regard de ces atouts, le projet de territoire consacre un axe stratégique au développement économique pour l'attractivité et la création d'emplois. Il prévoit de faciliter la création d'emplois pour faire diminuer le taux de chômage et accélérer la croissance de la valeur ajoutée.

Ses performances ont pourtant des conséquences sociales et économiques sur les populations fragilisées et très éloignées des métiers proposés.

Ainsi, l'AggLO doit répondre à un double défi :

- Elle doit poursuivre son ambition d'attractivité et d'innovation afin de conforter sa position à l'échelon régional.
- Elle doit réduire les inégalités territoriales que les dispositifs de la politique de la ville successivement mis en place n'ont pas permis d'enrayer malgré les évolutions notables constatées.

Bien que l'AggLO témoigne d'une capacité socio-économique importante et en constante évolution, elle doit faire face à des inégalités territoriales constantes, des situations sociales divergentes et une concentration localisée des ménages les plus défavorisés impactant des logiques d'implantation préférentielles des investisseurs.

Afin d'accompagner la croissance démographique et la politique de développement économique, la politique de l'habitat se voit renforcée avec l'adoption en 2015 d'un nouveau Programme Local de l'Habitat préconisant un urbanisme de proximité et l'accueil de la diversité sociale sur tous les territoires.

---

<sup>1</sup> Source INSEE – recensement 2006 par Bassin d'emploi, AUAO



La caractéristique de marché en tension sur l'agglomération orléanaise nécessite de diversifier l'offre de logements, et notamment sociale, de faciliter les mobilités et de satisfaire les ménages dans la réalisation de leurs parcours résidentiels.

De plus, l'étude des profils résidentiels du territoire démontre une hausse des ménages d'une personne et un décalage croissant entre les prix de l'immobilier et les capacités réelles des ménages, dont la proportion vivant sous le seuil de pauvreté a augmenté de 8,6% depuis 2007.

L'enjeu en matière de politique d'habitat et de renouvellement urbain consiste donc dans la production de logements en adéquation des besoins et des capacités financières des demandeurs afin d'agir sur les mécanismes d'exclusion et de répondre aux enjeux de mixité sociale.

D'autres aspects d'ordre social, démographique et économique sont aussi à prendre en compte :

- L'allongement de la durée de la vie.
- Le vieillissement d'une partie de la population active.
- L'apparition de nouveaux modes de vie, de nouvelles façons de travailler, de nouveaux besoins d'habiter.

La stratégie d'une politique de la ville intégrée génère de profondes évolutions à tous les échelons, que le contrat de ville doit structurer en utilisant les potentiels et les leviers que possèdent les quartiers et les expériences accumulées dans la mise en œuvre des politiques sectorielles et de la ville.

Le contrat de ville de l'AgglO a pour ambition de tendre à la réduction des écarts, en termes de réussite scolaire, de formation et d'accès à l'emploi, entre les quartiers et le reste du territoire en renforçant les dispositifs de prévention primaire, de réussite éducative, et d'inclusion sociale et professionnelle.

Il implique une gouvernance et une animation adaptée au sein des instances signataires.

## 2) LES COMMUNES

Les quartiers prioritaires sont situés dans les communes du cœur de l'Agglomération : Orléans, Fleury-les-Aubrais, St-Jean-de-Braye et St-Jean-de-la-Ruelle. L'histoire respective de ces communes les conduit à accueillir les ménages les plus fragiles du territoire.

Les taux élevés de logements sociaux, le maillage des transports, le développement des services sociaux et d'associations de solidarité sont autant d'éléments qui poussent ces ménages à privilégier une installation dans ces communes.

De fait, Orléans, Fleury-les-Aubrais St-Jean-de-Braye et St-Jean-de-la-Ruelle ont déjà eu des quartiers de la politique de la ville. Chacune de ces communes a ainsi consacré des moyens financiers et humains et mis en place des modalités d'intervention différenciées en termes d'emploi et de sécurité par exemple.

Pourtant, les études de terrain en matière d'éducation et de prévention relèvent que les habitants des quartiers prioritaires pratiquent également les quartiers avoisinants, partagent parfois les même équipements, les mêmes loisirs et surtout les mêmes difficultés.

Le présent contrat de ville a donc pour objectif de favoriser le partage d'informations et de pratiques entre les acteurs de terrain, entre les communes pour remettre les personnes au cœur de la démarche, et non uniquement les territoires. La logique de démarches intégrées, cohérentes et liées est préférée à une logique de démarches parallèles différenciées et indépendantes.

Le portage du contrat de ville par l'Agglo implique l'opportunité d'une solidarité intercommunale. Les moyens relevant des politiques de droit commun et les moyens de la politique de la ville seront en conséquence mobilisés sur les territoires les plus en situation de décrochage social.

### 3) LES QUARTIERS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE.

La politique de la ville s'assoit sur le principe d'une action territorialisée. Assurer un développement équilibré et maîtrisé des quartiers reste la préoccupation majeure de l'action publique.

Le contrat de ville 2015 – 2020 encourage le développement d'un urbanisme de proximité et l'accueil de la diversité sociale sur tous les quartiers. Il organise son plan d'action territorial sur dix quartiers prioritaires, dont huit étaient déjà la cible du CUCS et un en quartier de veille, anciennement placé en CUCS mais dont la situation ne justifie plus, à ce jour une classification comme prioritaire.

La géographie prioritaire concerne donc désormais dix quartiers répartis sur quatre communes, pour un total de 31 498 habitants soit 11.5% de la population de la Communauté d'Agglomération. Les quartiers se trouvent tous en tissu urbain dense dans des communes de plus de 15 000 habitants mais se différencient en premier lieu par leur superficie.

La nouvelle délimitation de ces dix quartiers prioritaires s'est fondée sur un nombre réduit de périmètres au niveau national, en s'appuyant sur deux critères de la population (minimum de 1 000 habitants) et du revenu (inférieur à 60% du revenu médian de référence) en concertation étroite avec les élus locaux.

Leur position par rapport à des centres d'activité est hétérogène, certains quartiers se spécialisant dans leur fonction résidentielle (Lignerolles, Les Blossières, Clos de la Grande Salle, Andrillons-Ormes du Mail), d'autres comme l'Argonne ou Dauphine disposant d'une position stratégique en termes de proximité avec le cœur de l'agglomération tandis que les quartiers de La Source, Les Chaises et le Pont Bordeaux sont en proximité immédiate des zones d'activités actuelles ou en devenir.

A cette géographie prioritaire s'ajoute la zone franche urbaine (ZFU) de l'Argonne. Les ZFU ont été prolongées jusqu'en 2020. Dénommées "territoires entrepreneurs", elles devraient probablement voir leurs périmètres évoluer en 2015.

Le réseau de transport actuel, ainsi que son offre variée et multimodale, permet la desserte de l'ensemble des quartiers. Pourtant, l'accès en transport en commun de certains quartiers vers des zones d'activités.

De plus, la trame viaire interne aux quartiers de Dauphine, de l'Argonne ou de Lignerolles reste enclavante et freine l'ouverture des quartiers sur le reste de la cité.

Par ailleurs, les profils urbains et architecturaux des quartiers se démarquent encore d'autres quartiers de l'agglomération. L'habitat est principalement collectif dans les

quartiers, même si Les Chaises ou Lignerolles notamment mélangent collectifs denses, petits collectifs et maisons individuelles. Ils sont composés d'habitat locatif, à plus de 65% social.

Néanmoins, si certains quartiers à l'aire resserrée (comme Dauphine) sont composés à 100% d'habitat social, d'autres comptent une proportion non négligeable de propriétaires, installés en copropriétés, avec parfois de réels enjeux en matière de rénovation.

Les 10 quartiers bénéficieront d'une mobilisation renforcée des moyens de droit commun ainsi que des crédits additionnels de la politique de la ville, de l'Etat, des collectivités territoriales, et de crédits européens.

En effet, les fonds européens viennent en appui du développement régional, sous forme de cofinancement, dans une proportion non négligeable pour soutenir des projets en matière d'amélioration urbaine.

Parmi les co-financeurs, l'agglomération Orléans Val de Loire est un partenaire essentiel qui a permis aux programmes de renouvellement urbain réalisés sur la période 2007-2013 de bénéficier d'une enveloppe de 3 400 000€ pour développer des projets sur les quartiers de La Source (quartier ANRU), de l'Argonne (quartier ANRU) et du Clos de la Grande Salle (hors quartier ANRU).

S'agissant du financement des nouvelles opérations de renouvellement urbain, l'Etat a signé le 17 avril 2015 le contrat de projets Etat Région qui doit permettre une mobilisation des crédits Région et Europe en complémentarité des crédits de l'ANRU et des collectivités d'ores-et-déjà sollicités et actés.

Les quartiers suivants bénéficieront de crédits spécifiques de l'Agence Nationale de rénovation Urbaine, de crédits locaux et de crédits européens.

Quartier	Retenu pour l'ANRU au titre de
L'Argonne	Intérêt national
La Source	Intérêt national
Les Chaises	Intérêt régional

En conséquence, ces quartiers bénéficieront de crédits spécifiques de l'Agence Nationale de rénovation Urbaine, de crédits locaux et de crédits européens.

- **Diagnostic des 10 quartiers de la géographie prioritaire :**

Cette nouvelle géographie d'intervention de la politique de la ville a donc redessiné une géographie qui se veut simplifiée, actualisée et resserrée sur la base de critères objectifs.

Concernant l'Agglomération Orléans Val de Loire, la définition de la nouvelle géographie prioritaire a été conduite par le Préfet et le Président de l'EPCI à partir des propositions élaborées dans la cadre de groupes de travail associant les services des communes concernées, des services de l'Etat et des bailleurs sociaux.

Le partage des observations et suggestions de chacun a permis de préciser des contours prenant en compte les enjeux locaux retenus conjointement.

Pour compléter cette nouvelle géographie prioritaire, il conviendra de définir la notion de quartier vécu qui correspond aux usages des habitants et aux lieux qu'ils fréquentent (écoles, centres sportifs et de loisirs, zones d'activités...). Ces territoires dépassent souvent le strict périmètre réglementaire. La notion de quartiers vécus permettra d'intégrer les services et équipements publics ainsi que les opérateurs associatifs situés hors du quartier réglementaire dès lors que leurs actions bénéficient aux habitants de ces quartiers.

Les politiques de droit commun pourront bénéficier aux infrastructures, équipements ou associations relevant du quartier vécu. La définition de leurs périmètres doit être adaptée ; l'objectif étant de soutenir des actions ou activités au service des quartiers prioritaires.

### **SYNTHESE DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE L'AGGLOMERATION D'ORLEANS VAL DE LOIRE**

<b>Quartier</b>	<b>Commune</b>	<b>Nombre d'habitants</b>	<b>Revenus médians</b>
L'Argonne	Orléans	8480	8 800 €
La Source	Orléans	10 210	9 200 €
Dauphine	Orléans	1520	10 400 €
Les Blossières	Orléans	1560	11 400 €
Lignerolles	Fleury-les-Aubrais	1140	11 200 €
Andrillons-Ormes du Mail	Fleury-les-Aubrais	2140	8 700 €
Clos de la Grande Salle	Fleury-les-Aubrais	1750	10 400 €
Les Chaises	St-Jean-de-la-Ruelle	1108	8 800 €
Trois Fontaines	St-Jean-de-la-Ruelle	2380	7 800 €
Pont Bordeaux	St-Jean-de-Braye	1210	10 100 €

Les cartographies et fiches diagnostics de ces dix quartiers sont présentées en annexe.

#### **• Quartier en veille active :**

Le territoire sortant de la géographie prioritaire doit continuer à faire l'objet de l'attention des différents signataires du contrat de ville et devient territoire de veille. Ainsi, le quartier du Clos des Epicéas de Saint Jean le Blanc ne relève plus de cette nouvelle géographie et devient donc territoire de veille. Il pourra de ce fait bénéficier d'un accompagnement en termes d'ingénierie et de mobilisation de la solidarité locale. Des indicateurs sociaux de ce territoire permettront d'apprécier la pertinence des dispositifs en place et de faire évoluer l'action publique locale en conséquence. Les signataires du contrat de ville associés à ce travail porteront une attention particulière à la mobilisation du droit commun pour accompagner les politiques publiques mises en œuvre dans ce quartier.

Quartier	Commune
Le Clos des Epicéas	St Jean le Blanc

Ce quartier bénéficiera d'une mobilisation renforcée des moyens de droit commun en particulier pour mettre en œuvre des actions d'alphabétisation, de lutte contre l'illettrisme pour les habitants de ce quartier et ceux qui l'habitaient. Cette mobilisation renforcée des moyens de droit commun sera également présente en matière de gestion de proximité pour assurer le bon entretien et fonctionnement du Clos des Epicéas (exemple : animation des jardins partagés).

La Ville souhaite qu'un suivi tout particulier du foyer ADOMA proche soit mis en œuvre avec les services de l'Etat.

Dans les six ans de sa planification, le contrat de ville de l'Agglo doit relever de grands défis comme le développement économique et l'emploi, la culture de la mobilité, l'apaisement de la crise du contrat social et sociétal.

## II. LES MODALITES DE GOUVERNANCE ET DE MISE EN ŒUVRE.

Sur le plan politique comme technique, le mode de gouvernance choisi a un triple objectif :

- Rapprocher la prise en compte des préoccupations urbaines, sociales et économiques,
- Articuler le droit commun et la politique de la ville.
- Favoriser un système d'aller-retour entre le niveau politique et les acteurs de terrain.

La mise en place d'une gouvernance est un enjeu fort pour renforcer l'efficacité des politiques menées. Avec cette gouvernance, les partenaires vont se doter d'un ensemble de procédures à respecter afin d'assurer le bon fonctionnement et la mise en œuvre du contrat.

L'organisation de cette gouvernance doit être établie pour tenir compte :

- des particularités de chaque quartier
- de la spécificité des difficultés rencontrées par les habitants
- du contexte socio-économique
- du potentiel de chaque territoire
- de l'organisation des acteurs et des politiques publiques.

L'engagement des partenaires du contrat repose sur la mise en œuvre des programmes et des politiques publiques conduites par chacun sur les quartiers prioritaires, ou par déclinaison spécifique.

De plus, les partenaires du contrat de ville garantissent le déroulement de son pilotage et de son évaluation. Ils décident ainsi de tous les arbitrages sur le contrat : actions, financement, priorités, procédure...

Les instances de pilotage assurent à chaque niveau la mise en œuvre et le suivi des actions engagées dans le cadre du contrat de ville et réunissent les financeurs.

L'Etat, l'Agglo, les communes, le Conseil Régional, le Conseil Départemental, la Caisse d'Allocations Familiales, la caisse des dépôts et consignation (CDC), les bailleurs sociaux et les chambres consulaires participent également à la gouvernance.

## 1) LE COMITE DE PILOTAGE DU CONTRAT DE VILLE.

Le comité de pilotage réunit tous les partenaires signataires sous la responsabilité conjointe de la Préfecture et de l'Agglo, EPCI compétent en matière de politique de la ville que la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a désigné comme pilote.

Le comité de pilotage est le garant de la mise en œuvre de la politique de la ville sur le territoire de l'Agglo.

Sa composition fait l'objet d'un arrêté et d'un règlement intérieur.

Il a pour mission de :

- définir les grandes orientations stratégiques, piloter la gestion opérationnelle sur l'avancement des travaux,
- garantir l'atteinte des objectifs,
- procéder à l'évaluation et aux ajustements éventuels,
- assurer en appui de l'autorité urbaine (l'Agglo), organisme intermédiaire, la sélection des dossiers de demandes de subvention au titre du FEDER en émettant un avis d'opportunité ; puis les transmettre à la région Centre Val de Loire, (autorité de gestion) pour instruction administrative et financière, avant validation par le comité régional de programmation. L'organisme intermédiaire veille en outre à la mise en œuvre des opérations sélectionnées.
- identifier annuellement les priorités de chaque acteur sur les piliers
- valider les actions, leur programmation financière pluriannuelle et l'effectivité des actions.

Du fait de la nature de ses missions, il se réunira autant que de besoin. Une représentation des conseils citoyens sera mise en œuvre au sein du comité de pilotage.

L'Agglo animera le contrat de ville en coordination étroite et permanente avec la Préfecture :

- tenue des échéanciers et des calendriers de réunions,
- préparation des instances de pilotage,
- coordination technique, animation méthodologique, informations,
- participation aux différentes instances, aux groupes de travail,
- concertation sur certaines actions.

A ce titre, le comité technique du contrat de ville sera un organe essentiel du comité de pilotage.

L'animation du contrat de ville doit permettre de décroiser les approches thématiques, et d'ouvrir les échelles géographiques afin d'accéder à un débat élargi avec tous les acteurs et opérateurs de terrain.

Par ailleurs, l'Agglo en lien avec l'Etat, veille à l'articulation entre le contrat de ville et les autres contrats, schémas ou plans territoriaux.

## 2) LA COORDINATION DES SERVICES DE L'ETAT : LE COMITE INTERSERVICES DE L'ETAT (CIE).

Sous l'égide du Préfet, un comité de coordination interservices a été installé autour des questions relatives à la nouvelle politique de la Ville et a conforté une dynamique partenariale et institutionnelle.

Cette instance réunit et fédère les référents de la politique de la Ville de chaque service de l'Etat et participe à l'instruction des dossiers reçus dans le cadre des appels à projets et à la mise en œuvre de la déclinaison des conventions interministérielles en faveur de la politique de la Ville.

Contribuent à ce comité les représentants des directions suivantes :

- Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS)
- Direction départementale des territoires (DDT)
- Unité territoriale du Loiret de la DIRECCTE
- Direction des services départementaux de l'Education Nationale
- Services du cabinet du Préfet
- Direction interdépartementale de la protection judiciaire de la jeunesse (DIPJJ)
- Direction régionale des affaires culturelles (DRAC)
- Pôle Emploi
- Délégation territoriale du Loiret de l'Agence régionale de santé (DTARS)
- La Justice : Madame le Procureur de la République et Madame la Présidente du Tribunal de Grande Instance.
- Les délégués du Préfet
- La direction de projet du Contrat de ville

De plus, pour le suivi opérationnel de la politique de la Ville, le Préfet s'appuie sur :

- La DDCS, chef de file sur le pilier cohésion sociale, qui assure la coordination, le suivi administratif et financier de cette politique publique, participe aux différentes instances de travail et assure l'interface entre les services et le préfet sur la mobilisation des moyens du droit commun et les crédits additionnels.
- Les délégués du préfet dont le rôle d'animation de territoire établit un relais entre l'Etat et les acteurs locaux économiques et associatifs ainsi qu'une relation privilégiée avec les élus et les habitants.

### 3) LE COMITE TECHNIQUE.

Afin d'assurer la conduite technique du contrat de ville, le comité technique placé sous la co-animation de la DDCS et de la direction de projet de l'AggLO s'assure de la déclinaison des orientations stratégiques du contrat et de l'atteinte des objectifs fixés :

- Lancement des appels à projets.
- Réalisation des actions.
- Organisation et suivi de l'évaluation.
- Propositions d'orientations et suivi financier pour le pilotage du contrat.

A ce titre, le comité technique, lieu du partage collectif des travaux issus des groupes de concertation, examine les expertises de terrain à partir du cadre politique du contrat de ville. Il permet également l'échange de bonnes pratiques entre les communes et veille à la cohérence des orientations entre les quatre piliers.

### 4) LES GROUPES DE CONCERTATION.

Les enjeux volontaires de la politique de la ville renouvelée se traduisent par des évolutions structurelles du mode de gouvernance, en termes d'ingénierie opérationnelle, d'organisation et de méthode pour impulser et soutenir une nouvelle dynamique de travail partenarial.

L'animation du contrat de ville en proximité est essentielle (pour impliquer les opérateurs notamment associatifs qui interviennent au quotidien dans les quartiers) et coordonne les actions.

Il s'agit de maintenir un cadre de réflexion à partir des questions opérationnelles qui ont été formulées depuis la définition des nouveaux périmètres de la géographie prioritaire.

Afin de permettre un meilleur lien avec les actions à développer sur le terrain, l'AggLO a conduit le diagnostic à partir de trois groupes de travail (renouvellement urbain, emploi, cohésion sociale) qui ont contribué à définir les enjeux, les grands objectifs et les objectifs opérationnels du contrat de ville.

Ces instances de concertation, composées d'associations, de représentants des signataires et financeurs du contrat de ville, mobilisées régulièrement pour l'élaboration du diagnostic du contrat de ville et co-animées par un représentant de l'Etat et un représentant des collectivités, ont de ce fait pour objectifs :

- De mobiliser le réseau d'acteurs et partenaires concerné par la thématique et garantir la cohérence de l'action collective,
- De favoriser l'articulation des projets en recherchant des méthodes de travail transversales et la mise en place de modes d'organisation collectifs,
- De partager l'analyse de l'observation et de l'évolution des quartiers,
- De faire le lien avec les conseils citoyens.

Ces groupes se réuniront aussi tout au long de la durée du contrat de ville sur des points d'étape de l'avancée du contrat, pour son suivi et son évaluation.



Pour le volet cohésion sociale, qui comporte un grand nombre de thématiques, ce groupe pourra scinder son organisation de travail par quartiers.

## 5) LES CONSEILS CITOYENS.

Les principes généraux qui régissent l'action des conseils citoyens sont inscrits dans la loi n°2014-173 du 21 février 2014.

Guidant l'action des conseils citoyens, ils sont les suivants : liberté, égalité, fraternité, laïcité et neutralité.

Les principes particuliers des conseils citoyens sont la souplesse, l'indépendance, la pluralité, la parité, la proximité et la citoyenneté.

Il s'agit de favoriser l'expression des habitants et des usagers aux côtés des acteurs institutionnels afin de stimuler la co-construction et d'appuyer les initiatives citoyennes.

La mise en place, l'organisation et le fonctionnement des conseils citoyens relèvent de la responsabilité des communes en lien avec l'Etat au regard de la personnalité morale accordée à ces conseils.

Une participation de représentants des conseils citoyens aux différentes instances est encouragée, en fonction de leur montée en puissance dans le temps.

Dix conseils citoyens devront être créés avant fin novembre 2015. Un membre au moins de chacun de ces 10 conseils citoyens sera leur représentant au sein du comité de pilotage et des 3 groupes de concertation des 3 champs cités plus haut.

Chaque conseil citoyen émettra un avis sur la programmation annuelle avant le comité de pilotage décisionnaire.

Les communes et l'Agglo mettront à disposition les moyens nécessaires, dont les locaux, pour que chaque conseil citoyen puisse se réunir.

Une mission d'animation globale et de portage des conseils citoyens sera mise en œuvre par l'Agglo.

L'association des bailleurs sociaux à la mise en œuvre des conseils citoyens sera sollicitée dans un souci de cohérence avec les dispositifs de concertation locative.

L'Etat pourra mobiliser, si nécessaire, des moyens financiers, sur les crédits spécifiques de la politique de la ville, pour venir aider au fonctionnement de ces conseils citoyens.

### **III. DEFINITION DU CADRE STRATEGIQUE.**

Le présent contrat de ville est décliné selon trois axes définis par l'Etat dans la circulaire du 15 octobre 2014 :

- Favoriser la cohésion sociale.
- Améliorer le cadre de vie et le renouvellement urbain.
- Renforcer le développement économique et l'emploi (dont l'économie sociale et solidaire).

S'ajoute la réaffirmation des valeurs de la République lors du comité interministériel de la ville du 6 mars 2015 qui se traduit dans les contrats de ville du département du Loiret par l'intégration d'un 4ème pilier : citoyenneté et valeurs de la République.

A partir des constats relevés, chaque pilier décline des enjeux et des objectifs opérationnels.

Un plan d'actions pluriannuel sera élaboré et adossé, il précisera de manière concrète les fiches actions pour chaque objectif.

A noter que les enjeux transversaux sont intégrés aux quatre piliers :

#### **LA PROMOTION DE LA JEUNESSE**

La jeunesse fera l'objet d'une attention particulière dans chacun des piliers.

Le contrat de ville devra appréhender les différentes problématiques de la jeunesse, généralement traitées de façon sectorielle selon une logique de parcours.

Cette approche permettra d'identifier le droit commun dans le cadre d'une offre pluri-professionnelle, en coordonnant et articulant davantage les dispositifs existants.

#### **LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS**

Les quartiers de la politique de la ville portent avec leurs habitants une histoire lourde de représentations et de stéréotypes. Immigration et condition sociale sont vécues comme des stigmates pesant sur l'avenir des jeunes notamment.

Les pratiques discriminatoires doivent pouvoir être repérées et traitées mais il s'agit aussi, au travers d'actions de reconnaissance et de valorisation du « vivre ensemble » collectif, de contribuer à construire une histoire commune, un récit de ville qui soit partagé entre tous les habitants à la fois à l'échelle des quartiers populaires mais également du bassin de vie.

#### **L'EGALITE FEMME-HOMME**

Inscrite dans la Constitution Française, l'égalité entre les femmes et les hommes est un droit fondamental et un enjeu capital pour la démocratie.

Afin d'être pleinement accompli, ce droit ne doit pas seulement être reconnu légalement, mais il doit être exercé sur tout le territoire et concerner tous les aspects de la vie : politique, économique, sociale, culturelle et environnementale.

Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, l'égalité réelle entre les femmes et les hommes doit devenir une réalité.

Bien qu'un grand nombre d'actions existe en direction des femmes, il s'agit de progresser pour que celles-ci trouvent leur place dans l'espace public et prennent part à toutes les décisions relatives aux projets de leurs territoires.

La prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les inégalités persistantes en la matière relèvent de la responsabilité conjointe de l'Etat et des collectivités locales.

L'élaboration dudit contrat fournit à l'Etat, aux collectivités territoriales et aux partenaires signataires l'opportunité d'investir un programme d'actions pour améliorer significativement l'égalité professionnelle, la parité, la protection des femmes contre toutes les formes de violence, l'accès aux droits des femmes et des familles, la lutte contre les stéréotypes et la citoyenneté.

Afin de mesurer l'évolution de la situation respective des femmes et des hommes dans les quartiers, l'élaboration d'indicateurs sexués est essentielle.

Ces données garantissent l'efficacité de l'action publique.

L'égalité femme-homme se traduit de manière opérationnelle par les actions définies dans chacun des piliers et en particulier au sein du 4<sup>ème</sup> pilier.

## 1) Le pilier cohésion sociale

### PHOTO

Le contrat de ville cherche à réduire significativement les écarts socio-économiques observés, à travers une analyse globale des vulnérabilités.

Toutefois, la vulnérabilité ne peut se limiter au seul critère financier.

Aussi, ce pilier suppose de porter une attention privilégiée au bien-être de l'individu (santé, éducation, vie sociale), à renforcer son autonomie et lui permettre d'agir sur son environnement et susciter une solidarité.

La réduction des inégalités sociales et territoriales demeure un enjeu. En effet, il faut persévérer et agir sur l'ensemble des domaines de la vie quotidienne que sont l'éducation, la culture, l'accès aux droits, la santé des habitants, etc.

#### a. La prévention de la délinquance.

##### Les constats nationaux:

- Près d'une femme sur trois éprouve un sentiment d'insécurité dans son quartier, ce qui n'est le cas que d'une femme sur cinq hors ZUS.
- Les jeunes livrés à eux-mêmes sont de plus en plus jeunes et sont nombreux à vouloir « échapper » au système scolaire.

##### Les constats locaux:

Traiter de la sécurité et de la prévention de la délinquance suppose d'apprécier la gouvernance et les partenariats mis en place :

- L'ensemble des communes est doté d'un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) qui se réunit une fois par an en formation plénière et deux à trois fois par an, selon les communes, en formation restreinte.
- La zone de sécurité prioritaire (ZSP) à Orléans intègre le quartier prioritaire de l'Argonne.
- Chaque commune a mis en place un dispositif de vidéoprotection et des outils divers:
  - o La ville d'Orléans possède une équipe structurée de réussite éducative. Elle assure également, par dérogation, une politique de prévention spécialisée.
  - o Les villes de Saint Jean de Braye et de Fleury les Aubrais ont mis en place conjointement un dispositif de réussite éducative.
  - o La ville de Saint Jean de Braye propose des réponses sous forme de parcours complets de remobilisation (chantiers éducatifs) pour les situations individuelles les plus préoccupantes.

- La ville de Saint Jean de la Ruelle, qui dispose elle aussi d'un programme de réussite éducative, anime une politique de prévention et de promotion du lien social.

#### ☐ ENJEU STRATEGIQUE

**Développer, soutenir et articuler les moyens humains destinés à inverser les tendances énumérées plus haut. Mutualiser les pratiques entre les territoires. (Adapter les actions en fonction des tranches d'âge).**

#### LES OBJECTIFS GENERAUX ET OPERATIONNELS :

- Objectif 1 : Mettre en place sur tous les quartiers du contrat de ville, en cohérence avec les programmes de réussite éducative, des postes d'éducateurs, complémentaires des médiateurs et dont l'action ciblerait les décrocheurs des collèges.
- Objectif 2 : Développer le rôle de personnes pouvant faire le lien entre les acteurs de la prévention et les services de l'emploi, de la justice.
- Objectif 3 : Soutenir les parents dans leur fonction. Restaurer la fonction de parents.
- Objectif 4 : Proposer des temps d'échanges et de mutualisation au niveau de l'agglomération ou simplement entre plusieurs communes.
- Objectif 5 : Inviter, sur ces objectifs, l'ensemble des partenaires concernés à négocier une convention pour voir sa signature en 2016 en intégrant un volet parentalité négocié avec la Caf.
- Objectif 6 : Agir en direction des collégiens, mais aussi des 16-25 ans hors de tous les dispositifs.
- Objectif 7 : Rétablir le lien dans certains quartiers entre ces jeunes en grande difficulté et les services de l'emploi et de la formation (école de la 2ème chance, formation de la 2<sup>ème</sup> chance, chantiers éducatifs, sessions de formation comportementale...).
- Objectif 8 : Amener les entreprises à participer au recrutement des nouveaux contrats « starter » et pack de la 2<sup>ème</sup> chance.
- Objectif 9 : Renforcer l'orientation des jeunes des quartiers vers tous ces dispositifs.
- Objectif 10 : Rechercher, en accord avec les autorités du ministère de la Justice, la mise en place de dispositifs de prévention de la délinquance fondés sur le partenariat du ministère de la Justice, des forces de sécurité intérieure, des communes et des bailleurs. Celui-ci vise à rechercher des solutions opérationnelles de prévention de la délinquance et de lutte contre les situations de troubles à l'ordre public.

#### ☐ ENJEU STRATEGIQUE

## **Vivre en sécurité dans l'espace public.**

### LES OBJECTIFS GENERAUX ET OPERATIONNELS :

- Objectif 1 : Conforter la justice de proximité :
  - o Enrichir l'activité de la maison de la justice et du droit et des points d'accès au droit grâce à la présence de nouveaux intervenants (délégués du procureur de la République, barreaux...).
- Objectif 2 : Mobiliser l'action pénale contre les phénomènes de délinquance constitués dans les quartiers et plus particulièrement dans la lutte contre les trafics de stupéfiants et contre toutes les autres formes d'économie souterraine.
- Objectif 3 : Prévenir la récidive par tous moyens appropriés :
  - o **Développer les postes de travaux d'intérêt général par un partenariat avec les bailleurs sociaux.**
  - o Mettre en place des actions de citoyenneté, socle commun au suivi pouvant être instauré dans le cadre de la contrainte pénale.
- Objectif 4 : Lutter contre les discriminations :
  - o Renforcer les liens avec le Défenseur des Droits.

### **b. L'accès aux droits.**

#### Les constats :

L'accès aux droits sociaux et économiques constitue un enjeu central d'égalité et de citoyenneté et concerne l'ensemble des publics des quartiers et plus principalement les publics vieillissants, handicapés, isolés, en recherche d'emploi ou en emploi très précaire et les publics qui, par leur mode de vie, se sont marginalisés.

Ces droits appellent en regard des devoirs auxquels les citoyens se doivent de répondre.

Par ailleurs, il est noté une méconnaissance et une difficulté d'accès à l'assistance juridique et judiciaire et des possibilités effectives de recours aux droits.

L'accompagnement social tient une place prépondérante dans l'accompagnement des personnes en grande précarité.

Toutefois, les publics des quartiers les plus défavorisés ne bénéficient pas suffisamment d'accompagnement adapté évitant l'aggravation de la situation afin que l'intégrité familiale ne soit pas menacée.

L'inquiétude et l'incompréhension des parents face à leurs difficultés socio-économiques se transmettent généralement aux enfants.

Par ailleurs, il est constaté chez certains parents un découragement ou une carence dans leurs responsabilités parentales. De ce fait, dans un cadre familial déstructuré, des insuffisances éducatives apparaissent.

#### ☐ ENJEU STRATEGIQUE

## **Egalité d'accès aux droits fondamentaux.**

### Les objectifs généraux et opérationnels :

- Objectif 1 : Aller vers les habitants afin de les repérer, de lever leurs freins et de les soutenir dans leur démarches :
  - o Faciliter l'accès des personnes en difficultés aux aides auxquelles elles peuvent prétendre et les accompagner dans la compréhension des procédures :
    - Développer des Rendez-vous des droits dans les quartiers (Caisse d'allocations familiales en associant les autres organismes de sécurité sociale, les CDAD et le CIDFF si nécessaire).
    - Favoriser le numérique par la mise à disposition de simulateurs des droits multi-prestations.
    - Développer les actions du Pôle d'accès en réseaux d'accès aux droits sociaux (PARADS) et promouvoir l'utilisation de son site internet.
  - o Prévenir et lutter contre le surendettement par la mise en place progressive de Points conseil budget.
  - o Lutter contre l'isolement des personnes âgées.
  - o Renforcer l'accompagnement des jeunes les plus vulnérables.
  - o Rendre le parcours d'accès au logement plus visible et lisible en développant les guichets uniques et en renforçant le volet logement au sein du site internet du Pôle d'Accueil en Réseau pour l'Accès aux Droits Sociaux (PARADS).
  - o Développer la mobilité en repérant et levant les freins. Informer et promouvoir les transports doux. Instaurer une culture de la mobilité dès le plus jeune âge.
  - o Favoriser un meilleur accès à la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) ainsi qu'à l'aide pour la complémentaire santé (ACS).
- Objectif 2 : Soutenir et valoriser les compétences des parents :
  - o Réhabiliter l'autorité parentale et renforcer la fonction parentale.
  - o Préserver les solidarités élémentaires les plus nécessaires et renforcer le rôle fondamental de la cellule familiale par l'extension d'actions de soutien à la parentalité sous toutes ses formes.
  - o Restaurer la relation parents / jeunes enfants, le lien parents / adolescents et accompagner les familles monoparentales les plus isolées.
- Objectif 3 : Insertion sociale :
  - o Soutenir les actions innovantes de modes de gardes d'enfants visant à favoriser la disponibilité des parents dans leurs démarches d'insertion sociale et professionnelle : développer les crèches à vocation

d'insertion professionnelle proposant notamment des modes de garde ponctuelle pour accompagner les femmes dans leur retour à l'emploi.

### c. L'accès à la santé.

#### Les constats :

Le rapport de l'Observatoire Régional de la Santé (ORS) relatif aux inégalités de santé cantonales en région Centre-Val de Loire discerne différentes zones géographiques aux profils socio sanitaires différents.

Au travers de ces profils, une typologie particulière correspond aux caractéristiques des quartiers prioritaires.

Dans l'étude précitée, la typologie correspondant à ces quartiers fait état des caractéristiques suivantes :

- Données socio démographiques dominantes :
  - o Une forte densité de population.
  - o Des situations sociales contrastées.
  - o Des familles monoparentales.
  - o Des personnes seules souvent jeunes ou âgées.
  - o Des bénéficiaires du RSA.
- Données de santé et d'offre de soins :
  - o Un état de santé défavorable.
  - o Une surmortalité prématurée.
  - o Un taux de séjour hospitalier important (alcool / tentative de suicide...).
  - o Une forte offre de soins alentours.
  - o Une proximité des services d'urgence voire de maternité.

#### ☐ ENJEU STRATEGIQUE

#### **Bien être et santé pour tous dans les quartiers : réduire les inégalités sociales et territoriales d'accès à la santé dans le Loiret.**

La réduction des inégalités sociales et territoriales d'accès à la santé est un des enjeux majeurs de la politique nationale de santé.

Pour cela, dans le Loiret, mis à part le problème partagé au plan régional de la baisse démographique des professionnels de santé (autre enjeu majeur), le défi n'est pas tant de conforter l'offre de santé que de faciliter l'accès à une offre beaucoup plus organisée et plus performante, en termes de « savoir travailler ensemble » et souvent « autrement », en particulier aux bénéfices des populations sensibles.

Trois objectifs généraux ressortent principalement :



- Améliorer la coordination intersectorielle des acteurs de santé, du social et la lisibilité des coopérations pour offrir des parcours de santé fluides « dans » et « entre » la prévention, le sanitaire, le médicosocial, voire l'environnement.
- Organiser ces parcours de prise en charge, qu'ils relèvent d'une approche populationnelle (personnes âgées, personnes précaires etc.) thématique ou poly-pathologique et favoriser pour chacun d'eux l'émergence d'un « articulateur », c'est-à-dire d'un dispositif organisé de gestion qui est chargé du suivi des situations afin d'éviter les ruptures éventuelles de prise en charge.
- Inciter au développement de proximité de l'accès aux soins de 1<sup>er</sup> recours (MSP, Centre de santé, dispositifs d'incitation du pacte santé...) et favoriser fortement les initiatives de prévention (obésité, maladies chroniques, addictions...).

Ces trois enjeux ne sont pas pour autant exclusifs d'autres préoccupations importantes d'amélioration de l'offre de services mais ils prennent véritablement sens en termes de territorialisation et en particulier pour les quartiers prioritaires.

#### Les objectifs généraux et opérationnels :

- **Objectif 1 : Disposer d'un diagnostic partagé des problèmes de santé** (accès à une couverture maladie et à une complémentaire, accès aux soins et à la prévention, état de santé, offre de soins) des habitants des quartiers prioritaires.

Le Programme Territorial de Santé du Loiret (PTS) décliné du Projet Régional de Santé (PRS) segmente le département du Loiret en cinq territoires de projet de proximité.

Ces zones de projet se situent en fait à la croisée des terrains d'actions des partenaires. Sur chaque territoire de projet un diagnostic santé est établi par l'Observatoire Régional de la Santé (ORS).

A l'issue, une dynamique est lancée visant à la constitution d'un Contrat Local de Santé sur cette zone de projet entre professionnels de santé, responsables politiques, institutionnels et représentants des usagers.

Dans le Loiret, les cinq zones de projet recouvrent et englobent systématiquement les villes et les quartiers « politique de la ville ».

Dans ces circonstances, le diagnostic de l'agglomération d'Orléans, établi en 2015, alimentera le volet santé des contrats de ville.

Il faut préciser cependant que de tels diagnostics couvrent en outre tous les champs de l'ARS concernés : prévention mais aussi ambulatoire, hospitalier, médico-social (PA/PH), les zones urbaines mais aussi les zones rurales.

Cependant, la temporalité et l'échelle des diagnostics, l'organisation à l'échelle départementale de certains parcours de soins, la couverture géographique et celle des populations prévues en politique de santé ne doivent pas empêcher à priori, parce que portant sur un périmètre plus large, les complémentarités avec la politique de la ville.

D'ailleurs, la plupart des objectifs majeurs et des planifications sont d'ores et déjà établis aux termes du PRS, du PTS du Loiret et de ses feuilles de route thématiques en raison d'investigations préalables.

Ils intéressent notamment la population des quartiers politique de la ville. Citons, comme exemple, la planification incitative des exercices regroupés (MSP, centre de santé, etc.) où une structure est prévue (in situ ou à proximité) pour desservir un quartier prioritaire.

- **Objectif 2 : Mailler les acteurs de santé et du social alentours (pour des parcours sans rupture).**
  - o Améliorer l'accès aux soins de premiers recours (pour agir sur l'attractivité et couvrir au mieux les besoins).
- **Objectif 3 :** Inciter et accompagner les publics à passer un examen médical gratuit avec l'appui des centres.
- **Objectif 4 :** Développer un guichet unique avec une borne d'information numérique.
- **Objectif 5 : Promouvoir l'égalité femmes-hommes dans l'accès à la santé (prendre en compte des problématiques spécifiques des femmes).**
- **Objectif 6 :** Former les adultes relais en poste sur les emplois de médiation à l'identification des publics puis à l'orientation.
- **Objectif 7 :** Mettre en place un forum d'information auprès des habitants et au sein des quartiers portant sur les différents champs d'un parcours de soin.
- **Objectif 8 :** Garantir pour tous les élèves un suivi de santé pendant toute l'école obligatoire.
- **Objectif 9 :** Développer l'accès gratuit à la vaccination dans certaines structures.
- **Objectif 10 : Renforcer les initiatives de prévention dans les quartiers**
  - o La lutte contre les inégalités de recours au dépistage organisé des cancers.
  - o Les vaccinations.
  - o Le repérage des maladies chroniques.
  - o La prévention de l'obésité.
  - o La prévention des addictions, accueil et consultations dans ce domaine.
  - o **Les examens et les bilans de santé.**
  - o La mise en place de conseils locaux en santé mentale.
  - o La consultation et l'information en matière de vie sexuelle et de contraception.

Les moyens de droit commun et financements mobilisables :

- Constitution de CLS territoriaux par co-construction : diagnostic, forum santé et démarche projet partenariale.
- Soutien partenarial à la constitution des MSP...
- Actions d'information et de sensibilisation auprès de la population.
- Actions de formation des professionnels sur certains parcours santé.
- Soutien aux associations de prévention intervenant dans les quartiers pour qu'elles puissent mener leur action dans la durée si nécessaire.
- Financements de droits commun du système de santé sur fonds assurance maladie...

Les dispositifs régionaux mobilisables :

- o Fonctionnement des Espaces écoute dans les lycées en lien avec le groupement Addicto Centre.

d. La réussite éducative : assurer les apprentissages fondamentaux.

Les constats :

Les difficultés scolaires sont souvent liées à la condition sociale, économique et culturelle du milieu de vie des enfants.

- Au niveau national, les indicateurs retenus pour définir les collèges REP + sont un taux d'élèves issus de professions et catégories sociales (PCS) défavorisées de l'ordre de 70%, un taux de boursiers proche ou supérieur à 60%, un pourcentage d'élèves habitant en ZUS de près de 60% et un taux de retard à l'entrée en 6<sup>ème</sup> de 20%.
- Les collèges REP ont un taux d'élèves issus de professions et catégories sociales (PCS) défavorisées compris entre 50 et 60%, un taux de boursiers proche de 50%, un pourcentage d'élèves habitant en ZUS qui varie de 0% (Gien, Montargis) à plus de 30% (collège Montesquieu à Orléans) et un taux de retard à l'entrée en 6<sup>ème</sup> de 15 à 20%.
- Avec un taux de scolarisation dans le secteur public de 4%, la population des moins de deux ans est moins scolarisée dans le département qu'en France où ce pourcentage atteint 9,2%.

Au sein de l'éducation prioritaire, le taux de scolarisation des enfants de deux ans s'élève à 22,3% contre 20,4% au niveau national.

#### **Les collèges REP + dans le Loiret à la rentrée 2015**

Communes	Collèges
Orléans	Jean Rostand
Saint Jean de la Ruelle	André Malraux

#### **Les collèges REP dans le Loiret à la rentrée 2015**

Communes	Collèges
Orléans	Alain Fournier
	Montesquieu
Saint Jean de la Ruelle	Max Jacob

## ☐ ENJEU STRATEGIQUE

**Réaffirmer le rôle de promotion sociale de l'école dès la maternelle.**

### **Les objectifs généraux et opérationnels :**

- **Objectif 1 :** Négocier avec l'Etat, en lien avec le Département, un Programme de Réussite Educative pour chacune des 4 communes et mettre en œuvre une ingénierie commune d'échanges des bonnes pratiques pour la réussite éducative associant ces 4 communes et l'Agglo.
- **Objectif 2 :** Elaborer la carte de l'éducation prioritaire en cohérence avec la carte des quartiers prioritaires en identifiant et en labellisant « éducation prioritaire » les écoles et établissements qui accueillent en majorité les enfants issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville.
- **Objectif 3 :** Réduire les écarts de réussite scolaire entre éducation prioritaire et hors éducation prioritaire, en donnant davantage de temps aux premiers apprentissages :
  - o Développer l'accueil à l'école maternelle des enfants de moins de trois ans.
  - o Développer la différenciation pédagogique et la prise en compte des besoins de tous les élèves.
  - o Permettre aux écoles de l'éducation prioritaire de bénéficier du dispositif « plus de maîtres que de classes ».
  - o Développer des actions de coopération entre les enseignants et les animateurs dans le cadre des projets éducatifs territoriaux et soutenir les dispositifs concourant à la réussite éducative, notamment les activités périscolaires.
  - o Développer le contrat local d'accompagnement à la scolarité porté par la CAF, qui permet d'apporter une aide au travail scolaire et un apport culturel, tout en renforçant le lien parent/enfant et l'implication des parents dans la scolarité de leur enfant.
- **Objectif 4 :** Améliorer la coopération avec les parents :
  - o Mettre en place dans chaque école et collège de l'éducation prioritaire une action spécifique, de type « espace parents », « café des parents », « mallette des parents » ou « ouvrir l'école aux parents », qui valorise le rôle des parents à l'Ecole.
  - o Accompagner les parents pour développer le suivi de la scolarité en renforçant les actions d'alphabétisation.

- **Objectif 5 :** Permettre à chaque jeune de développer son ambition en matière de formation et d'orientation pour sortir du système éducatif avec un diplôme qualifiant :
  - Augmenter les poursuites d'études post-3<sup>ème</sup> et post-bac
  - **Redynamiser les dispositifs existants de valorisation et de promotion de poursuites d'études de type cordées de la réussite et internats de la réussite.** Il importe donc d'assurer une bonne communication autour de ces moyens et d'accompagner les parents dans leur choix et les procédures afin que les jeunes des quartiers politique de la ville du Loiret soient inscrits prioritairement soit sur :
    - **Les internats de la réussite, destinés aux collégiens et aux lycéens motivés mais ne bénéficiant pas d'un environnement favorable à la poursuite de leurs études, afin qu'ils puissent exprimer leurs capacités et accomplir une trajectoire scolaire efficiente.**
    - Les cordées de la réussite consacrées à la promotion de l'égalité des chances et la réussite des jeunes dans l'accès à l'enseignement supérieur et aux filières d'excellence.
  - **Améliorer la qualité et la diversité des séquences d'observation et des stages en entreprises :**
    - **Mettre en place une politique partenariale d'aide à la recherche de stages en mobilisant, entre autres, les Comités Locaux Ecole Entreprise (CLEE).**
    - **Faciliter l'accès des jeunes sur des missions de service civique.**
    - **Mettre en œuvre un portail des stages à l'échelle de l'Agglo.**
  - Prévenir les abandons en cours de formation :
    - Mobiliser les dispositifs partenariaux de prévention du décrochage : classes et ateliers relais et parcours dérogatoires, mesures de responsabilisation.
  - **Lutter contre le décrochage en permettant aux jeunes sortis du système scolaire d'accéder à la qualification et donc à l'insertion professionnelle.**
- **Objectif 6 :** Articuler un parcours citoyen autour d'un nouvel enseignement moral et civique dans toutes les classes de l'école élémentaire à la classe de terminale (du lycée de l'enseignement général et technologique et du lycée professionnel) :
  - Instaurer une éducation aux médias et à l'information prenant pleinement en compte les enjeux du numérique et de ses usages.
  - Veiller à une bonne information de tous les dispositifs en examinant les modalités d'une réunion par an et par quartier sur l'état des lieux de l'existant.

## **Les moyens de droit commun mobilisables pour l'éducation prioritaire dans l'agglomération Orléans Val de Loire en 2014-2015 :**

*Premier degré : pour les écoles en éducation prioritaire de l'agglomération Orléans Val de Loire :*

- Indemnités de sujétions spéciales en faveur des personnels enseignants des écoles du réseau ECLAIR. Ces indemnités mensuelles se décomposent en une part fixe et une part variable selon la quotité de travail et la présence des enseignants.
- Indemnités de sujétions spéciales en faveur des personnels des écoles du réseau de Réussite Educative.
- Nouvelle bonification indiciaire au titre de la mise en œuvre de la politique de la ville dans les services du ministère de l'Education nationale.
- Versement d'heures supplémentaires effectives dans le cadre de l'accompagnement éducatif dans les écoles élémentaires de l'éducation prioritaire.
- Dispositif « plus de maîtres que de classes ». Des postes d'enseignants supplémentaires affectés dans les écoles de l'éducation prioritaire.
- Scolarisation avant l'âge de trois ans développée dans les écoles situées dans un environnement social défavorisé. Sous forme de temps supplémentaires d'enseignants.

*Second degré : pour les collèges en éducation prioritaire de l'agglomération d'Orléans Val de Loire :*

- Indemnités de sujétions spéciales en faveur des personnels enseignants des collèges du réseau ECLAIR. Ces indemnités mensuelles, qui concernent 80 personnels (de direction, d'enseignement et d'éducation), se décomposent en une part fixe et une part variable.
- Coût des décharges de service accordées au titre de la coordination des établissements en éducation prioritaire, sous forme d'heures supplémentaires.
- Bonification indiciaire au titre de la mise en œuvre de la politique de la ville dans les services de l'éducation nationale.
- Moyens supplémentaires alloués aux collèges ECLAIR, sous forme d'emplois d'enseignants (3 emplois), de professeurs des écoles (2 emplois) et d'assistants d'éducation (6 emplois) supplémentaires.
- Moyens supplémentaires alloués aux collèges de l'éducation prioritaire en raison de la diminution du nombre d'élèves par classe.

Dispositifs mobilisables par la région Centre Val de Loire : dispositifs régionaux de lutte contre le décrochage scolaire : *Assure ta rentrée, Assure ton avenir, accompagnement des apprentis...*

e. L'accès à la culture et aux pratiques sportives.

Le constat relatif à l'accès aux pratiques sportives :

En termes d'activité de loisirs, on constate un décrochage des jeunes filles à l'adolescence. Des études révèlent que les filles cessent de pratiquer des activités de loisir sportif, culturel ou généraliste proposées au niveau local, à partir de la classe de 6<sup>ème</sup>.

Ainsi, 32 % des jeunes filles pratiquent le sport en ZEP contre 51 % hors ZEP (Source : Mission des études, de l'orientation et des statistiques (MEOS) du ministère des Sports, 2005).

## **□ ENJEU STRATEGIQUE**

**L'accès à une pratique sportive diversifiée pour tous : promouvoir une offre sportive encadrée et adaptée.**

### **Les objectifs généraux et opérationnels :**

- **Objectif 1 :** Favoriser la découverte d'activités sportives nouvelles et diversifiées, ainsi que l'ouverture sur l'extérieur :
  - **Faciliter l'accès aux clubs sportifs existants et favoriser l'implantation de nouveaux clubs (nouvelles disciplines) dans les quartiers :**
  - **Inciter à la mise en œuvre d'un projet par an par quartier sur cet objectif.**
    - Soutien à l'emploi d'éducateurs sportifs qualifiés et à des actions permettant l'accessibilité aux jeunes des quartiers.
    - Insérer cet objectif dans les conventions sportives municipales.
  - Favoriser l'implication des associations sportives dans les projets éducatifs territoriaux (PEDT).
  - Favoriser l'ouverture vers l'extérieur à travers les sports de nature notamment :
    - Mettre en place des parcours de découverte multi-activités sportives pour orienter les jeunes vers une pratique sportive régulière de leur choix.
- **Objectif 2 :** Favoriser la pratique sportive des filles et des femmes, la pratique mixte et non stéréotypée des activités physiques pour tous :
  - Soutenir en priorité les actions expérimentales permettant la pratique mixte et non stéréotypée des activités physiques et sportives et les mettre en valeur.
  - Valoriser les actions expérimentales, notamment par une communication adaptée
- **Objectif 3 :** Favoriser les actions sport/santé/bien-être au bénéfice des habitants des quartiers :
  - Intégrer les activités physiques et sportives dans les contrats locaux de santé (décliner le plan régional sport-santé-bien-être au bénéfice des quartiers prioritaires).

- Actualiser le site internet du PARADS avec un lien "Sports, Santé, Loisirs" et valoriser les réseaux locaux existants.
- **Objectif 4 :** Utiliser le sport comme levier pour favoriser l'insertion et l'inclusion sociale : Inscrire les activités physiques et sportives dans les parcours d'insertion et d'inclusion sociale.

#### **Les moyens de droit commun mobilisables :**

- Soutien à l'emploi d'éducateurs sportifs qualifiés et aux actions permettant l'accessibilité des habitants: CNDS
- Soutien à des actions permettant la pratique mixte et non stéréotypée des activités physiques et sportives : CNDS, Etat
- Diffusion d'outils pédagogiques réalisés par l'Etat (pôles ressources nationaux notamment) (pas de financement local nécessaire).
- Les tickets CAF.
- Actualiser le site internet du PARADS : Etat (DDCS), CNDS, ARS

#### **Le constat relatif à l'accès à la culture :**

Malgré une offre présente sur le territoire, la fréquentation et la pratique culturelle des habitants des quartiers reste déficitaire.

La politique de démocratisation de la culture, portée par le ministère de la Culture et de la Communication prend en considération des projets intégrant une dimension de cohésion sociale s'adressant prioritairement à des publics se trouvant, du fait de leur position sociale ou géographique, dans une difficulté d'accès aux biens et aux services culturels.

Cette volonté d'accompagner les projets de développement culturel dans les quartiers prioritaires prend, initialement, la forme d'un appel à projet.

Au regard de l'ensemble des dossiers instruits, les demandes émanant du département, démontrent un fort investissement des structures et associations. Cependant, les motifs de refus d'attribution de subvention portent essentiellement sur deux points :

- Des demandes portant sur le fonctionnement de la structure (et non sur une action).
- Le manque voire l'absence de qualifications et de compétences des intervenants.

Ce constat atteste de la nécessité d'accompagner les porteurs de projets dans la définition de leur projet et de favoriser la mise en réseau.

A ce titre, les établissements labellisés, les structures subventionnées par la DRAC, les équipes artistiques ont pour objectif de permettre aux différents publics dont ceux issus de la géographie prioritaire d'accéder aux contenus de leur offre culturelle et artistique. Ces établissements, structures ou équipes permettent des actions à destination de ces publics. Ces actions doivent être élaborées dans le cadre d'un



partenariat avec la sphère sociale et éducative afin de mieux répondre aux attentes des publics concernés.

## **□ ENJEU STRATEGIQUE**

**L'accès à la culture des populations les plus éloignées de l'offre et de la pratique culturelle.**

### **Les objectifs généraux et opérationnels :**

- **Objectif 1 :** Maintenir le soutien à des projets artistiques et culturels exigeants en direction des quartiers prioritaires (actions se déroulant sur le territoire du quartier <sup>et/ou</sup> s'adressant à des publics issus de ces quartiers). Dans ce cadre, mettre en œuvre un projet par quartier par an.
- **Objectif 2 :** Développer et renforcer une offre artistique et culturelle professionnelle, diversifiée et de grande qualité en favorisant les projets qui ont fait l'objet d'une expertise favorable de la part du Ministère de la Culture et de la Communication (critère de professionnalisme).

Ces actions devront être représentatives de l'ensemble des secteurs artistiques et culturels et de toutes les dimensions de la culture tels que des projets abordant le champ de la lutte et de la prévention contre l'illettrisme, la dimension intergénérationnelle etc.

- **Objectif 3 :** Structurer des partenariats durables entre les différents acteurs.

Favoriser l'implication et la participation active des publics :

- Créer un partenariat avec un établissement culturel.
- Étendre les pratiques artistiques.
- Sensibiliser et former aux métiers du spectacle.
- Porter une attention particulière en direction de la « jeunesse » (de la maternelle à l'université).

### **Les moyens de droit commun mobilisables :**

Dispositifs régionaux mobilisables :

Soutien aux projets portés par les lycées ou centre de formation des apprentis (CFA) destinés à développer et mettre en valeur les pratiques culturelles ou artistiques des jeunes : Aux arts lycées et apprentis

Soutien à l'emploi associatif : Cap' Asso

Contrats territoriaux pour la création et/ou la réhabilitation d'équipements sportifs et culturels.

Sur le territoire de l'agglomération orléanaise, à titre d'illustration, le Théâtre de la Tête Noire et le Cercil ont mené en 2015 des actions en direction d'habitants de quartiers de la politique de la ville. Ces établissements sont soutenus par la DRAC au titre du droit commun.

Le Théâtre de la Tête Noire – scène conventionnée au titre des écritures contemporaines, mène des stages de sensibilisation en milieu spécialisé (SESSAD PRO PEP 45, Ecole de la deuxième chance).

Le CERCIL - Centre d'interprétation sur la mémoire des camps d'internement est soutenu par la DRAC et les collectivités territoriales depuis 10 ans. En 2015, le Cercil a déposé sa candidature dans le cadre de l'appel à projets "Les Portes du Temps". A l'issue d'un travail d'appropriation à partir de divers supports et rencontres, les participants, des adolescents domiciliés en quartiers de la politique de la ville, ont effectué un travail de restitution innovant devant leurs familles : la création d'une cartographie artistique, en lien avec une artiste, et la réalisation d'une émission de radio en partenariat avec France Bleu. Ce partenariat permet également d'aborder un volet « éducation aux médias ». L'ensemble du projet porte en lui l'accomplissement d'un nécessaire travail de mémoire et d'éducation à la citoyenneté. Cette action revêt un caractère particulier dans le cadre de la commémoration du 70<sup>ème</sup> anniversaire de la libération des camps et de la mobilisation des services de l'Etat pour les Valeurs de la République.

Ces deux établissements sont au nombre des structures accompagnées de manière spécifique par la DRAC dans la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics (service des publics). Ces actions illustrent ainsi l'implication des structures labellisées, conventionnées ou soutenues par le ministère de la Culture et de la Communication dans la mise en œuvre d'actions au sein de quartiers de la politique de la ville et/ou en direction d'habitants des quartiers politique de la ville.

## **❑ ENJEU STRATEGIQUE**

**La mobilité nationale comme internationale des jeunes des quartiers prioritaires.**

### **Les objectifs généraux et opérationnels :**

**Objectif 1 :** Augmenter le nombre de jeunes des quartiers effectuant une mobilité internationale.

- **Mieux informer les jeunes des quartiers prioritaires sur les dispositifs existants, mieux les accompagner :**
  - Désignation d'un référent pour la mobilité européenne et internationale sur chaque quartier prioritaire et formation de ces référents
  - Actions d'information sur les dispositifs existants (Erasmus et Jeunesse), Ville-Vie-Vacances Solidarité Internationale, Service civique international, Volontariat international, etc.).

### **Les moyens de droit commun mobilisables :**

- Formation des référents mobilité : Etat

- Actions d'information sur les dispositifs existants : Etat



#### Les constats :

Le rôle des communes et des associations dans la mise en œuvre d'actions de développement social est essentiel et a été rappelé lors du Comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté du 6 mars 2015. La politique de la ville contribue beaucoup sur ces territoires à développer des nouveaux projets et à faciliter la création de nouveaux porteurs de projets mais parallèlement leur situation est fragilisée par la raréfaction des aides publiques.

#### ☐ ENJEU STRATEGIQUE

#### **Faciliter le travail des associations de quartier.**

#### **Les objectifs généraux et opérationnels :**

##### **Objectif 1 :** Alléger les procédures administratives :

- Proposer un dossier de demande de subvention unique pour tous les financeurs de la politique de la ville.

##### **Objectif 2 :** Apporter une visibilité sur leurs financements :

- Favoriser les conventionnements pluriannuels.

##### **Objectif 3 :** Soutenir la structuration des associations de proximité :

- Former les bénévoles :
  - Apporter un soutien aux formations de bénévoles.
- Accompagner /conseiller les associations :
  - Informer, conseiller et former les associations de quartier via les centres de ressources et d'information des bénévoles.

#### **Les financements mobilisés :**

- Soutien aux formations de bénévoles : Fonds de développement de la vie associative
- Informer et conseiller les associations de quartier via les centres de ressources et d'information des bénévoles (CRIB) : Conseil régional, Etat
- Soutien à l'emploi associatif par le conseil régional : Cap'Asso

## 2) Le pilier cadre de vie et renouvellement urbain.

### PHOTO

Le contrat de ville 2015-2020 vise à réduire les inégalités sociales et territoriales à travers l'attractivité des quartiers. Ce grain d'attractivité passe par la valorisation et la rénovation des espaces publics et privés, la mobilité, afin d'offrir un environnement de qualité aux habitants.

Avant les années 2000, la question du renouvellement urbain sur l'agglomération était traitée « au coup par coup » au travers d'opérations de réhabilitation de logements et de traitement des espaces extérieurs.

A partir des années 2000, les partenaires locaux ont fait le choix de massifier et coordonner leur intervention sur les quartiers de la politique de la ville.

Ainsi, 7 quartiers du CUCS 2007-2014 ont fait l'objet d'un programme de renouvellement urbain grâce notamment à des conventions ANRU (pour 3 d'entre eux) et, pour les autres, grâce à une mobilisation des partenaires locaux qui ont permis de faire levier pour aller chercher des aides déléguées de l'Etat, des aides de la Région et des aides du FEDER.

Ce partenariat a permis, en 15 ans, de :

- démolir près de 1200 logements
- de reconstruire près de 1000 d'entre eux
- de réhabiliter plus de 2 600 logements
- de résidentialiser 3 900 logements
- de réaliser des voies de désenclavement sur 5 quartiers
- d'amener le tramway sur les trois quartiers ANRU
- de créer, ou de conforter sur ces quartiers une dizaine d'équipements ayant vocation à rayonner au-delà du quartier (d'une maison pour tous à une médiathèque, en passant par un groupe scolaire).
- d'introduire de la mixité sociale grâce à la construction d'une offre locative privée et d'une offre dédiée à l'accession à la propriété gage d'un parcours résidentiel.

Les projets de renouvellement urbain ont en outre été un support d'insertion professionnelle du fait notamment du recours aux clauses d'insertion dans les marchés publics de travaux concernant les quartiers de l'ANRU.

L'Agglo a également pu utiliser cet outil pour les travaux qu'elle a menés dans les projets de renouvellement urbain hors ANRU.

Ces 6 projets de renouvellement urbain mis en œuvre par les communes, les bailleurs et l'Agglo ont nécessité la mobilisation de plus de 302 000 000 € en 15 ans.

Afin de pérenniser ces investissements, 3 conventions de gestion urbaine de proximité (GUP) ont été signées tandis qu'un autre quartier a fait l'objet de la mise en place d'une cellule GUP. Compte tenu de la dynamique partenariale indispensable

au bon fonctionnement des quartiers prioritaires, il serait utile de généraliser la GUP à l'ensemble des quartiers de la géographie prioritaire.

Même si certains quartiers ont déjà fait l'objet d'investissements avec ou sans la contribution de l'ANRU, l'ensemble des quartiers et principalement les nouveaux entrants dans la politique de la ville, doivent faire l'objet d'une analyse détaillée portant principalement sur :

- L'état du parc de logement.
- La diversité de l'habitat.
- La mixité fonctionnelle.
- L'ouverture du quartier et la mobilité.
- L'état du foncier.
- La qualité urbaine.

Une grille d'analyse multicritères, inspirée de la méthode retenue par l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) pour définir les quartiers prioritaires présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants, a servi de base à la contribution de l'Etat au diagnostic par quartier.

Ainsi, si 7 quartiers ont été le théâtre de lourds programmes de renouvellement urbain qui permettent peu à peu de les intégrer au marché immobilier ordinaire de l'agglomération, il n'en reste pas moins qu'au regard d'un certain nombre d'indicateurs (cf. monographies en annexe) la mobilisation des partenaires se révèle aujourd'hui nécessaire en matière de renouvellement urbain pour :

- Continuer la transformation physique des quartiers
- Poursuivre les objectifs de mixité, d'ouverture des quartiers
- Assurer le bon fonctionnement des quartiers au quotidien.

## **□ ENJEU STRATEGIQUE**

**Poursuivre la transformation physique des quartiers en intégrant une approche environnementale (énergies renouvelables, biodiversité, performances énergétiques)**

### **Le constat :**

Les projets de renouvellement urbain ont transformé la configuration des secteurs traités. Les résultats obtenus sont tangibles, avec sur certains sites des taux de vacances analogues aux taux de vacances ordinaires.

Par effet de comparaison, les entités qui n'ont pas bénéficié de ces programmes sont aujourd'hui parfois dépréciées.

### **Les objectifs généraux et opérationnels du 1<sup>er</sup> enjeu stratégique :**

- **Objectif général n°1:** Finaliser les opérations de renouvellement urbain en :

- traitant les franges des quartiers rénovés tant celles situées dans les secteurs prioritaires que celles situées dans ces derniers.
- définissant et en mettant en œuvre les programmes qui relèveraient du NPRNU.
- poursuivre la rénovation du patrimoine nouvellement intégré au quartier prioritaire des Trois Fontaines et celui situé sur le quartier du Clos Neuf dans un enjeu de requalification architecturale et de continuité de la performance énergétique.

Ce 1<sup>er</sup> objectif général implique les objectifs opérationnels suivants ;

- Terminer les programmes en particulier pour la reconstitution (40 logements pour le programme de La Source + 95 logements pour le programme de l'Argonne).  
Dates butoirs de demande de solde : 30/06/2018 pour la convention de La Source, 17/03/2019 pour la convention des Salmoneries et 30/06/2020–pour l'Argonne.
- Poursuivre et terminer en 2018 (date prévisionnelle) le PRU tel que défini dans le cadre de la convention Dauphine.
- Poursuivre le financement des actions sur le Pont Bordeau sous réserve de la signature d'une convention partenariale entre la commune, les bailleurs, l'Agglo.
- Définir et mettre en œuvre le contenu des programmes qui permettront de réaliser les microprojets nécessaires à une bonne intégration des quartiers rénovés dans leur environnement.
- Définir le contenu des projets des nouvelles opérations de renouvellement urbain dans le cadre du NPRU : protocole unique de préfiguration en fin d'année 2015.
- Signer au 2<sup>ème</sup> semestre 2016 les conventions ANRU relatives aux deux quartiers de l'Argonne et de la Source et les mettre œuvre avec notamment le recours généralisé aux clauses d'insertion dans les marchés passés par les collectivités et les bailleurs.
- Mobiliser les outils de l'ANRU et de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) au bénéfice des quartiers pour terminer les projets existants, élaborer le protocole de préfiguration des nouveaux projets retenus au titre du financement de l'ANRU et de faire bénéficier les autres quartiers non retenus des acquis de la méthode de gestion de projet.
- Grâce à la mise en place d'outils urbains et fonciers – complémentaires aux avantages liés au dispositif ZFU sur l'Argonne – permettre le maintien et la diversité d'activités commerciales et de services nécessaires.

Au-delà de ce premier objectif qui vise à finaliser les opérations de renouvellement urbain, il s'agira, dans le cadre du protocole de préfiguration ANRU conjoint aux trois quartiers de l'Argonne, La Source et les Chaises, de détailler jusqu'au stade pré-opérationnel, la réflexion engagée en 2015 dans le cadre de l'étude économique et

urbaine du quartier prioritaire des Chaises, retenu quartier d'intérêt régional. Il s'agira ensuite de signer la convention ANRU pour ce quartier au 2<sup>ème</sup> semestre 2016.

- **Objectif général n°2: Etudier les besoins de nouvelles opérations urbaines qui permettent d'améliorer le cadre de vie et/ou améliorent la lisibilité des espaces urbains.** Ce 2<sup>ème</sup> objectif général nécessite de :
  - Mener 3 études urbaines (qui prennent notamment en compte une analyse préventive) d'ici à 2018 en commençant en 2016 par les Ormes du Mail puis en continuant sur le Clos de la Grande Salle (patrimoine ICF, secteur Villevaude) et Lignerolles.
  - Sur la base de ces études menées, identifier les financements nécessaires à la mise en œuvre des programmes par la signature de conventions partenariales
  - Mettre en place des indicateurs permettant de détecter la nécessité de mener d'autres études urbaines au moment de la revoyure du Contrat de Ville
- **Objectif général n°3: Améliorer la performance thermique du parc public et du parc privé dans les quartiers et en lisière des quartiers de l'ensemble de la géographie prioritaire tout en portant une attention particulière sur l'impact de ces travaux sur les loyers.**

Ce 3<sup>ème</sup> objectif général nécessite de :

- Partager la connaissance des bailleurs sur les performances énergétiques d'ici mi 2016 et définir la nature des travaux à entreprendre.
  - Aider à mener des diagnostics à la demande des propriétaires sur l'état des logements privés (individuels et copropriétés) situés dans les quartiers en renouvellement urbain en menant des actions de communication pour faire connaître les outils de diagnostic et de financement existants.
  - Mobiliser les financements nécessaires à la mise en œuvre des programmes de performance thermique définis à l'issue de ces études.
  - Prioriser les programmes à réaliser sur le parc public en fonction d'indicateurs partagés à définir.
- **Objectif général n°4: Associer le plus possible les habitants à l'élaboration et à la mise en œuvre des projets de renouvellement urbain.** Ce 4<sup>ème</sup> objectif général nécessite de :
    - Déterminer le contenu des maisons des projets avant la signature des conventions ANRU.
    - Définir des modalités de concertation et d'appropriations par les usagers dès la phase du protocole de préfiguration et dans le cadre des conventions liées aux projets de renouvellement urbain hors ANRU.

- Mettre en place un accompagnement adapté pour les familles qui seront amenées à déménager du fait du programme de renouvellement urbain

### **Les moyens de droit commun mobilisables**

Mise à disposition des collectivités, des cartes de géo localisation des logements sociaux, réalisées à partir du répertoire du parc locatif social (RPLS). Ce répertoire alimenté annuellement par les bailleurs sociaux détermine le nombre de logements sociaux par leur adresse et appartenance à un périmètre quartier politique de la ville.

### **□ ENJEU STRATEGIQUE**

## **Poursuivre les objectifs de mixité et d'ouverture des quartiers**

### **Le constat :**

Plusieurs quartiers souffrent encore d'une image peu valorisante. En effet, l'image des quartiers anciens de la politique de la ville reste encore dépréciée, malgré l'intervention réalisée dans le cadre des programmes de renouvellement urbain.

Cette représentation se fonde sur :

- une mixité sociale et culturelle souhaitée mais non réalisée effectivement,
- une dépréciation de la qualité des logements et des espaces publics peu entretenus à l'intérieur de certains quartiers

De manière plus générale c'est l'attractivité des quartiers qui est remise en cause. Si le caractère populaire de ces quartiers est historique, les nouveaux arrivants déplorent le manque de mixité fonctionnelle, la densité de collectif social daté, et l'insécurité ressentie, en témoigne un taux de rotation qui reste élevé pour les ménages entrants.

### **Les objectifs généraux et opérationnels :**

- **Objectif général n°1 : Rechercher un nouvel équilibre social** par le logement, en intégrant les parcs immobiliers sociaux des quartiers dans les stratégies de peuplement définies à l'échelle communautaire. Cet objectif général nécessite de :
  - Ecrire et animer la convention intercommunale de mixité sociale.
  - Intégrer les spécificités des quartiers dans l'écriture de la Convention du Plan Partenarial de Gestion partagée de la demande et de l'Information du demandeur (PPGDID) et développer le partage d'informations inter-bailleurs et inter-partenarial au niveau de chaque quartier.
  - Animer la Conférence intercommunale du logement (CIL).
  - A l'issue de la CIL, rédiger la Convention article 8 de la loi Lamy du 21 février 2014, qui doit être annexée au contrat de ville, et qui définit les objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les territoires à l'échelle intercommunale à prendre en compte pour les attribution de logements



- sociaux, les modalités de relogement et d'accompagnement social dans le cadre des projets de renouvellement urbain, et les modalités de la coopération entre les bailleurs sociaux et les titulaires de droits de réservation pour mettre en œuvre les objectifs de la convention.
- Réflexions à mener au niveau intercommunal sur la politique des loyers dans le parc social pour diversifier l'occupation des immeubles.
- **Objectif général n°2 : Diversifier l'offre de logement** en facilitant l'introduction de logements en accession ou individuels dans les secteurs d'habitat collectif et en développant la construction de logements sociaux en dehors des quartiers pour mieux répartir le parc social sur le territoire. Cet objectif général nécessite de :
- Proposer de nouvelles typologies de logements et de confort dans les résidences.
  - Limiter l'implantation de nouveaux programmes d'habitat social dans les zones constituées à plus de 50% d'HLM.
  - Produire une offre de reconstitution hors site tenant compte des très faibles revenus.
- **Objectif général n°3: Assurer le maintien d'une mixité fonctionnelle** notamment économique en favorisant l'implantation d'équipements économiques, commerciaux, culturels et publics. Cet objectif général nécessite de :
- Faciliter et appuyer l'obtention de financements (mobilisation des fonds FEDER pour les sites ANRU et hors sites).
  - Favoriser une action commune, en associant des actions sur le développement économique, l'emploi, l'environnement, et la participation des habitants. La logique d'excellence sur ces thématiques sera valorisée par un financement plus important de l'ANRU.
- **Objectif général n°4: Favoriser la mobilité depuis, vers et dans les quartiers au profit des habitants** pour que ces derniers soient plus connectés au territoire, et qu'ils bénéficient de la traversée de leur quartier. Cet objectif général nécessite de :
- Mener un diagnostic sur les besoins des habitants en matière de déplacement.
  - Adapter la trame viaire pour tous les styles de mobilité : cheminements doux, piétons, vélos, circulations voiture, transports en commun, etc.
  - Améliorer de façon fine l'offre de transports publics des quartiers
  - Inciter les habitants de l'Agglo à fréquenter les quartiers (y compris les quartiers vécus) en développant des événements et en faisant connaître les équipements de qualité qui y sont proposés

### **Les moyens de droit commun mobilisables**

Le projet d'Agglo 2015-2020 prévoit une enveloppe renouvellement urbain de **5 585 000 €** qu'il conviendra de répartir en fonction des études à mener et du contenu des projets définis.

L'Agglo s'attachera à mener en maîtrise d'ouvrage directe certaines des études urbaines. Elle soutiendra notamment les bailleurs pour les opérations de reconstitution de l'offre démolie et les opérations de résidentialisation.

Elle soutiendra par ailleurs les communes pour les opérations de désenclavement.

Enfin, grâce à la mobilisation de la région Centre val de Loire, l'Agglo mobilisera :

- Le Contrat régional de solidarité territoriale notamment pour les opérations de réhabilitation.
- Les Financements européens FEDER pour les opérations de réhabilitation thermique du parc social public.

#### Le constat :

Les habitats des quartiers et les usagers des quartiers déplorent les désagréments quotidiens de la vie dans les quartiers :

- Des atteintes répétées à la tranquillité publique, à la sécurité avec des nuisances souvent très localisées. Force est de constater qu'il existe des effets de contournements d'espaces publics.
- Une appropriation de l'espace public selon les genres. Par exemple les femmes utilisent davantage les espaces dédiés à la famille tandis que les hommes semblent occuper plus aisément les places publiques ouvertes.
- Une mauvaise gestion des ordures et encombrants sur des secteurs bien localisés

#### ☐ ENJEU STRATEGIQUE

### **Assurer le bon fonctionnement des quartiers au quotidien**

#### Les objectifs généraux et opérationnels :

- **Objectif général n°1 : Sécuriser l'espace public** Cet objectif général nécessite de :
  - o Intégrer des logiques de situation préventive en amont des nouveaux aménagements.
  - o Clarifier les propriétés et les usages.
- **Objectif général n°2 : Améliorer la gestion quotidienne des espaces.** Cet objectif général nécessite de :
  - o Mettre en œuvre des conventions et des outils de gestion de proximité en tenant compte du cadre des contreparties liées aux abattements de TFPB, en lien avec la convention cadre fixée entre l'Etat et l'Union sociale pour l'habitat.
  - o Aider à diffuser la culture de la gestion urbaine de proximité contractualisée dans tous les quartiers de la géographie prioritaire à partir de l'expérience des conventions ANRU.
  - o Organiser des marches exploratoires, notamment pour les femmes.
  - o Prendre en compte dans les aménagements urbains les enjeux de gestion.
- **Objectif général n°3 : Proposer des solutions durables pour la gestion des déchets.** Cet objectif général nécessite d'étudier les solutions techniques viables pour une collecte optimisée des déchets et des encombrants.
- **Objectif général n°4 : Rendre les habitants acteurs de la préservation de leur cadre de vie.** Cet objectif général nécessite de mettre en place des actions de sensibilisation.

### **Les moyens de droit commun mobilisés :**

Une convention d'utilisation de l'abattement de TFPB de 30% doit être annexée au contrat de ville. Celle-ci doit être déclinée par quartier et par organisme HLM. La signature de ces conventions doit intervenir fin 2015, afin que les bailleurs sociaux puissent en bénéficier pour 2016.

### 3) Le pilier emploi et développement économique.

#### PHOTO

Ce pilier constitue une attente majeure des habitants. Aborder conjointement le développement économique, l'emploi et la formation, c'est reconnaître que des énergies et des savoirs faire existent au sein des quartiers prioritaires et qu'ils sont également des territoires économiques parmi d'autres. De plus, l'absence de formation de base suffisante est un facteur d'exclusion du marché du travail.

#### Constats concernant la situation économique :

##### - Le tissu économique :

La plupart des quartiers sont situés à proximité des zones d'activités économiques de l'agglomération orléanaise ce qui offre un potentiel d'emplois important et varié tant au niveau des secteurs d'activité que des niveaux de qualification requis.

#### Points de vigilance :

- Une méconnaissance des entreprises et des métiers proposés de la part des habitants
- Une méconnaissance du potentiel de compétences existant dans les quartiers de la part des chefs d'entreprises.

##### - Les commerces :

Des commerces de proximité ou de centres commerciaux sont présents « en cœur de vie » des quartiers.

#### Points de vigilance :

Des difficultés pour maintenir une offre de commerces diversifiée permettant une mixité sociale.

##### - L'économie sociale et solidaire :

Le secteur de l'insertion par l'activité économique est bien représenté avec une dizaine de structures implantées dans (ou à proximité) des quartiers, avec des activités support diversifiées.

#### Points de vigilance :

- Veiller au respect de la mixité parmi les bénéficiaires (hommes / femmes et résidents des quartiers).
- Absence de SIAE sur la commune de Fleury les Aubrais.
- Santé financière des structures de l'IAE souvent fragile.
- Méconnaissance de l'ensemble des acteurs de l'économie sociale et solidaire.

#### Constats concernant la situation de l'emploi :

L'analyse des statistiques du chômage met en exergue des caractéristiques communes à l'ensemble des quartiers de la politique de la ville, comparée à celles de l'Agglo :

- **Un taux de chômage plus élevé** que dans l'ensemble de l'agglomération, avec des écarts entre le taux de chômage des femmes et des hommes, généralement en défaveur des femmes.
- **Un taux d'emploi nettement inférieur** dans les quartiers à celui de l'agglomération, avec des écarts accrus entre les taux d'emploi des femmes et ceux des hommes, en défaveur des femmes.
- **Une évolution de la demande d'emploi plus forte** dans les quartiers que dans l'agglomération au cours de la période 2013/2014.
- **Un niveau de qualification des habitants des quartiers très nettement inférieur** à celui des habitants de l'agglomération.
- **Des freins à l'emploi cumulés et persistants** : savoirs de base, maîtrise de la langue française, respect des codes sociaux, problèmes de mobilité et de garde d'enfants.

Cependant, il existe des spécificités propres à chaque quartier résultant de critères démographiques, d'actions antérieures réalisées dans le cadre du CUCS, de la présence d'associations dynamiques ou d'implantations de dispositifs d'insertion par l'activité économique.

Les écarts de taux d'emploi entre certains quartiers et la moyenne communale peuvent atteindre jusqu'à 40 points : le taux d'emploi des hommes habitant les quartiers des Chaises ou des Trois Fontaines à St Jean de la Ruelle varie de 10,6% à 23,4% alors que celui de la commune atteint 65,7%. Sur Orléans, le taux d'emploi des femmes résidant dans le quartier de l'Argonne varie de 32,1% à 38,5% alors que le taux communal est de 58,6%. Soit un écart de 20 à 26 points.

L'explication tient notamment au tissu associatif plus ou moins développé et/ou plus ou moins actif.

Sur le quartier de la Source, le mouvement associatif et les services existants jouent un rôle important en tant que canal d'information (maison de la réussite, adultes relais...)

#### Points de vigilance :

- Pour les femmes :
  - Certains quartiers comme les Blossières, l'Argonne, la Source, les Chaises, les Salmoneries, connaissent une évolution des DEFM supérieure à celle de l'Agglo entre juin 2013 et juin 2014.
  - La part des femmes parmi les demandeurs d'emploi est très disparate selon les quartiers. Elle varie de 38 % à 55,30 %. La forte augmentation des inscriptions féminines observée sur le quartier de la Source est à relier au déménagement en octobre 2013 de l'agence de Pôle Emploi au cœur du quartier prioritaire. Ainsi, des mères de famille ont eu accès plus facilement à ce service (moins de problèmes de mobilité et/ou de garde d'enfants).
  - Du fait de freins liés à la formation et à l'orientation (peu de diplômes ou problèmes de reconnaissance de diplômes), les femmes accèdent souvent aux emplois les plus précaires et les plus morcelés. Cette tendance n'est pas

propre aux habitants des quartiers mais est plus marquée dans quelques secteurs de La Source, des Chaises et des Trois Fontaines.

- Pour les jeunes :

- Si globalement la répartition par âge des quartiers est similaire à celle de l'agglomération orléanaise, on observe des écarts importants selon les quartiers. En effet, la part des jeunes demandeurs d'emploi varie de 15 % à 24%.
- Certains quartiers ont une sur représentation de jeunes par rapport à l'agglomération orléanaise (La Source, Pincevent et Pont Bordeau). Les jeunes des quartiers expriment un besoin d'information et de conseils plus important que la moyenne des jeunes par rapport à leurs droits (papier, relations avec la préfecture, contrat de travail ...).

- Pour les seniors

- Sur certains quartiers (L'Argonne, Andrillons/ Les Ormes du Mail), les seniors constituent une part importante des demandeurs d'emploi, égale à 20%.

Un éloignement croissant du marché de l'emploi :

**Près d'un demandeur d'emploi sur 4 résidant dans les quartiers est inscrit à Pôle Emploi depuis plus de 2 ans.** Si la répartition selon l'ancienneté au chômage diffère peu entre les demandeurs d'emploi de l'agglomération orléanaise et ceux des quartiers prioritaires, on note une forte progression des chômeurs de très longue durée dans les quartiers au cours des douze derniers mois : près de 9 points d'écart avec le reste du territoire.

Dans un contexte de crise économique, les chômeurs des quartiers rencontrent encore plus de difficultés à intégrer de manière durable le marché du travail. Ils ont recours à l'intérim pour faire face aux besoins financiers du quotidien. Le fait de rester au chômage pendant plus de deux ans diminue leur employabilité.

Une difficile adéquation entre marché de l'emploi et compétences des habitants :

**La part des non-diplômés dans les quartiers prioritaires est trois fois supérieure** à celle de l'Agglomération. Une analyse fine des données révèle que les moyennes par quartiers masquent des déséquilibres intenses entre îlots de quartiers.

A titre d'exemple, la part des femmes non diplômées est égale à 56.9% sur l'Argonne Sud, alors qu'elle est de 14.4% sur le secteur Jean Zay du quartier.

De plus, dans les quartiers, l'éventail des métiers recherchés est limité à quelques secteurs professionnels, notamment pour le public jeune, alors que le panel des métiers recherchés est plus étoffé pour l'ensemble de l'agglo. 25% des jeunes se présentant à la Mission Locale de l'Orléanais arrivent sans projet professionnel. Ils privilégient souvent l'emploi en intérim au détriment d'un investissement dans une formation qualifiante perçue comme un retour vers le système scolaire.

Par ailleurs, et malgré la forte mobilisation des services publics de l'emploi et des collectivités, quel que soit l'âge, on note une réelle autocensure de la part des habitants des quartiers prioritaires en recherche d'emploi, ainsi qu'une incompréhension des échecs rencontrés dans leur recherche, souvent liés à une méconnaissance des attentes des employeurs (savoir être, tenues vestimentaires, vocabulaire, ponctualité...).

Quels que soient les demandeurs, quitter le quartier est un pas difficile à franchir. Ainsi, la connaissance du travail environnant est loin d'être exhaustive, notamment en ce qui concerne les métiers porteurs et des modes d'accès à ces métiers.

**Selon une enquête réalisée à l'été 2014 auprès de 110 jeunes du quartier de l'Argonne**, il apparaît que plus de la moitié des jeunes ne participe à aucune manifestation en dehors du quartier.

Pour faciliter leur rencontre avec les entreprises, ces jeunes souhaiteraient :

- 1) participer à une journée de recrutement organisée dans le quartier
- 2) assister à des réunions de présentation des secteurs qui recrutent
- 3) participer à des stages de découverte en entreprise
- 4) participer à des débats avec des employeurs.

- L'offre de service en matière de formation et d'accès à l'emploi :

Une offre de formation développée aussi bien en formation initiale qu'en formation continue.

Un réseau d'acteurs de l'emploi agissant dans les quartiers importants (Etat, collectivités, associations).

Points de vigilance :

- Difficultés pour coordonner les interventions des différents acteurs de l'emploi entre eux et parfois avec le réseau des associations locales.
- Méconnaissance par les habitants des quartiers de l'offre de service proposée par l'ensemble des acteurs de l'emploi.
- Absence dans certains quartiers d'un guichet unique identifié en matière d'emploi.
- Absence de passerelles permettant d'orienter des publics très éloignés de l'emploi vers des structures d'accompagnement, notamment pour les jeunes.

- L'offre de transports collectifs :

Une desserte par les transports en commun bien développée dans l'agglomération orléanaise (tram et bus) et l'existence d'une offre multimodale : deux roues, voitures...

Points de vigilance :

- Difficultés d'accès à certaines zones d'activité par les transports en commun et méconnaissance du réseau de transports en commun et de son utilisation par certains résidents des quartiers.

☐ ENJEU STRATEGIQUE

**Renforcer les compétences et l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi des quartiers.**

Les objectifs généraux et opérationnels :

- **Objectif 1 : Renforcer les compétences des demandeurs d'emploi des quartiers prioritaires.**

- Faire bénéficier les jeunes des quartiers des dispositifs spécifiques existants : école de la 2<sup>ème</sup> chance, EPIDE, emplois d'avenir, dispositif « formation 2<sup>ème</sup> chance », prestations d'accompagnement intensif des jeunes, clubs jeunes chercheurs d'emploi d'avenir.

Engagement de l'Etat : 40 % de jeunes des quartiers dans les écoles de la 2<sup>ème</sup> chance, 50% dans les EPIDE et 23 % dans les emplois.

- Réaliser au minimum 2 chantiers formation par an autour de prestations supports éducatives
- Développer les périodes d'immersion en entreprise (stages, périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP)) en incitant les entreprises à prendre des stagiaires, notamment dès la 3<sup>ème</sup> et en préparant les jeunes à intégrer ces stages. Accompagner les jeunes et les entreprises pour faciliter la compréhension des attentes réciproques. Financements mobilisés : Pôle Emploi, mission locale
- Favoriser l'accès des jeunes et des adultes à un premier niveau de qualification (niveau V) :

- Mettre en place des actions d'apprentissage des codes sociaux pour certains jeunes ou adultes en amont de l'accès à des formations : travailler à la fois sur les savoir-être et sur les savoir-faire. Expérimentation de modules de formation courts avec immersion en entreprise.

Financements mobilisables : Pôle Emploi, Région (*VISAS LIBRES SAVOIRS*).

- Développer l'alternance et en particulier l'apprentissage par la mise en place d'actions visant à augmenter l'offre d'apprentissage (carrefour des métiers, mini forums, portail alternance de la MDE,...), d'actions visant à lever les freins à l'accès à l'alternance, à assurer un accompagnement renforcé par les CFA pour l'accueil en entreprise.

Financements mobilisés : conseillers Pôle Emploi relation entreprises, mission locale, chambres consulaires, ...  
Accompagnement financier des CFA par la Région pour permettre l'accompagnement pédagogique des apprentis en situation de fragilité scolaire.

Engagement de l'Etat : 40 % de jeunes des quartiers dans le dispositif « réussite éducative ».

- Informer les jeunes sur « l'ensemble des possibles » en matière de formations et de métiers afin d'éviter l'autocensure par la réalisation d'événementiels ou de visites d'entreprises. Financements mobilisés : Pôle Emploi, mission locale, Education Nationale,...
- Promouvoir les formations en lien avec les secteurs et métiers en tension :
  - Favoriser la mixité des métiers en permettant l'ouverture aux femmes des métiers en tension dits « traditionnellement masculin ».



- Soutenir les actions de communication et de promotion des métiers (semaine de l'industrie, évènements au Centre de l'emploi...).

- **Objectif 2 : Renforcer l'insertion des publics dans un parcours d'accès à l'emploi durable :**

- Assurer une offre de service permettant de favoriser l'autonomie des personnes en insertion notamment en ce qui concerne la mobilité, les savoirs de base, la maîtrise de la langue française, la garde d'enfants et l'apprentissage des codes sociaux :
  - Organiser des actions de communication et de promotion des outils de mobilité (transports en commun, vélos, ...). Organiser des actions collectives de lutte contre l'illettrisme et d'apprentissage des savoirs de base en lien avec l'accompagnement professionnel pour un public de demandeurs d'emploi et de salariés.  
Dispositifs mobilisables : Région (*VISAS LIBRES SAVOIRS*).
  - Disposer d'un espace numérique identifié et labellisé « visa bureautique ».
  - Favoriser l'accompagnement des jeunes par la mission locale notamment dans le cadre du CIVIS (contrat d'insertion dans la vie sociale).
  - Améliorer l'implantation de la mission locale dans les quartiers et organiser l'articulation entre le réseau des associations locales et la mission locale.  
Engagement de l'Etat : 20 % des contrats CIVIS réservés à des jeunes des quartiers.
  - Développer une offre de services pour l'autonomie des personnes en insertion notamment autour de la mobilité, de la garde des enfants pour des besoins spécifiques et/ou des horaires atypiques.  
Financements mobilisés : Etat, Pôle Emploi, CDC, Dispositif mobilisable pour les projets d'accueil enfance – petite enfance : contrat régional de solidarité territoriale.
- Créer de l'activité dans les quartiers par le développement de l'insertion par l'activité économique :
  - Développer les clauses d'insertion dans la commande publique notamment dans les programmes de renouvellement urbain en réservant des lots sur des prestations nouvelles pour des entreprises d'insertion et des chantiers d'insertion.  
Engagement de l'Etat : Charte nationale d'insertion de l'ANRU (5% des heures travaillées réservées notamment à des femmes et des jeunes des quartiers dans le cadre des chantiers ANRU et 10 % des heures travaillées dans le cadre des marchés liés à la gestion urbaine de proximité).
  - Diversifier les activités support d'insertion par l'activité économique en favorisant des expérimentations d'activités dans les marchés publics.

Dispositifs régionaux mobilisables : Contrat Régional de Solidarité Territoriale (règlement du contrat et dispositifs en faveur de l'insertion par l'activité économique).

- Lutter contre la discrimination à l'embauche et dans l'emploi.
- Assurer un accompagnement permettant le maintien des personnes dans l'emploi :
  - Identifier des relais sur les quartiers pour orienter les habitants vers les acteurs de l'emploi.
  - Mettre en place des prestations de suivi dans l'emploi (du recrutement à la fin de la période d'essai) afin d'aider les PME et TPE à recruter des personnes des quartiers de manière pérenne.
- Mobiliser les contrats aidés (CAE, CIE, CIE Starter et emplois d'avenir) au profit des habitants des quartiers :
  - Favoriser l'émergence de contrats aidés aussi bien dans le secteur marchand que non marchand par des actions de prospection auprès des employeurs potentiels.
  - Engagement de l'Etat : Taux d'accès des résidents des quartiers à ces contrats CAE (11,7% en 2015), CIE (12,9% en 2015), emplois d'avenir (23 % en 2015).

## **□ ENJEU STRATEGIQUE**

### **Renforcer l'attractivité économique des quartiers.**

#### Les objectifs généraux et opérationnels :

- **Objectif 1 : Favoriser l'implantation d'activités nouvelles et le développement de celles existant sur le territoire :**
  - Inciter les entreprises à avoir recours aux TPE et structures IAE, notamment dans le cadre des marchés publics pour développer leur activité. Accompagner les TPE à répondre aux marchés en groupement (accompagnement clauses d'insertion).
- **Objectif 2 : Accompagner et soutenir la création d'entreprises :**
  - Proposer des espaces aux micro-entrepreneurs adaptés à leurs besoins. Financements mobilisés : Caisse des Dépôts et Consignation, ....
  - Développer le parrainage des créateurs d'entreprises issus des quartiers par une entreprise : création d'un club d'entrepreneurs réunissant des parrains et des créateurs.  
Financements mobilisables : Chambres consulaires,...
  - Assurer une visibilité de l'offre de service des structures d'accompagnement à la création d'entreprise ; exemple : bus de la création d'entreprises pour aller au-devant des habitants avec des acteurs de la création d'entreprise et développer une stratégie commune de communication sur l'offre de services en matière de

- création d'entreprise ; exemple : plaquette de communication commune.
- Favoriser et accompagner la création d'entreprises par les résidents des quartiers et notamment des femmes.  
Dispositifs mobilisables : NACRE, prestations Pôle Emploi, Chambres consulaires, ESS, CDC, Etat, politiques régionales de soutien à la création – reprise d'entreprises (*CAP Artisanat Création – Reprise, CAP Création / Reprise Centre ...*), ...
  - **Objectif 2 : Favoriser les relations entre les entreprises, les habitants et les acteurs de l'emploi :**
    - Identifier un guichet unique de l'offre de service en matière d'emploi et de création d'entreprise sur chaque quartier prioritaire.
    - Mobiliser les entreprises, notamment les associations de parcs d'activité : recrutement, parrainage et déclinaison locale de la charte « Entreprises et quartiers ».
  - **Objectif 3 : Développer une stratégie foncière permettant de favoriser l'activité économique et les services connexes :**
    - Intégrer dans chaque opération de renouvellement urbain une étude foncière en faveur du développement économique.
  - **Objectif 4 : Maintenir et développer une activité commerciale équilibrée dans les quartiers :**
    - Intégrer dans chaque opération de renouvellement urbain un diagnostic de l'offre commerciale à réaliser avec les acteurs du quartier et les élus chargés du commerce. Définir un plan stratégique d'actions.  
Dispositif régional mobilisable : contrat régional de solidarité territoriale (et financements FEDER pour l'immobilier d'entreprises dans les quartiers prioritaires).

#### 4) Le pilier citoyen et valeurs de la République.

### PHOTO

La République Française garantit à l'ensemble des citoyens une égalité en droits et en devoirs, condition inhérente au développement d'une vie en communauté satisfaisante pour tous et conforme aux valeurs fondamentales du peuple français.

Le contrat de ville devra veiller à promouvoir les valeurs de la République telles que la laïcité, la solidarité, la participation à la vie démocratique et la maîtrise de la langue française, afin de renforcer l'appartenance de chacun à une communauté de valeurs partagées et à donner à tous les mêmes opportunités, dans le respect commun des règles du vivre ensemble.

Cet enjeu doit s'appuyer sur la lutte contre toutes les discriminations afin d'atteindre l'égalité réelle de traitement dans tous les domaines de la vie pour tous (logement, éducation, services publics,...).

A ce titre, le thème transversal de l'égalité femmes/hommes sera particulièrement développé dans ce 4<sup>ème</sup> pilier.

#### Les constats :

Confrontée à une crise sociale et face à des phénomènes sociétaux qui viennent heurter la conception de la démocratie, la République se doit de replacer ses valeurs au centre de l'exercice des politiques publiques: incivilités et délinquance, individualisme et repli communautaire, chômage et sentiment d'être discriminés sont autant de facteurs contribuant au malaise que connaît aujourd'hui l'ensemble du territoire national, y compris les quartiers prioritaires.

Face à ce constat, la République se doit d'assurer l'égalité entre ses citoyens, de promouvoir la fraternité et de garantir la sécurité, l'exercice des libertés ainsi que le respect de la laïcité.

#### ☐ ENJEU STRATEGIQUE

#### **Des citoyens engagés dans la cité et le vivre ensemble.**

#### Les objectifs généraux et opérationnels :

- **Objectif 1 : Faire émerger, accompagner et soutenir les projets de jeunes des quartiers prioritaires. Encourager les structures d'animation implantées dans les quartiers à participer aux actions de formation proposées par la DDCS sur le thème de l'accompagnement des projets de jeunes.**
- **Objectif 2 : Favoriser le vivre ensemble en développant la mixité sous toutes ses formes, les animations de rue et les moments festifs, les actions de solidarité. Soutenir au moins un projet par an et par quartier porté par des associations, communes, bailleurs en partenariat.**

- Objectif 3 : Renforcer l'appropriation et la connaissance des valeurs et symboles de la République afin que les futurs citoyens deviennent des acteurs engagés :
  - Promouvoir des actions de sensibilisation sur la notion de citoyenneté tout en ayant une meilleure vision des outils et dispositifs permettant son exercice.
  - Promouvoir une éducation aux droits et devoirs du citoyen.
  - Développer une éducation à l'exercice de la citoyenneté dont la participation aux différents scrutins électoraux.
  - Créer une réserve citoyenne sur l'ensemble des champs de la vie publique.
  - Elargir aux quartiers la couverture des réservistes locaux.
  - Sensibiliser à l'Histoire de France dans ses différentes composantes.
  - Promouvoir des actions pour améliorer la connaissance du patrimoine local auprès des habitants.
  - Encourager et valoriser le recueil de la mémoire des habitants.
  - Accroître le service civique dans les quartiers en augmentant la part des jeunes des quartiers parmi les volontaires du service civique (atteindre 25%) et le nombre de missions au profit des quartiers.
- Objectif 4 : Réaffirmer et placer la laïcité au cœur de la République :
  - Former les habitants et les professionnels à la notion de laïcité.
  - Développer des actions d'échange et de dialogue sur les bases du respect et de la tolérance mutuelle entre les religieux, les athées et les agnostiques.
  - Mettre en place des actions de sensibilisation et de prévention contre toute forme de radicalisation :
    - **Favoriser une éducation aux médias afin de susciter un usage raisonné et réfléchi des outils numériques. Soutenir au moins un projet par an et par quartier porté par des associations, bailleurs, communes en partenariat.**
    - Développer un enseignement laïc des religions pour distinguer ce qui relève d'une pratique culturelle courante d'une forme de radicalisation.
    - Sensibiliser les habitants aux conflits et enjeux contemporains.
    - **Sensibiliser les professionnels et habitants aux mécanismes et aux modes de radicalisation.**
- Objectif 5 : Conforter le français comme langue de la République et composante d'une culture commune :
  - Démocratiser l'accès à la culture par la création de projets artistiques et culturels autour de la langue française.
  - Renforcer des actions linguistiques à destination des primo-arrivants ou des candidats à la naturalisation.

- Développer des actions afin de valoriser la langue française à travers la journée nationale de la francophonie du 20 mars.
- **Objectif 6 :** Garantir une République pour tous en combattant les discriminations, visant à affirmer l'égalité pour tous, en particulier pour les femmes :
  - Etablir le plan territorial de prévention et de lutte contre les discriminations en portant une attention particulière à l'élaboration d'un programme d'actions pour améliorer significativement l'égalité professionnelle, la parité, la protection des femmes contre toutes les formes de violence, l'accès aux droits des femmes et des familles, la lutte contre les stéréotypes et la citoyenneté.
  - Développer des actions de sensibilisation aux discriminations et aux préjugés contraires aux valeurs de la République.
  - **Promouvoir des actions de lutte contre les stéréotypes sexistes et favoriser des actions de promotion de l'égalité des sexes sous tous les aspects de la vie: politique, économique, sociale, culturelle et environnementale.**
  - **Favoriser les actions permettant aux femmes de prendre leur place dans l'espace public et à toutes les décisions relatives aux projets de leurs territoires.**
- **Objectif 7 :** Prévoir la participation des jeunes et l'égalité homme et femme dans les conseils citoyens :
  - Prévoir la participation des jeunes et la parité dans les conseils citoyens.

Les financements mobilisables :

- Services civiques : Etat.
- Lutte contre les stéréotypes : Etat...

☐ ENJEU STRATEGIQUE

**Favoriser le déploiement d'actions d'éducation populaire dans les territoires prioritaires.**

Les objectifs généraux et opérationnels :

- **Objectif 1 :** Renforcer les animateurs/éducateurs/médiateurs et les former (notamment sur des thématiques telles que la laïcité, la citoyenneté et les valeurs de la République) :
  - Proposer un programme de formation adapté aux besoins des animateurs intervenant sur les quartiers notamment sur les thématiques:
    - « laïcité », « citoyenneté », « menée de débats »
- **Objectif 2 :** Développer des réponses innovantes notamment à destination des adolescents sur l'éducation à la citoyenneté, aux médias et réseaux sociaux :

- Soutenir des actions innovantes en matière d'éducation à la citoyenneté et aux médias et réseaux sociaux.
- **Objectif 3** : Favoriser une offre d'activités physiques et sportives citoyennes pour renforcer le vivre-ensemble et le respect mutuel :
  - Accompagner l'action des clubs sportifs et des acteurs socio-culturels en faveur de la citoyenneté et du vivre-ensemble en diffusant des outils pédagogiques réalisés par l'Etat (Pôle ressource national « *Sport, Education, Mixité, Citoyenneté* ») et en soutenant l'emploi d'éducateurs sportifs qualifiés.
- **Objectif 4 : Favoriser l'initiative citoyenne :**
  - Accompagner la mise en place des conseils citoyens et leur animation à l'échelle intercommunale (réunions de préparation aux échelles communale et intercommunale, rencontre départementale entre référents des communes et des EPCI, réflexion sur une éventuelle mutualisation, formation des animateurs des conseils citoyens) (acteurs : DDCS, communes, EPCI, DRJSCS, CGET).

Les financements mobilisables :

- Programme de formations : Etat.
- Soutien à des actions innovantes : Etat ....
- Outils pédagogiques réalisés par l'Etat (pas de financement local nécessaire).
- Soutien des éducateurs sportifs qualifiés : CNDS.
- Formation : Etat, ....

## **IV. LE SUIVI ET L'EVALUATION DU CONTRAT DE VILLE.**

### **Les enjeux et principes généraux :**

Ce dispositif de gouvernance permet d'évaluer la mise en œuvre du contrat, d'en mesurer les effets produits et d'exposer les raisons qui ont conduit l'atteinte ou non des objectifs.

Au regard des évolutions socio-économiques, des politiques sectorielles mises en œuvre et des impacts des différents programmes mis à la disposition du contrat de ville, cette démarche souscrit à une adaptation en continu des dispositifs mis en œuvre dans les quartiers en s'appuyant sur une contribution permanente de l'ensemble des acteurs.

Ainsi, la réussite du contrat est conditionnée à une définition claire des objectifs et des indicateurs de résultats qui en découlent.

La phase d'évaluation doit être associée à chaque étape du contrat : conception, suivi, des actions et bilan. L'évaluation doit veiller à ce que les objectifs formulés soient opérationnels (accessibles et mesurables)

L'évaluation, aide au pilotage, renvoie à interroger les programmes d'actions déclinés des objectifs afin de révéler aux décideurs les failles survenues lors de la mise en œuvre du contrat et de ce fait procéder à des adaptations.

A partir d'un protocole d'évaluation partagé, un plan d'évaluation est établi chaque année selon les priorités de chacun, pour ajuster les objectifs et les actions. Ce référentiel commun permettra également de prendre en compte des propositions émanant des habitants.

Il comprendra :

- Une approche qualitative et quantitative : mesure de l'atteinte des publics ciblés et évolutions observées dans les quartiers
- Le plan de financement du contrat analyse des conditions de mise en œuvre du contrat et la cohérence des moyens par rapport aux objectifs
- Des ajustements nécessaires: affiner la connaissance des changements et mobiliser les partenaires sur les contingences et les obstacles à l'atteinte des objectifs.

Il sera préparé par l'équipe projet, alimenté par les groupes de concertation et les conseils citoyens et validé chaque année par le comité de pilotage : l'objectif étant de coordonner l'offre de services proposée aux habitants mais aussi de maintenir la mobilisation des acteurs autour du contrat.

Il sera fait appel début 2016 à une prestation extérieure pour bâtir les outils de rendu de ce plan d'évaluation.

Une mission d'évaluation globale extérieure du contrat sera réalisée pour la période 2015 / 2018.

L'évaluation à mi parcours (fin 2017) déterminera plus que les autres la suite de la procédure et il en découlera, si nécessaire, une évolution du présent contrat.



## **V. LA CLAUSE DE REVOYURE.**

Selon les résultats de cette évaluation à mi parcours, le contenu du Contrat de ville pourra être profondément remanié.

## **VI. LA MOBILISATION DES SIGNATAIRES.**

Au-delà de l'Etat, de la Communauté d'agglomération et des communes et parmi les signataires :

### **1) LA MOBILISATION DE LA REGION CENTRE - VAL DE LOIRE.**

Le présent article définit les priorités régionales et identifie les thématiques pouvant être accompagnées par la Région au titre de ses dispositifs. Les montants de subventions régionales pouvant le cas échéant apparaître dans les annexes sont mentionnés à titre indicatif et n'engagent pas la collectivité régionale.

\*\*\*\*

La Région Centre - Val de Loire, soucieuse d'un aménagement équilibré du territoire, facteur de cohésion sociale et territoriale, souhaite poursuivre son soutien en faveur des quartiers défavorisés.

A ce titre, un certain nombre d'actions répondant aux enjeux définis et s'inscrivant dans le programme d'actions du Contrat de Ville peuvent être soutenues par la Région au titre de ses politiques de droit commun, qu'elles soient sectorielles ou contractuelles.

En particulier, en lien avec les compétences régionales en matière d'emploi, de formation et de solidarité territoriale, les crédits régionaux seront prioritairement mobilisés :

### **Au titre du pilier « cohésion sociale », autour de :**

#### **o L'action éducative et la lutte contre le décrochage scolaire :**

La Région est en responsabilité dans les domaines de l'accueil des lycéens et des apprentis.

Elle s'engage à poursuivre l'amélioration des conditions d'accueil dans les établissements situés dans les quartiers prioritaires ou à proximité à travers les travaux qu'elle conduit et les actions éducatives qu'elle pilote ou co-pilote, comme la lutte contre les discriminations, les actions en faveur de l'égalité des chances, la promotion de la citoyenneté, la santé, la culture.

Une part des actions conduites par la Région en matière d'apprentissage est cofinancée par des crédits du FSE dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE Centre Val de Loire 2014-2020 : actions qualité à destination des apprentis, professionnalisation des équipes CFA.

Par ailleurs, pour permettre aux jeunes d'entrer sur le marché du travail avec la qualification la plus élevée possible, la Région s'engage fortement pour lutter contre le décrochage du système scolaire tant dans les lycées que dans les CFA, en

coordonnant des plateformes ayant pour mission de repérer, contacter les jeunes et leur proposer une solution de retour en formation qualifiante (voie scolaire, apprentissage, formation continue) ou d'insertion professionnelle.

- Le développement des usages liés au numérique  
Au-delà du déploiement du Très Haut Débit, la Région accompagne le développement des usages liés au numérique via des initiatives dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'économie, de la formation, et par l'aménagement de lieux dédiés.
- La mise en place de structures adaptées pour l'accueil de la petite enfance  
Ce type d'investissement permet un accès facilité à l'emploi pour les jeunes parents, notamment dans le cas de familles monoparentales, très représentées dans les quartiers prioritaires et souvent confrontés à des emplois en horaires décalés.
- Les projets locaux de santé, via des structures d'exercice regroupé (MSP, centres de santé, ...)  
L'accès à la santé est un droit fondamental dont sont trop souvent éloignées les populations des quartiers prioritaires où la problématique de l'accès aux soins est aussi prégnante que dans certaines zones rurales. La Région accompagne et soutient des projets de promotion de la santé initiés dans les lycées et les CFA en faveur des jeunes, en lien avec des structures associatives locales.
- Le soutien à des actions culturelles et sportives  
Les associations culturelles et sportives jouent un rôle de proximité fondamental notamment auprès des jeunes, pour développer le vivre ensemble et la citoyenneté. Le sport participe par ailleurs à l'épanouissement personnel et à la santé. La Région encourage le mouvement sportif dans ses actions d'encadrement (soutien à l'emploi associatif), d'équipement (aide au matériel) et favorise l'utilisation des infrastructures sportives des lycées ...

#### **Au titre du pilier « cadre et vie et renouvellement urbain », autour de :**

- La réhabilitation thermique du parc social  
Au-delà des financements mobilisables pour la constitution ou reconstitution de l'offre, ou pour l'amélioration de l'habitat (résidentialisation, réhabilitations...), la réhabilitation thermique est primordiale, tant pour la lutte contre le réchauffement climatique, que pour améliorer le confort des logements et baisser la quittance globale des locataires. Concernant l'offre nouvelle, celle-ci doit être pensée dans une logique de parcours résidentiel et de mixité sociale.
- L'aménagement d'espaces et d'équipements publics favorisant le lien social  
La Région accompagne les initiatives visant à améliorer ou réintroduire des services et équipements de qualité dans les quartiers, notamment ceux développant le lien social et permettant une ouverture du quartier vers la ville (médiathèques, centres culturels, maisons des jeunes, équipements sportifs, centres sociaux...). Concernant les espaces publics, priorité est donnée à la requalification d'espaces propices à la convivialité (places, jardins publics, plaines de jeux...).

- La mobilité

Les liaisons inter-quartiers sont une condition de l'intégration des quartiers prioritaires au reste de la ville et plus largement de l'agglomération. A cet effet, leur accessibilité et leur désenclavement est un objectif à atteindre. Conformément au Plan Climat Régional, la Région priorise ses interventions en direction des transports en commun (aménagement liés à la restructuration de réseaux de bus et à l'amélioration des dessertes) et des circulations douces (pistes cyclables, cheminements piétonniers).

**Au titre du pilier « développement de l'activité économique et de l'emploi », autour :**

- Du soutien à la création et au développement d'activités

Les initiatives d'optimisation du potentiel économique des quartiers doivent être encouragées. La Région dispose d'outils de soutien à la création, au développement à la reprise d'entreprises, et d'interventions pouvant accompagner les projets immobiliers d'accueil d'entreprises (type couveuses, pépinières), les locaux commerciaux ou de services.

- Du développement de l'accès à l'emploi et à la formation

Le soutien à l'emploi et au développement économique durable est prioritaire pour la Région.

Dans ce cadre, elle définit, organise et met en œuvre des formations à destination des demandeurs d'emploi pour :

- répondre aux besoins économiques des entreprises et du territoire, lutter contre le chômage,
- permettre aux demandeurs d'emploi de s'intégrer professionnellement et de sécuriser leurs parcours. Cette offre de formation vise notamment l'obtention des 1ers niveaux de qualification correspondant aux niveaux d'employabilité repérés dans les entreprises de la région (niveaux IV et V). Une part de ces actions est cofinancée par des crédits du FSE et de l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ) sur la période 2015/2017 dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE Centre Val de Loire 2014-2020. L'IEJ vise les personnes de – de 26 ans qui ne sont ni en emploi, ni en formation pour une intégration durable sur le marché du travail.

En complément, la Région :

- coordonne le Service Public Régional de l'Orientation (SPRO), afin que tous les publics, jeunes et adultes disposent d'un égal accès à l'information et à l'orientation tout au long de la vie,
- développe une politique d'accès aux savoirs de base pour favoriser l'insertion des publics visés,
- mobilise différentes réponses pour accompagner, vers la formation et/ou l'emploi, les demandeurs d'emploi au 1er rang desquels figurent les jeunes : aide au fonctionnement des Missions Locales, aide au permis de conduire, garde d'enfants, transport...

Enfin, la question de l'insertion constitue une préoccupation régionale qui se traduit en particulier par l'encouragement au recours aux clauses d'insertion dans les marchés publics dans le cadre des Contrats territoriaux (à minima 5% des heures travaillées pour des investissements supérieurs à 500 000 € HT).

o Du soutien à l'économie sociale et solidaire

La Région est particulièrement attentive au développement des emplois non délocalisables, notamment dans le cadre des structures relevant de l'économie sociale et solidaire. Elle soutient en particulier les emplois associatifs.

Par ailleurs, les activités d'insertion par l'activité économique peuvent être soutenues.

\*\*\*\*

Le public jeune étant un public prioritaire pour la Région au vu de ses compétences, un certain nombre de mesures en leur faveur sont développées dans le cadre du Plan avenir jeunes.

Des initiatives transversales peuvent également rejoindre les priorités de politiques régionales, comme par exemple, hors agglomérations, le dispositif ID en Campagne qui est susceptible d'intervenir sur les 3 piliers.

\*\*\*\*

La Région s'engage à faire connaître auprès des chefs de projet politique de la Ville les différents dispositifs régionaux mobilisables pour atteindre les objectifs du Contrat de Ville. Un vade-mecum est tenu à leur disposition par les services régionaux.

Ceux-ci pourront être activés après formulation d'une demande de subvention orientée vers le dispositif identifié, dans le respect des procédures régionales, et dans la limite des crédits votés au budget régional.

En particulier, concernant les investissements, que ceux-ci s'inscrivent ou pas dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain, les crédits régionaux sollicités devront être inscrits au Contrat Régional de Solidarité Territoriale correspondant.

Le financement régional s'opèrera selon les modalités des cadres d'intervention correspondants.

## 2) LA MOBILISATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL.

Le concours du Conseil départemental fera l'objet d'un avenant après délibération de son assemblée avant fin 2015.

## 3) LA MOBILISATION DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF)

Acteur majeur de la politique familiale, la caisse d'allocations familiales exerce son activité autour de cinq grandes thématiques :

- La petite enfance.
- La jeunesse.
- La parentalité.
- La solidarité et l'insertion sociale.
- Le logement et le cadre de vie.

La politique de la ville en qualité de politique de cohésion urbaine et de solidarité au bénéfice des quartiers défavorisés et de leurs habitants poursuit des objectifs partagés par la branche Famille.

La CAF peut donc intervenir à l'aide de ses dispositifs de droit commun pour :

- Réduire les inégalités territoriales et sociales en matière d'accueil des jeunes enfants.
- Soutenir les dispositifs parentalité.
- Structurer une offre enfance jeunesse de qualité, accessible et adaptée aux besoins des familles.
- Accompagner la cohésion familiale par l'aide au départ en vacances.
- Renforcer la cohésion sociale par l'animation de la vie sociale.
- Favoriser l'accès aux droits et l'accompagnement des familles vulnérables.

Au-delà de ses dispositifs de droit commun, la CAF peut également mobiliser des fonds spécifiques afin de soutenir des actions entrant dans son champ de compétence menées au profit des habitants des quartiers prioritaires.

La Caf du Loiret s'engage donc sur cette période de 3 ans à participer financièrement aux actions relevant de son champ de compétence.

#### 4) LA MOBILISATION DES FONDS EUROPEENS.

En adéquation avec la stratégie européenne en matière de développement territorial intégré et avec l'Accord de Partenariat entre l'Etat français et la Commission européenne relatif à la gestion des fonds européens en France, le Conseil régional, autorité de gestion du Programme Opérationnel FEDER/FSE Centre-Val de Loire 2014/2020, a spécifiquement inscrit des crédits FEDER, dans le cadre d'un axe dédié, au bénéfice d'investissements dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville :

- En direction de la réhabilitation thermique de 4 000 logements sociaux à l'horizon 2023 sur l'ensemble des 52 quartiers prioritaires en région Centre - Val de Loire.
- En direction de la création de locaux d'activités économiques, dans les quartiers prioritaires ou leurs abords immédiats.

#### **Les modalités de mobilisation des fonds européens :**

Conformément aux règlements du Parlement européen et du Conseil : article 7 du règlement FEDER 1301/2013 et article 123 du règlement général 1303/2013 :

- Le FEDER soutient dans le cadre des programmes opérationnels, le développement urbain durable au moyen de stratégies qui prévoient des actions intégrées destinées à faire face aux défis économiques, environnementaux, climatiques, démographiques et sociaux qui rencontrent les zones urbaines.
- Les villes et les entités infrarégionales ou locales chargées de la mise en œuvre des stratégies urbaines durables, ci-après dénommées « autorités urbaines » sont responsables des missions liées, au minimum, à la sélection des opérations conformément à l'article 123 du règlement 1303/2013.

- L'Autorité de gestion peut désigner un ou plusieurs Organismes Intermédiaires (OI) pour exécuter certaines tâches de l'Autorité de gestion ou de l'autorité de certification sous la responsabilité de cette autorité. Les modalités convenues entre l'Autorité de gestion et les organismes intermédiaires sont consignées officiellement par écrit.

Par conséquent :

- Les Contrats de ville, cadres de mise en œuvre de la politique de la ville, correspondent à une approche intégrée du développement urbain souhaité par la Commission européenne.
- Chaque EPCI est désigné comme « Autorité urbaine » et Organisme Intermédiaire (OI). Il participe directement à la mise en œuvre de l'axe urbain du PO en sélectionnant les opérations pouvant bénéficier de crédits FEDER.

A ce titre, dans le cadre de la délégation des missions de sélection, une convention spécifique peut être passée entre l'EPCI et l'Autorité de gestion (le Conseil régional).

#### **Modalités de gouvernance :**

Chaque OI sélectionne les dossiers de demande de subventions FEDER dans le cadre du comité de pilotage du Contrat de ville.

L'opération retenue est ensuite instruite par l'autorité de gestion (Région Centre-Val de Loire) qui aura la responsabilité de vérifier son éligibilité (conformément à l'art. 7(5) du règlement(UE) N°1301/2013). L'Organisme Intermédiaire veille à la mise en œuvre des opérations sélectionnées.

Le Comité régional de programmation et le Comité de suivi du PO, sont systématiquement informés des opérations sélectionnées par chaque OI au titre de l'axe urbain.

Après sélection d'une opération par un OI, l'Autorité de gestion assure la notification, le conventionnement avec le bénéficiaire et le contrôle des dépenses déclarées en vue de leur remboursement en conformité avec les règles en vigueur.

L'autorité de gestion peut réunir les OI, afin d'examiner toute question relative à la bonne mise en œuvre de cet axe urbain avec les différents signataires.

## **5) LA MOBILISATION DE LA CAISSE DES DEPOTS.**

La Caisse des Dépôts, acteur historique du logement social et de la politique de la ville et qui conduit des actions en faveur des quartiers prioritaires, apportera son concours financier et son appui technique à la mise en œuvre du contrat de ville de l'Agglomération Orléans Val de Loire.

Elle interviendra au titre de ses missions d'intérêt général pour le logement social, la **cohésion sociale et la solidarité**, pour le **développement et la compétitivité des territoires** et pour la **transition écologique et l'environnement**.

Dans ce cadre, la Caisse des Dépôts pourra intervenir en mobilisant son expertise et des moyens financiers sur ses fonds propres ainsi que des prêts du Fonds d'Epargne en privilégiant les volets économiques, urbains et logements du contrat de ville.

1/ En ce qui concerne le volet économique du contrat de ville, la mobilisation de la Caisse des Dépôts s'organisera autour de trois axes :

- l'accompagnement du développement économique des quartiers prioritaires,
- le développement des outils de cohésion sociale favorisant l'accès à l'emploi,
- les investissements immobiliers à vocation économique (immobilier commercial, immobilier de bureaux, immobilier d'entreprise...).

2/ En ce qui concerne le volet urbain du contrat de ville, la mobilisation de la Caisse des Dépôts privilégiera :

D'une part, les missions d'ingénierie suivantes, sans que celles-ci soient limitativement listées :

- les études stratégiques (stratégie de développement économique, attractivité du territoire, diversification de l'habitat, stratégies énergétiques...) ;
- les études préalables et pré-opérationnelles (diagnostics économiques, diagnostics de l'habitat privé, diagnostics environnementaux, études de faisabilité, études gestion des ressources...) ;
- les actions d'aide à la maîtrise d'ouvrage de la direction de projet (OPCU, AMO financière, AMO développement durable, évaluations...).

D'autre part, les prêts sur fonds d'épargne pour le financement des opérations d'aménagement et d'équipement urbains des quartiers :

- construction, acquisition ou réhabilitation d'équipements publics (notamment bâtiments scolaires, à vocation culturelle, sportive, sociale, administrative...), infrastructures, aménagements et requalification des espaces publics concourant au projet urbain des quartiers
- opérations de requalification économique contribuant à la revitalisation économique (commerces, bureaux...).

3/ En ce qui concerne le volet logement, l'ensemble des prêts sur fonds d'épargne pour le logement social sera mobilisé afin de financer la démolition/construction, la réhabilitation et la résidentialisation d'immeubles. Sous certaines conditions, la CDC pourra également financer les copropriétés dégradées.

Les modalités d'intervention de la Caisse des Dépôts seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents intervenants concernés (collectivités territoriales, bailleurs, Etablissements publics...) et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

## 6) LA MOBILISATION DE LA CCI DU LOIRET

La CCI du Loiret est partie prenante du pilier emploi et développement économique ainsi que des objectifs opérationnels identifiés. A ce titre, elle mène actuellement les actions suivantes :

- Réunions d'informations sur la création d'entreprises tous les mois.
- Accueil et accompagnement des porteurs de projet par l'espace entreprendre de la CCI Loiret.

- Partenariat avec la FAPAL
- Promotion de l'apprentissage (relais d'informations avec le Point A + mission de développeur de l'apprentissage dans le cadre de la convention CCIR-Région Centre)
- Le Point A de la CCI Loiret conseille les jeunes sur les formations existantes
- La CCI Loiret peut participer à des actions de valorisation des métiers de l'industrie (semaine de l'industrie, lancement des Comité Locaux Ecole Entreprise ...)
- Le conseiller RH Emploi Compétences de la CCIL assure la promotion des contrats aidés auprès des entreprises (RDV individuels + réunions d'information)

En tant que de besoin, un avenant sera mis en œuvre avec la Chambre des Métiers et la Chambre de l'Agriculture.

## **VII. ENGAGEMENTS FINANCIERS DES SIGNATAIRES.**

### Fonctionnement :

L'Etat, l'Agglo et les communes s'engagent à mettre en œuvre pour l'exercice 2015 des crédits additionnels à hauteur de **587 977,00 €** pour l'Etat, **500 000 €** pour la Communauté d'agglomération et les communes.

### Investissement :

Chaque année, une annexe financière valorisant les crédits additionnels et les crédits de droit commun mis en œuvre par l'Etat et l'Agglo pour concrétiser les objectifs opérationnels du Contrat de ville sera réalisée par la Direction Départementale de la Cohésion sociale et la Direction du Développement Social. Elles utiliseront pour ce faire l'annexe type du CGET.



## **VIII. SIGNATURES :**

Le Préfet

Le Président de l'Agglomération Orléans Val de Loire

Les maires de Fleury-les-Aubrais, Orléans, Saint Jean de la Ruelle, Saint Jean de Braye, Saint-Jean-le-Blanc.

Le Président du Conseil régional

Le président du Conseil départemental

Le Procureur de la République

La Présidente du TGI

Le Directeur des services départementaux de l'Education Nationale.

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé

Le Président de la Chambre du commerce et de l'industrie.

Le Directeur territorial de Pôle Emploi Loiret

Le Directeur de la Caisse des dépôts et de consignations

Le Directeur de France Loire.

Le Directeur de ICF Atlantique.

Le Directeur de 3f immobilière Val de Loire.

Le Directeur de LogemLoiret.

Le Directeur des Résidences de l'Orléannais.

Le Directeur de Pierres et Lumières.

Le Directeur de Vallogis.

Le Directeur du Nouveau Logis Centre-Limousin.

Le Directeur de la Caisse d'allocations familiales.

## IX. ANNEXES

### ANNEXE 1 : Fiches diagnostics et cartographies des quartiers prioritaires.

ATLAS INITIAL DES QUARTIERS PRIORITAIRES  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLO  
DEFINIS PAR LE DECRET DU 30 DECEMBRE 2014



**ATLAS INITIAL DES QUARTIERS PRIORITAIRES  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLO :  
QUARTIERS D'ORLEANS  
DEFINIS PAR LE DECRET DU 30 DECEMBRE 2014**

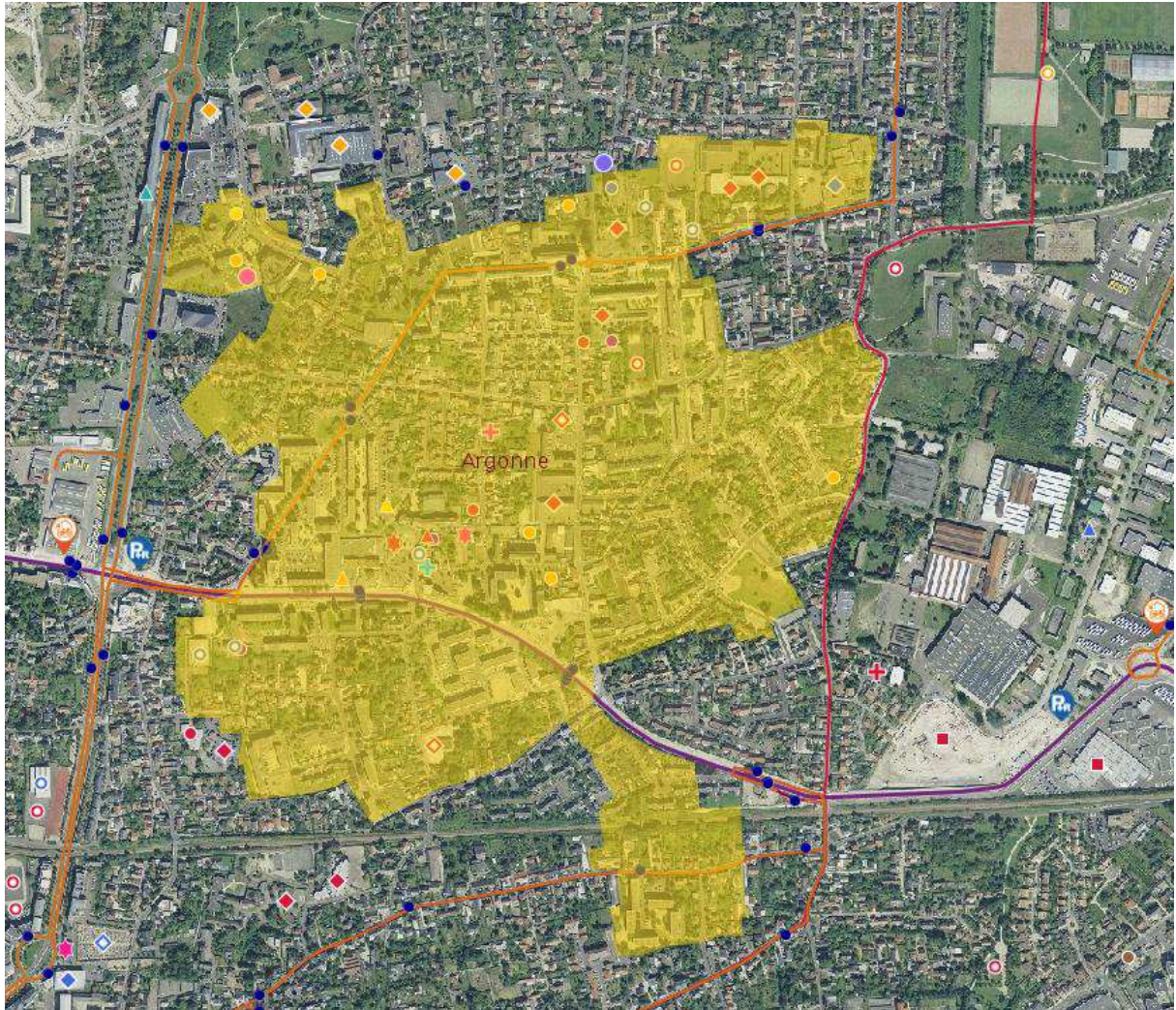


Fiche Diagnostic Quartier Prioritaire : ARGONNE		
Démographie 2014		
DONNEES QUANTITATIVES		
Démographie (2014)	8 480	273 878
Parité	femmes: 50,2% hommes: 49,8%	femmes: 51,8% hommes: 48,2%
Revenu médian annuel (2011) en €	8 800	9 680
Habitat		
Part en location	75-85%	65-75%
Part de HLM	55-75%	55-75%
Vacance	>10	7
Education		
Nombre de collège	1	
dont prioritaire	1	
Ecole	8	
dont primaire qui alimente un collège prioritaire	3	
Densité structure de garde petite enfance*	0-6	7
Indicateur emploi		
Nombre de demandeur d'emploi	1 316	26 934
femmes	40,40%	48,60%
hommes	59,60%	51,40%
Moins de 26 ans	18%	19,50%
Plus de 50 ans	21%	17,60%
Activité économique		
Zone Franche Urbaine	150 activités et 36 entreprises	
Tissus commercial	1 centre commercial	
Tissus industriel	parc d'activité Orléans Semoy à proximité 130 entreprises	

\*Pour 1 000 habitants, Référence territoire Agglo, Référence autres quartiers prioritaires






## Services et équipements



Echelle 1/8 000-SIG AgglO



## Enseignement

<u>Enseignement supérieur</u> Cité des métiers/ AFTEC/ CFA	
<u>Enseignement du second cycle</u> Collège Jean Rostand / Collège Saint Exupéry	
<u>Enseignement du 1er cycle :</u> Ecole primaire Gutenberg Ecole maternelle Montessori Ecole maternelle Nécotin Ecole maternelle et primaire Necotin Ecole maternelles Charles Perrault Ecole maternelle Claude Lewy Ecole maternelle Jean Piaget	

## Social

Structure pour personnes handicapées	
Personnes âgées	
Petite enfance	
<u>Structure sociale pour tous :</u> CAS Centre Alselqo Marie Stuart Centre Aselqo Grand Villiers	
Structure pour étudiants	
EHPAD	
Logements Foyers Alice Lemesle	



## Culture

Bibliothèque	
Exposition spectacle culturel	

## Administratif

Police	
Poste	
Mairie	
Institution	


## Sports et loisirs

<u>Sport loisirs en salle</u> Gymnase Gaston Couté Gymnase du Nécotin Gymnase Georges Landré	
<u>Sport loisirs de plein air</u> Parc de la pomme de pin	

## Religion

<u>Lieux de culte</u> Mosquée Assounah Paroisse St Jean Bosco	
---	---

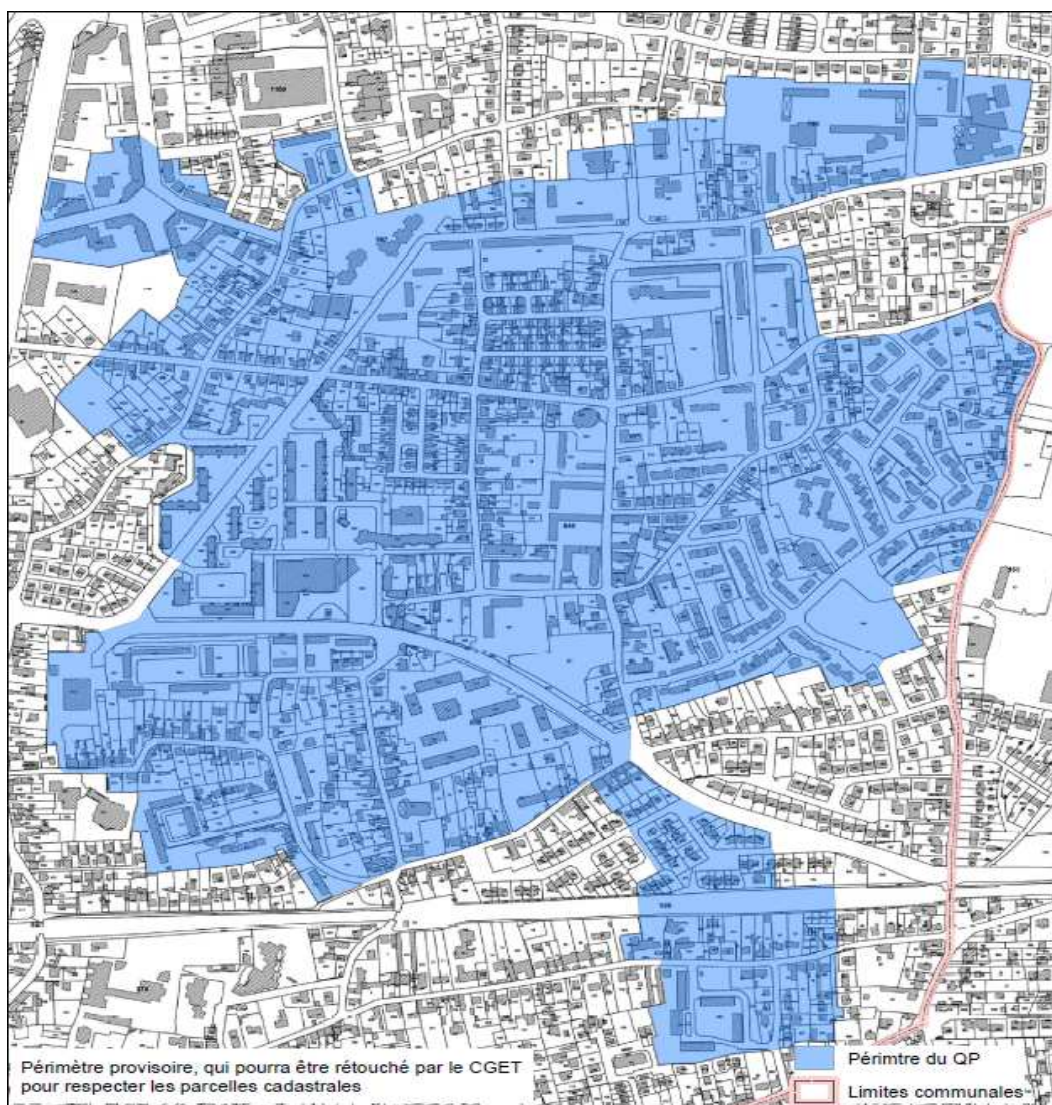
## Santé

Maison pluridisciplinaire de santé	
------------------------------------	---

## Transport

Ligne B du tram	
Lignes bus (3,5)	





**Plan cadastral de l'Argonne  
fixé par décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014**

Fiche Diagnostic Quartier Prioritaire : LA SOURCE		
Démographie 2014		
DONNEES QUANTITATIVES		
Démographie (2014)	10 210	273 878
Parité	femmes: 49,90% hommes: 50,10%	femmes: 51,8% hommes: 48,2%
Revenu médian annuel (2011) en €	9 200	9 680
Habitat		
Part en location	>85%	65-75%
Part de HLM	>75%	55-75%
vacance	>10%	7
Education		
Nombre de collègue	2	
dont prioritaire	2	
Ecole	15	
dont primaire qui alimente un collège prioritaire	6	
Densité structure de garde petite enfance*	>6	7
Indicateur emploi		
Nombre de demandeur d'emploi	727	26 934
femmes	44,00%	48,60%
hommes	56,00%	51,40%
Moins de 26 ans	24%	19,50%
Plus de 50 ans	11%	17,60%
Activité économique		
Tissus commercial	2 centres commerciaux	
Tissus industriel	parc d'activité la Saussaye, 72 entreprises parc d'activité les Montées 120 entreprises	

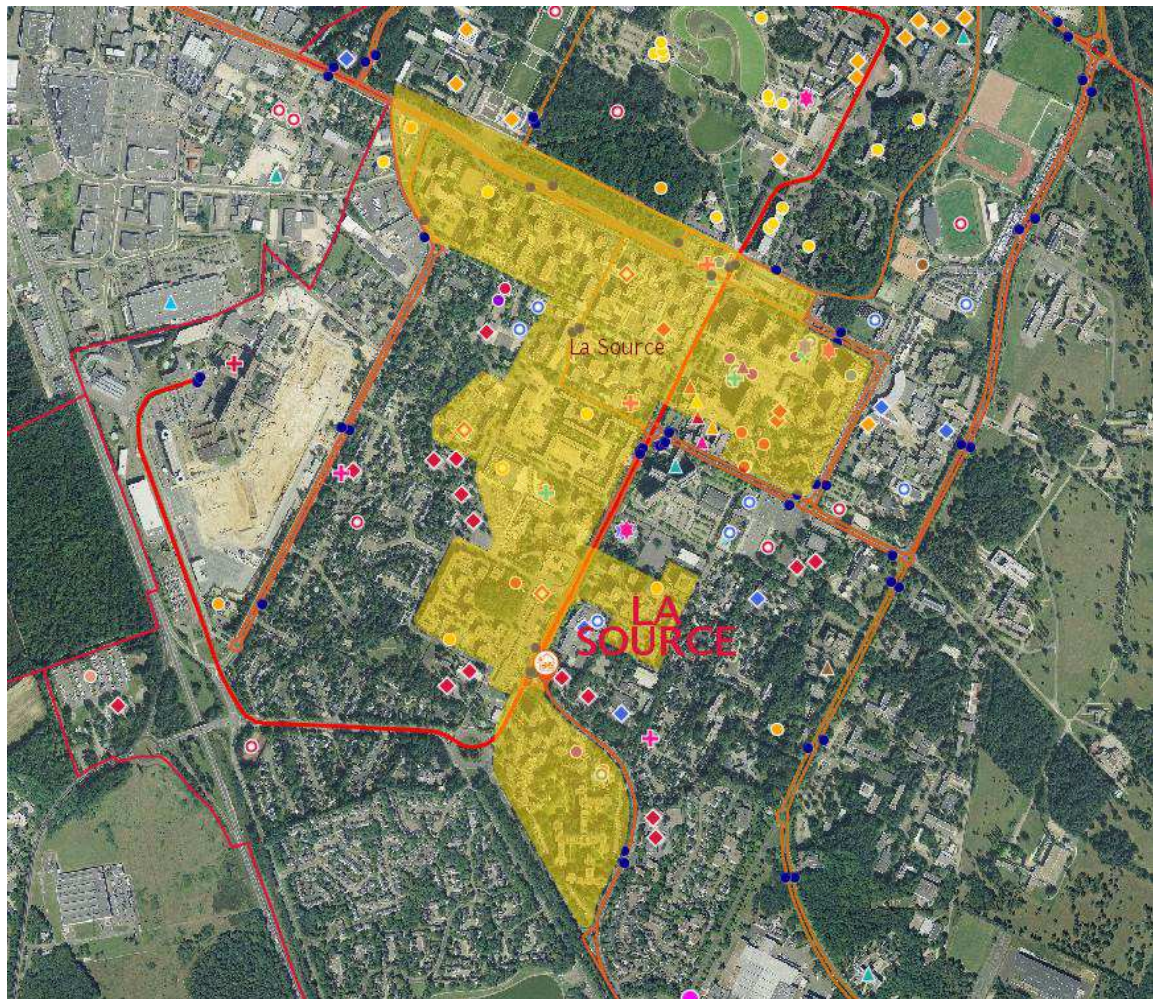
\*Pour 1 000 habitants

Référence territoire Agglo

Référence autres quartiers prioritaires






## Services et équipements






Echelle 1/11000-SIG Agglo





## Enseignement

<u>Enseignement supérieur</u> Université d'Orléans/ Institut socio-éducatif/I.U.T/ Polytech/Institut de formation paramédical	
<u>Enseignement du second cycle</u> Collège Jean Rostand /Collège Montesquieu/Collège A. Fournier/Lycée Paul Gauguin/ Lycée Voltaire	
<u>Enseignement du 1er cycle :</u> Ecole maternelle et primaire Louis Pasteur Ecole maternelle et primaire Romain Rolland Ecole maternelle et primaire Diderot Ecole maternelle et primaire Lavoisier Ecole maternelle et primaire Henri Poincaré Ecole maternelle et primaire Gaston Galloux Ecole maternelle et primaire G Cadoux Ecole primaire Pauline Kergomard	

## Social

Structure pour personnes handicapées	
Personnes âgées	
Crèche Lavoisier/Crèche Voltaire	
<u>Structure sociale pour tous</u> CCAS/Centres Aselgo Bolière, Romain Rolland, Sainte Beuve	
Structure pour étudiants	
Structure pour jeunes	
Maison de la réussite	

## Culture

Médiathèque Maurice Genevoix	
Théâtre G. Philippe	
<u>Pratiques et animations culturelles</u> Espace Olympe de Gouges/Maison des associations	
Conservatoire	


## Administratif

Police Nationale	
Poste	
Mairie de proximité	
Maison de la justice et du Droit	
Pôle Emploi/Maison de l'emploi	
Institution	



## Sports et loisirs

Gymnase R.Rolland/ Gymnase Cathelineau/Gymnase Labolière/ Gymnase Montesquieu/Gymnase André Gresle/Dojo P.Jenté	
Sport loisirs de plein air	
Stade omnisport/ Complexe sportif/Complexe nautique	

## Religion

Mosquée Annour/Paroisse St Yves	
---------------------------------	---

## Santé

Centre hospitalier régional	
Centre médico-social	

## Transport

Ligne A du Tram	
Lignes de bus (1,7,13,14,24)	
Arrêt	





**Plan cadastral de La Source  
fixé par décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014**

Fiche Diagnostic Quartier Prioritaire : DAUPHINE Démographie 2014		
DONNEES QUANTITATIVES		
Démographie (2014)	1 520	273 878
Parité	femmes : 53,9% hommes : 46,1%	femmes: 51,8% hommes: 48,2%
Revenu médian annuel (2011) en €	10 400	9 680
Habitat		
Part en location	65-75%	65-75%
Part de HLM	45-55%	55-75%
vacance	<5%	7
Education		
Nombre de collègue	0	
dont prioritaire	0	
Ecole	3	
dont primaire qui alimente un collège prioritaire	0	
Densité structure de garde petite enfance*	0-6	7
Indicateur emploi		
Nombre de demandeur d'emploi	158	26 934
femmes	46,20%	48,60%
hommes	46,80%	51,40%
Moins de 26 ans	11%	19,50%
Plus de 50 ans	8%	17,60%
Activité économique		
Tissus commercial	1 centre commercial	
Tissus industriel	zone commerciale des portes du sud, parc d'activités des montées, ZAC du Coigneau	

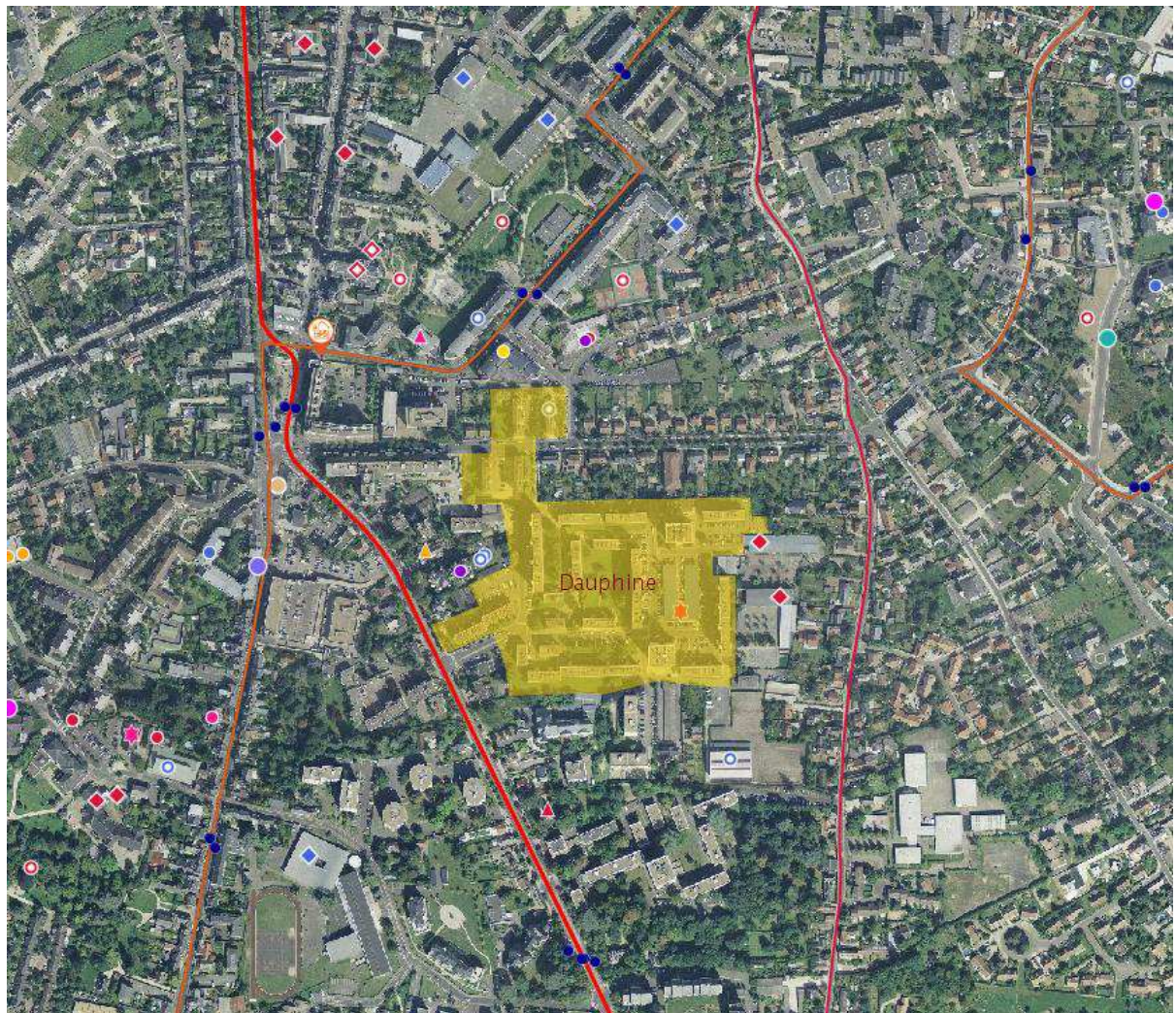
\*Pour 1 000 habitants

Référence territoire Agglo

Référence autres quartiers prioritaires





## Services et équipements








Echelle 1/5000-SIG Agglo

## Enseignement

<u>Enseignement du second cycle</u> Collège E.Dolet	
<u>Enseignement du 1er cycle :</u> Ecole maternelle et primaire G.Chardon	




## Social

<u>Petite enfance</u> Crèche et halte garderie Dauphine	
<u>Structure sociale pour tous</u> Centre Aselqo Dauphine	
Structure pour étudiants	
Etablissement d'accueil pour personnes en difficulté	
Logements foyers	


## Culture

Bibliothèque	
--------------	---



## Administratif

Poste	
Mairie de proximité	
Agence pôle emploi	

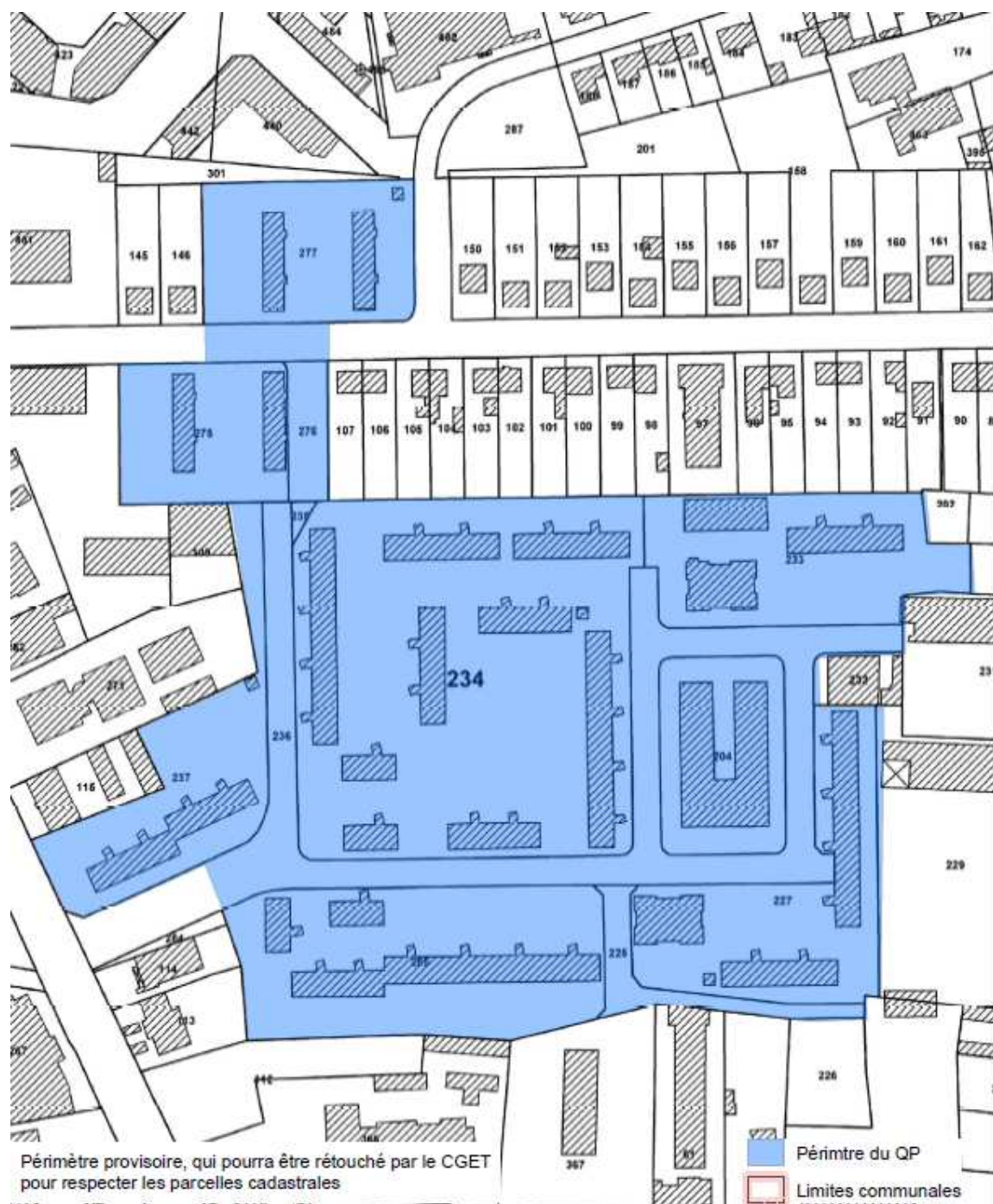
## Sports et loisirs

<u>Sport loisirs en salle</u> Gymnase Bernard Pellé Salle et dojo Th Harismendy/Geymond	
---	---

## Transport

Ligne A du Tram	
Ligne de bus 22	
Parc relais P+R-Vélo	
Arrêt	





**Plan cadastral de Dauphine  
fixé par décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014**

Fiche Diagnostic Quartier Prioritaire : BLOSSIERES Démographie 2014		
DONNEES QUANTITATIVES		
Démographie (2014)	1 560	273 878
Parité	femmes : 50.9% hommes : 49,1%	femmes: 51,8% hommes: 48,2%
Revenu médian annuel (2011) en €	11 400	9 680
Habitat		
Part en location	65-75%	65-75%
Part de HLM	55-75%	55-75%
vacance	<5%	7
Education		
Nombre de collègue	0	
dont prioritaire	0	
Ecole	2	
dont primaire qui alimente un collège prioritaire	0	
Densité structure de garde petite enfance*	>6	7
Indicateur emploi		
Nombre de demandeur d'emploi	469	26 934
femmes	48,00%	48,60%
hommes	52,00%	51,40%
Moins de 26 ans	18%	19,50%
Plus de 50 ans	19%	17,60%
Activité économique		
Tissus commercial	commerces de proximité en cœur de quartier	
Tissus industriel	zone d'activités à cheval sur Fleury les Aubrais et au sud du quartier Coligny, zone industrielle à l'ouest	

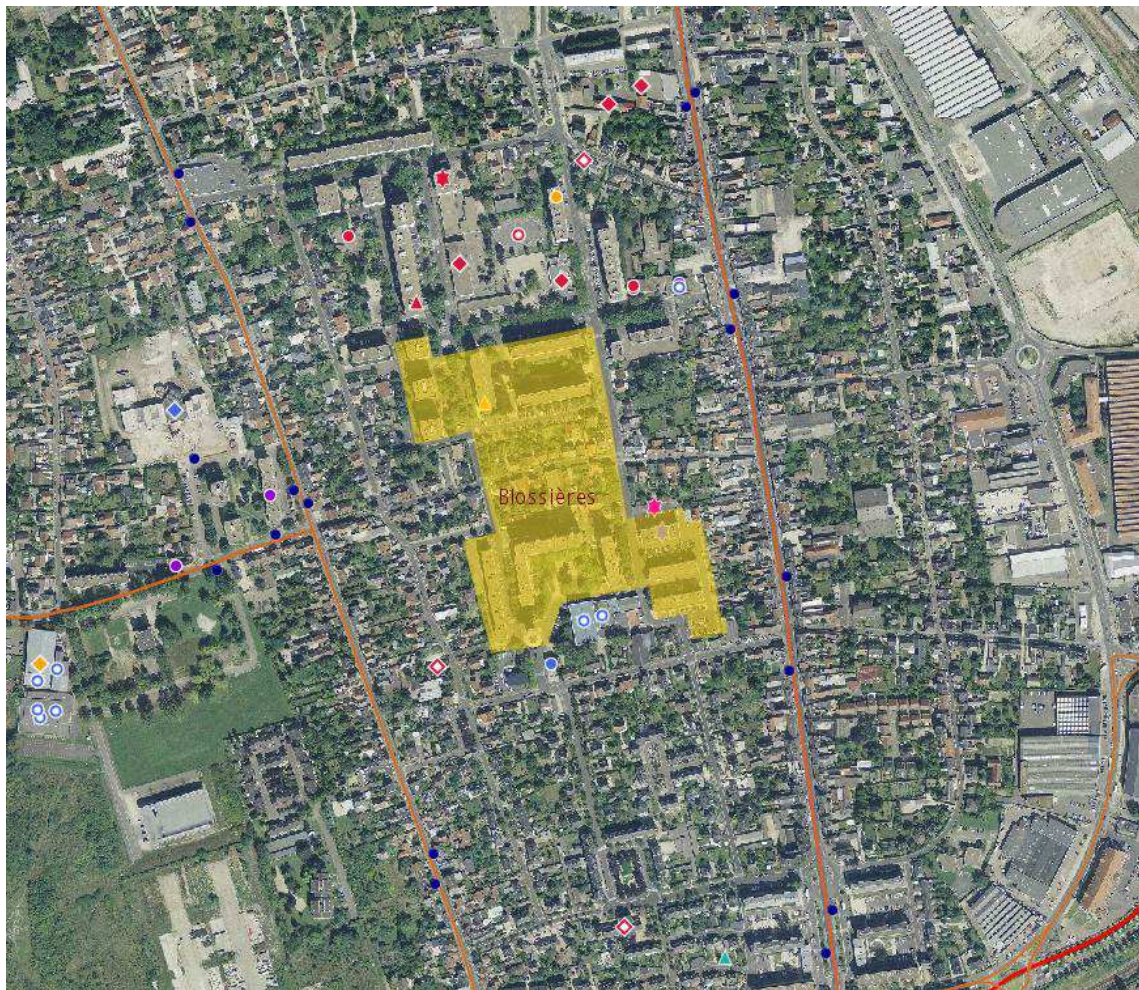
\*Pour 1 000 habitants

Référence territoire Agglo

Référence autres quartiers prioritaires





## Services et équipements



Echelle 1/5000-SIG AgglO

## Enseignement

<u>Enseignement du second cycle</u> Collège J.Pelletier	
<u>Enseignement du 1er cycle :</u> Ecole élémentaire J.Mermoz Ecole maternelle M. Bastié Ecole H.Bouchet	



## Social

Structure pour personnes handicapées	
Personnes âgées	
<u>Petite enfance</u> Crèche	
<u>Structure sociale pour tous :</u> Maison de la réussite Centre Aselqo Blossières	



## Culture

Bibliothèque municipale	
Exposition spectacle culturel	
Ecole de musique	

## Administratif

Poste	
Mairie de proximité	

## Sports et loisirs

<u>Sport loisirs en salle</u> Gymnase V.Fouillade	
<u>Sport loisirs de plein air</u> Terrain de basket	

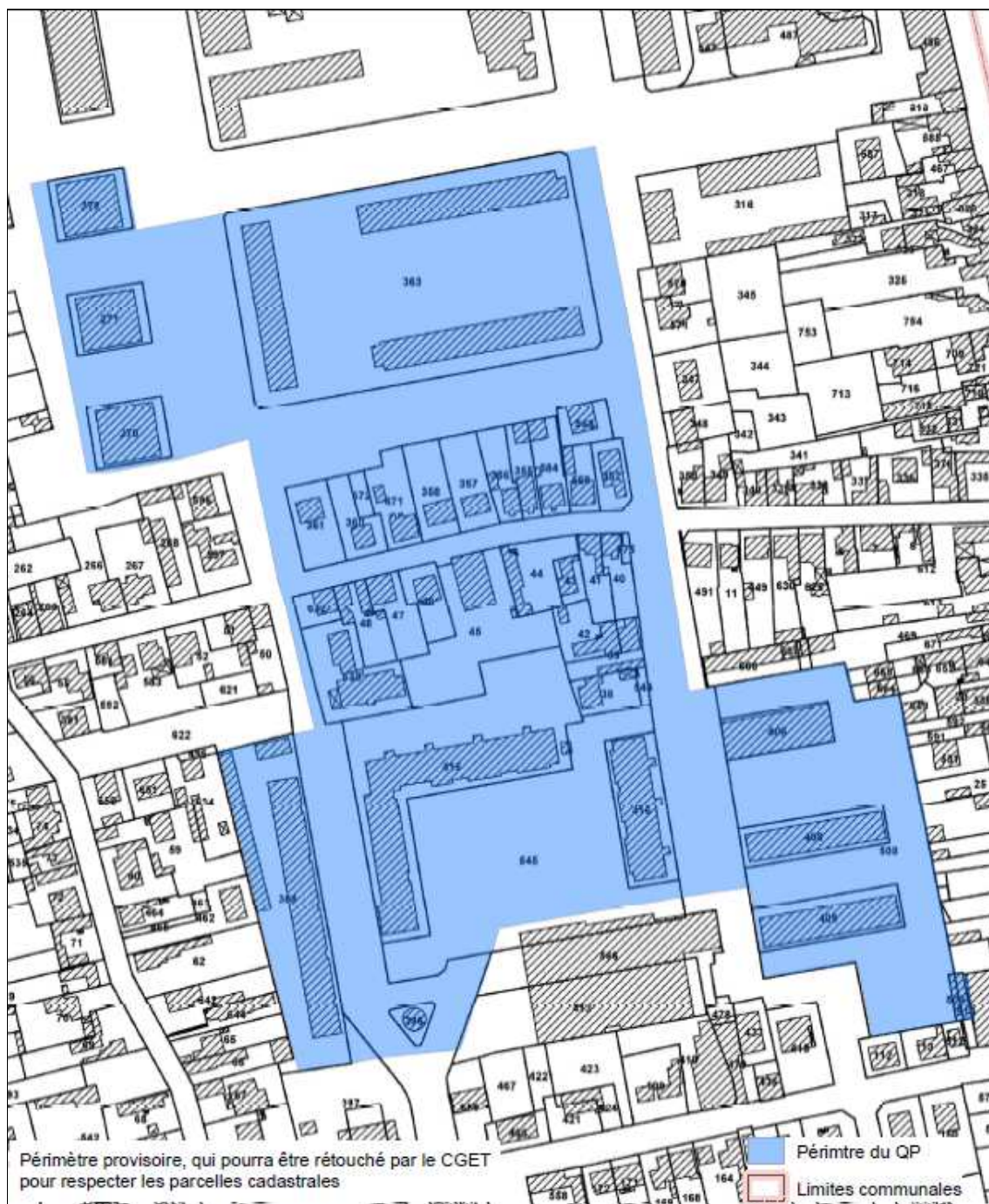
## Religion

<u>Lieux de culte</u> Eglise évangélique libre	
---	---

## Transport

Ligne de bus (1,3,18)	
Arrêt	





**Plan cadastral de Blossières  
fixé par décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014**

**ATLAS INITIAL DES QUARTIERS PRIORITAIRES  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLO  
QUARTIERS DE FLEURY LES AUBRAIS  
DEFINIS PAR LE DECRET DU 30 DECEMBRE 2014**



Fiche Diagnostic Quartier Prioritaire : LIGNEROLLES Démographie 2014		
DONNEES QUANTITATIVES		
Démographie (2014)	11 400	273878
Parité	femmes : 48,8% hommes : 51,2%	femmes: 51,8% hommes: 48,2%
Revenu médian annuel (2011) en €	11 200	9680
Habitat		
Part en location	<55%	65-75%
Part de HLM	25-45%	55-75%
vacance	<5%	
Education		
Nombre de collège	0	
dont prioritaire	1	
Ecole	0	
dont primaire qui alimente un collège prioritaire	2	
Densité structure de garde petite enfance*	0	7
Indicateur emploi		
Nombre de demandeur d'emploi	237	26 934
femmes	50	48,60%
hommes	50	51,40%
Moins de 26 ans	9,7	19,50%
Plus de 50 ans	15,2	17,60%
Activité économique		
Tissus commercial	commerces de proximité	
Tissus industriel	3 zones d'activités à proximité zone d'activités de lignerolles, de l'Herveline et des Bicharderies, composées de TPE et de PME	

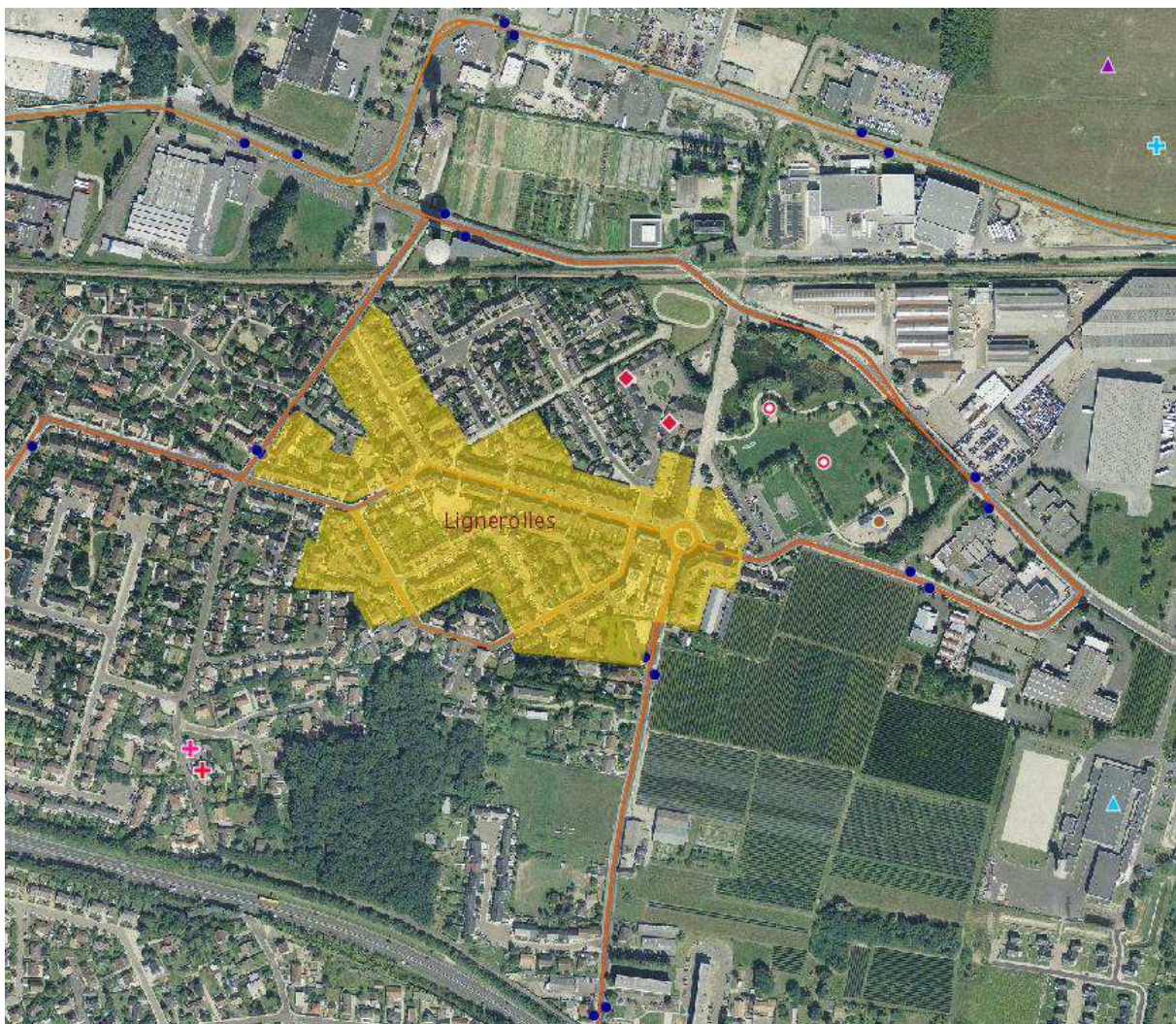
\*Pour 1 000 habitants

Référence territoire Agglo

Référence autres quartiers prioritaires


Services et équipements





Echelle 1/6 000-SIG AggIO



## Enseignement

Enseignement du 1er cycle : Ecole élémentaire Louis Aragon	
---	---


## Social

Structure pour jeunes	
Etablissement d'aide et d'accueil pour personnes en difficulté	
Structure sociale pour tous : Maison pour tous Jacques Tati	


## Santé

Centre médico-social	
Maison médicale Jeanne Garnier	

## Administratif

Caserne de pompier	
--------------------	---

## Sports et loisirs

Sport loisirs de plein air	
----------------------------	---

## Transport

Lignes de bus (5,21,33,37)	
Arrêt	





**Plan cadastral de Lignerolles  
fixé par décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014**



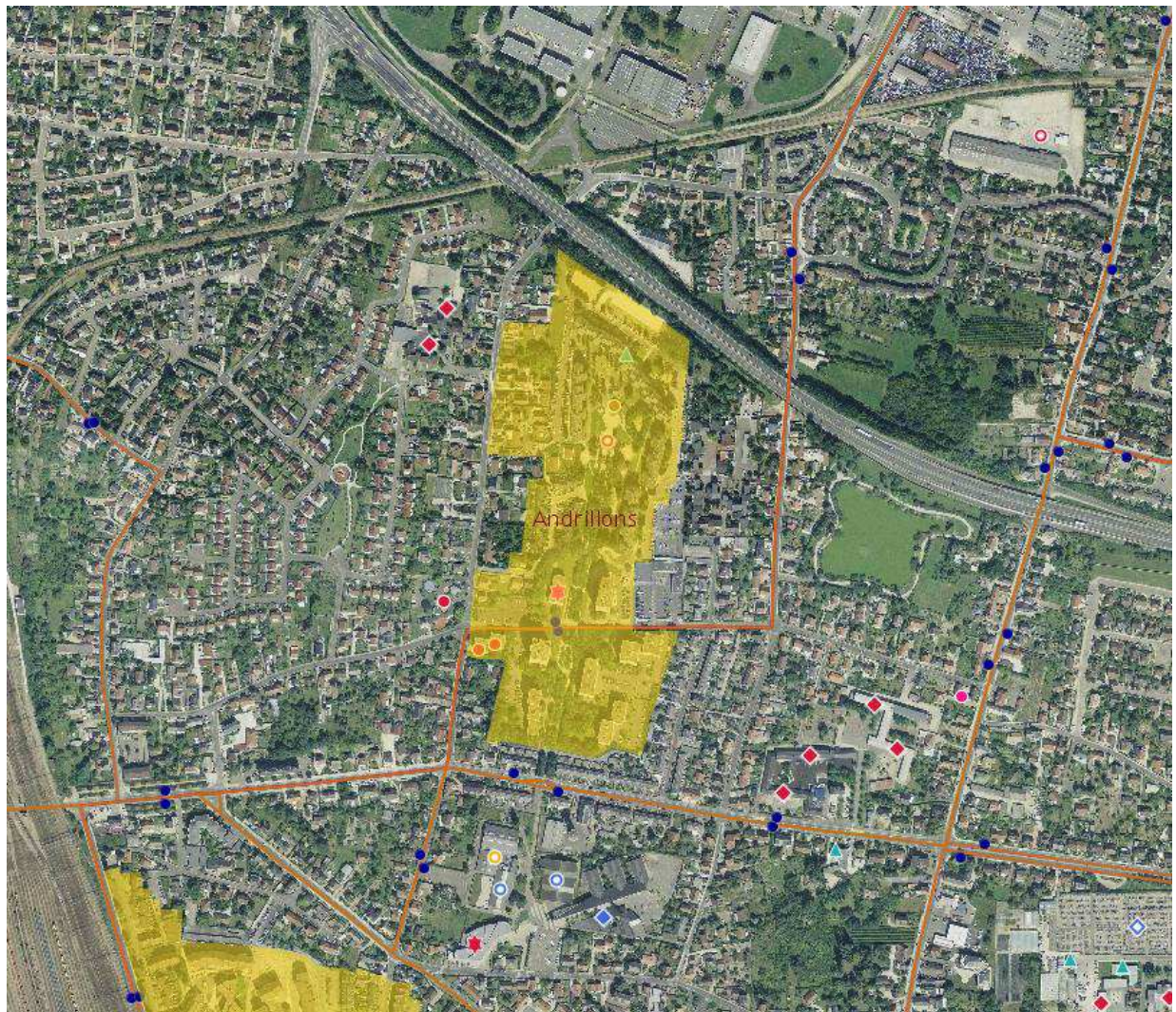
Fiche Diagnostic Quartier Prioritaire : ANDRILLONS		
Démographie 2014		
DONNEES QUANTITATIVES		
Démographie (2014)	2 140	273878
Parité	femmes: 46,2% hommes: 53,8%	femmes: 51,8% hommes: 48,2%
Revenu médian annuel (2011) en €	8 700	9680
Habitat		
Part en location	65-75%	65-75%
Part de HLM	55-75%	55-75%
vacance	<5%	7
Education		
Nombre de collège	1	
dont prioritaire	0	
Ecole	7	
dont primaire qui alimente un collège prioritaire	0	
Densité structure de garde petite enfance*	0-6	7
Indicateur emploi		
Nombre de demandeur d'emploi	416	26 934
femmes	55,30%	48,60%
hommes	44,70%	51,40%
Moins de 26 ans	15%	19,50%
Plus de 50 ans	20%	17,60%
Activité économique		
Tissus commercial	commerces de proximité et grande zone de commerces (hypermarchés, grandes enseignes)	

\*Pour 1 000 habitants

Référence territoire Agglo



Référence autres quartiers prioritaires

## Services et équipements



Echelle 1/6 000-SIG AgglO


## Enseignement

Enseignement du second cycle Collège André Chêne	
Enseignement du 1er cycle : Ecole maternelle et primaire Jacques Brel Ecole maternelle et primaire Marie Curie	

## Social

Structure pour jeunes	
Petite enfance	
Etablissement d'aide et d'accueil pour personnes en difficulté	
Structure sociale pour tous : Maison pour tous Jean Vilar	

## Culture

Exposition spectacle culturel	
-------------------------------	---

## Administratif

Institution	
-------------	---

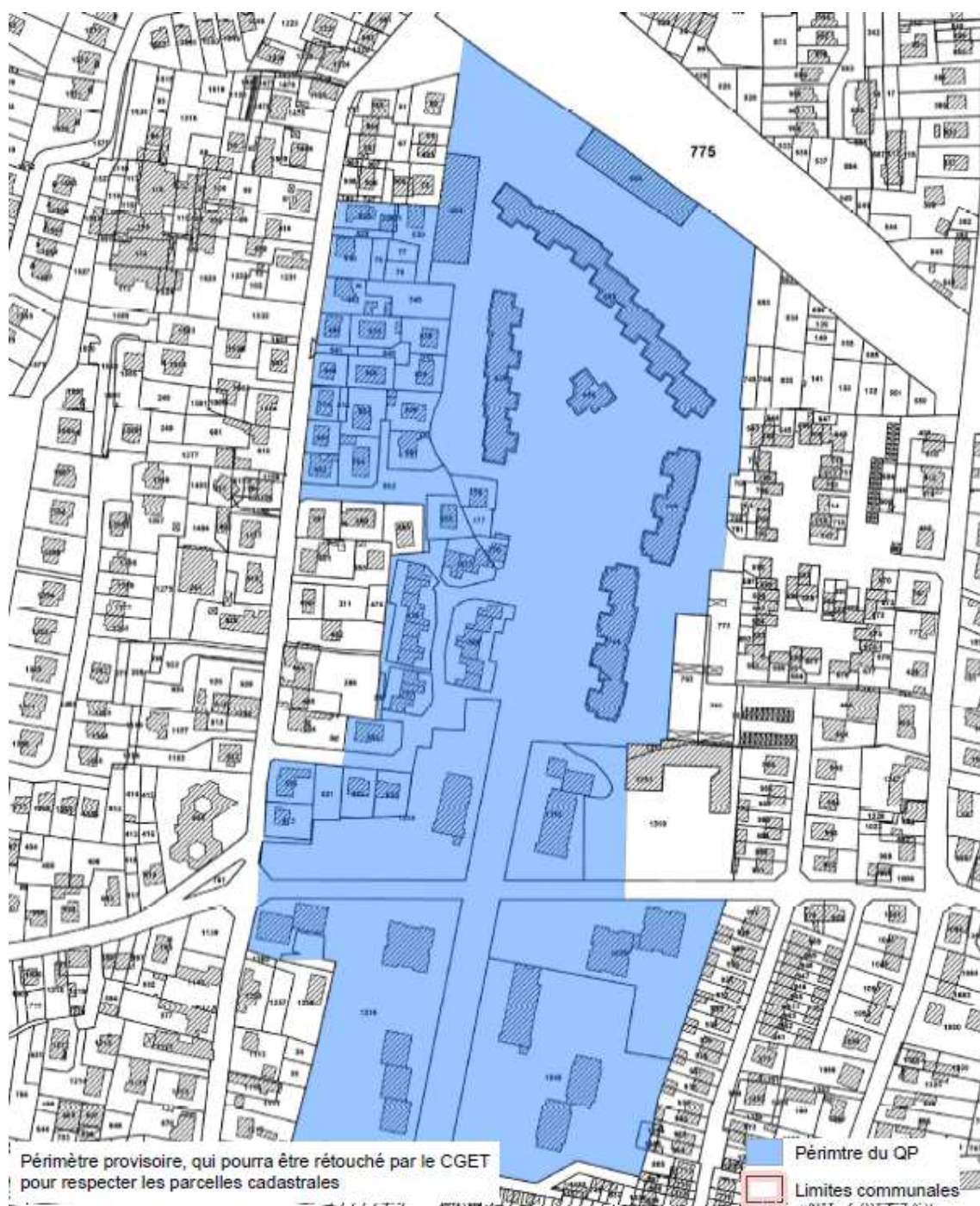
## Sports et loisirs

Complexe sportif	
Sport loisirs de plein air	
Sport loisirs en salle	

## Transport

Lignes de bus (6,7,21,33)	
Arrêt	





**Plan cadastral d'Andrillon  
fixé par décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014**

Fiche Diagnostic Quartier Prioritaire : CLOS DE LA GRANDE SALLE		
Démographie 2014		
DONNEES QUANTITATIVES		
Démographie (2014)	1 750	273 878
Parité	femmes : 46,2%	femmes: 51,8%
	hommes : 53,8%	hommes: 48,2%
Revenu médian annuel (2011) en €		9680
Habitat		
Part en location	55-65%	65-75%
Part de HLM	45-55%	55-75%
Vacance	>10	7
Education		
Nombre de collègue	1	
dont prioritaire	0	
Ecole	1	
dont primaire qui alimente un collège prioritaire	0	
Densité structure de garde petite enfance*	0	7
Indicateur emploi		
Nombre de demandeur d'emploi	114	26 934
femmes	48,20%	48,60%
hommes	51,80%	51,40%
Moins de 26 ans	16%	19,50%
Plus de 50 ans	14%	17,60%
Activité économique		
Tissus commercial	commerces de proximité	

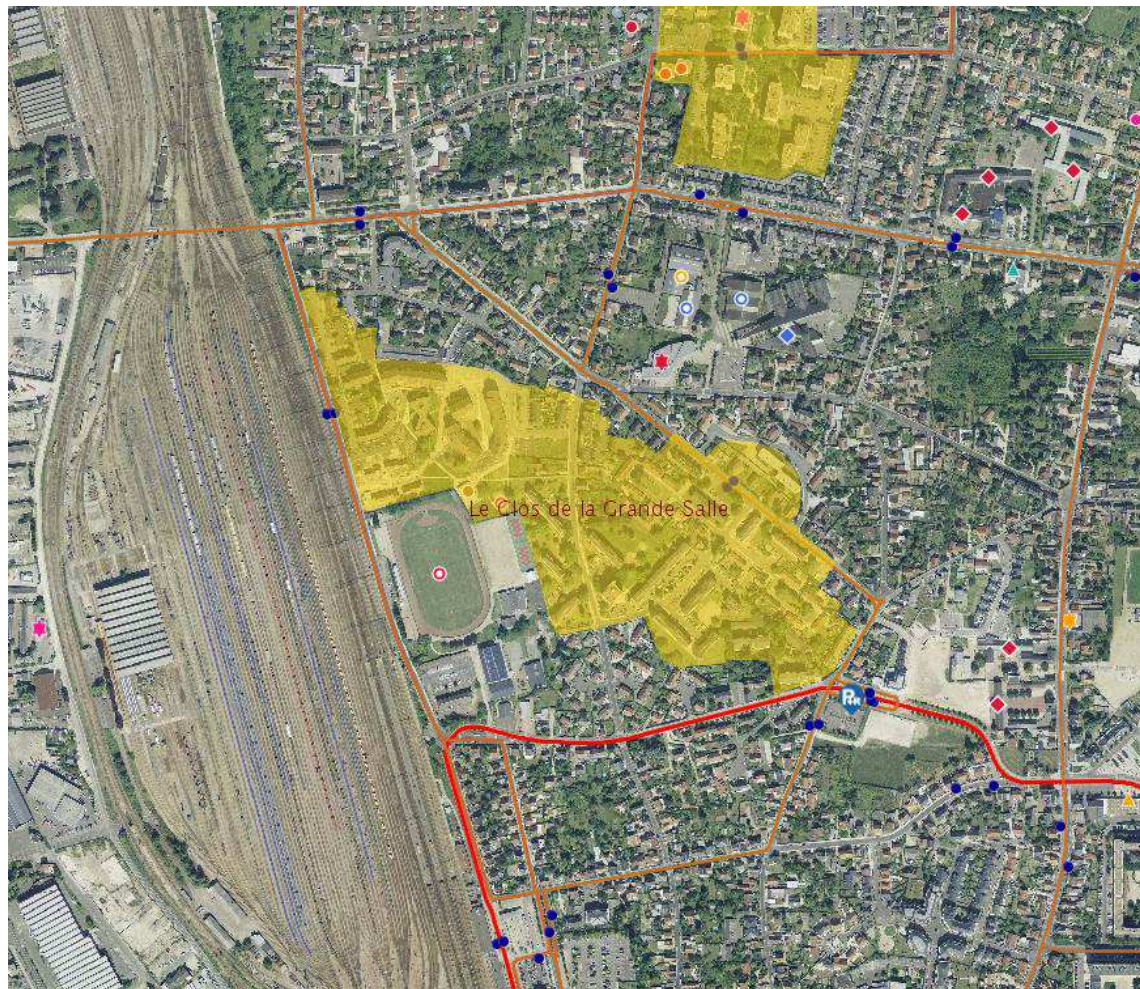
\*Pour 1 000 habitants

Référence territoire Agglo

Référence autres quartiers prioritaires





## Services et équipements





Echelle 1/6000-SIG Agglo

## Enseignement

Enseignement du second cycle Collège André Chêne	
Enseignement du 1er cycle : Ecole élémentaire Pierre et Marie Curie Ecole primaire Jules Ferry	


## Social

Structure pour jeunes	
Structure social pour tous Maison pour tous Jean Gabin	

## Culture

Bibliothèque les Jacobins	
Cinéma	

## Administratif

Institution	
-------------	---

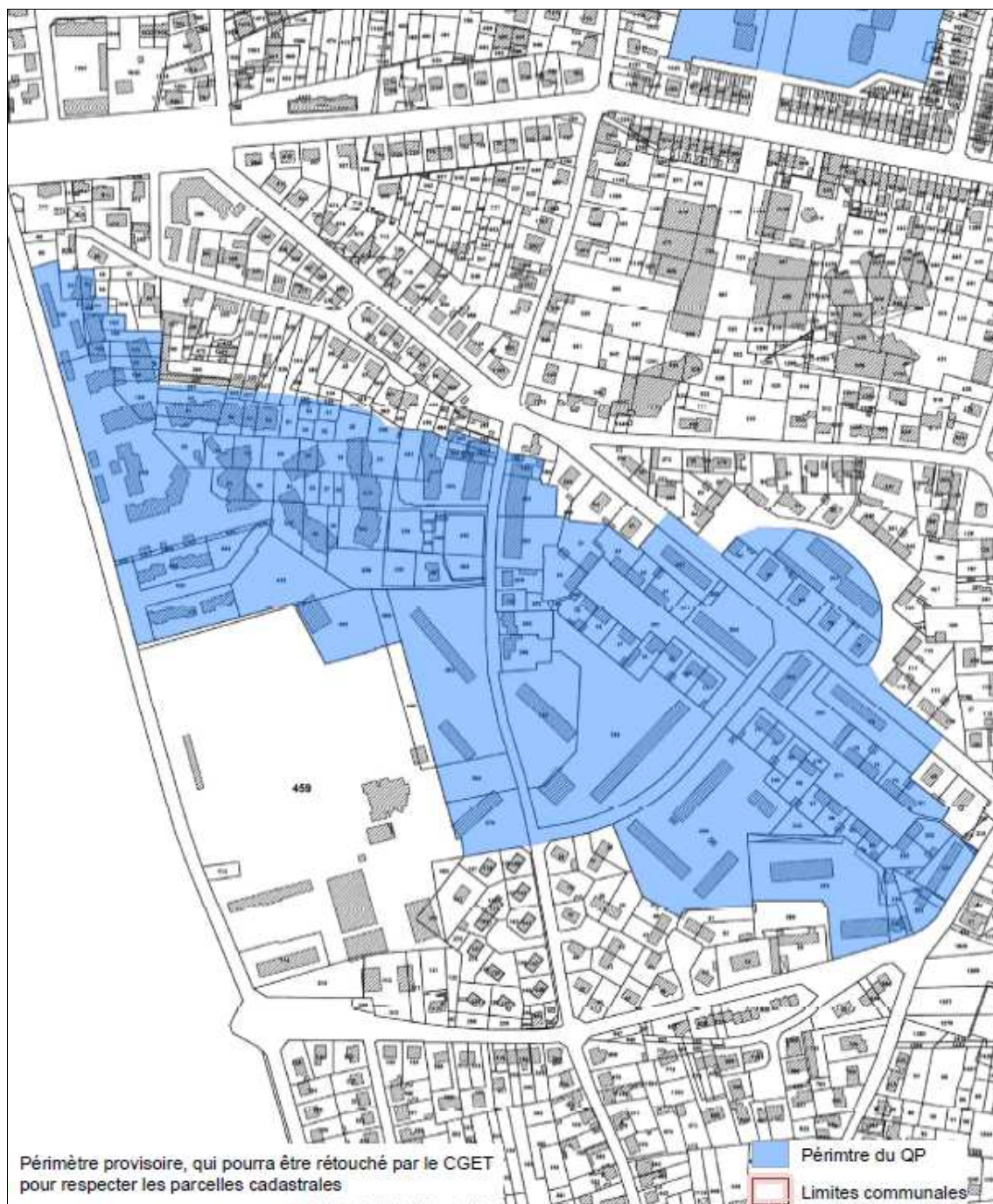
## Sports et loisirs

Sport loisirs en salle	
Sport loisirs de plein air Stade SNCF Gabriel Hervier	
Complexe sportif les Jacobin	

## Transport

Ligne A du tram	
Lignes de bus (6,7, 21,33, 45)	
Parc relai P+R-Voitures	





**Plan cadastral de la Grande Salle  
fixé par décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014**



**ATLAS INITIAL DES QUARTIERS PRIORITAIRES  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLO  
QUARTIERS DE ST JEAN DE LA RUELE  
DEFINIS PAR LE DECRET DU 30 DECEMBRE 2014**



Fiche Diagnostic Quartier Prioritaire : LES CHAISES		
Démographie 2014		
DONNEES QUANTITATIVES		
Démographie (2014)	1 108	273 878
Parité	femmes : 51,3 %	femmes: 51,8%
	hommes : 48,7 %	hommes: 48,2%
Revenu médian annuel (2011) en €	8 800	9680
Habitat		
Part en location	55-65	65-75%
Part de HLM	45-55	55-75%
Vacance	<5	7
Education		
Nombre de collège	0	
dont prioritaire	0	
Ecole	6	
dont primaire qui alimente un collège prioritaire	3	
Densité structure de garde petite enfance*	0-6	7
Indicateur emploi		
Nombre de demandeur d'emploi	383	26 934
femmes	46,00%	48,60%
hommes	54,00%	51,40%
Moins de 26 ans	18%	19,50%
Plus de 50 ans	16%	17,60%
Activité économique		
Tissus commercial	zone commerciale des chaises	
Tissus industriel	proximité du Pôle 45 pépinière d'entreprise pôle d'activité du clos du veau pôle d'activité Beauhaire Nord	

\*Pour 1 000 habitants

Référence territoire Agglo



Référence autres quartiers prioritaires

Services et équipements






Echelle 1/6 000-SIG AgglO


## Enseignement

Enseignement du second cycle Collège Max Jacob	
Enseignement du 1er cycle : Ecole Louis Petit	




## Social

Petite enfance	
Structure pour jeunes	
Maison d'accueil spécialisée de la Devinière	

## Culture

Pratique et animation culturelle	
----------------------------------	---

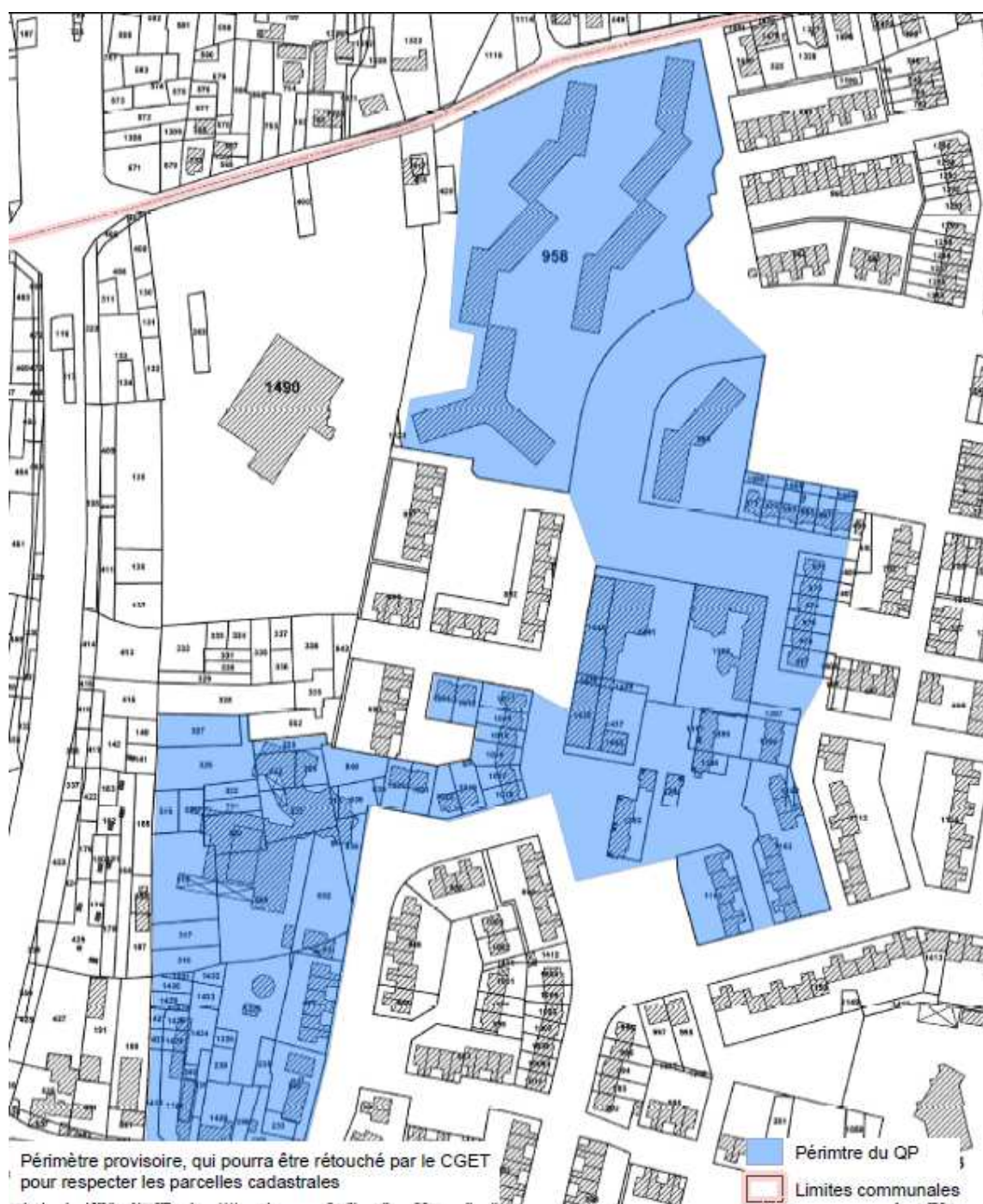
## Sports et loisirs

Sport loisirs en salle	
Complexe sportif	
Sport loisirs de plein air	

## Transport

Ligne B du tram	
Lignes de bus (2,15)	
Arrêt	





**Plan cadastral des Chaises**  
**fixé par décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014**

Fiche Diagnostic Quartier Prioritaire : TROIS FONTAINES		
Démographie 2014		
DONNEES QUANTITATIVES		
Démographie (2014)	2 380	273 878
Parité	femmes : 50,6%	femmes: 51,8%
	hommes : 49,4%	hommes: 48,2%
Revenu médian annuel (2011) en €	7 800	9680
Habitat		
Part en location	65-75	65-75%
Part de HLM	75-45	55-75%
Vacance	07-oct	7
Education		
Nombre de collègue	0	
dont prioritaire	0	
Ecole	6	
dont primaire qui alimente un collège prioritaire	3	
Densité structure de garde petite enfance*	>6	7
Indicateur emploi		
Nombre de demandeur d'emploi	373	26 934
femmes	38,00%	48,60%
hommes	62,00%	51,40%
Moins de 26 ans	21%	19,50%
Plus de 50 ans	18%	17,60%
Activité économique		
Tissus commercial	ZAC des trois Fontaines centre commercial des 10 arpents zone commerciale Gambetta	
Tissus industriel	parc d'activité ADELIS : Pont de l'Europe	

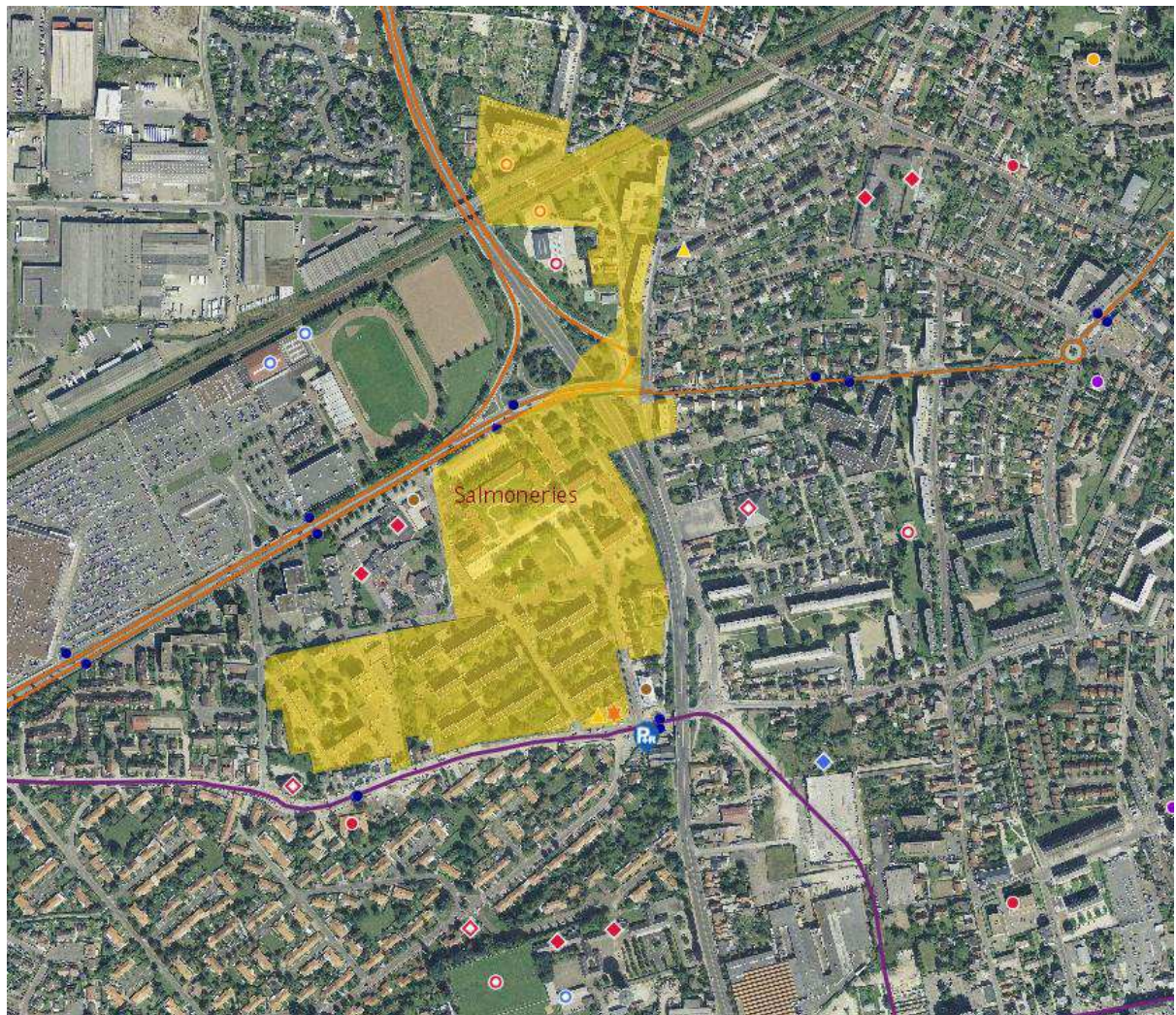
\*Pour 1 000 habitants

Référence territoire Agglo

Référence autres quartiers prioritaires





## Services et équipements





Echelle 1/6 000-SIG AgglO


## Enseignement

Enseignement du second cycle Collège André Malraux	
Enseignement du 1er cycle : Ecole maternelle et primaire François Mitterrand Ecole maternelle et primaire Paul Doumer Ecole maternelle et primaire Paul Bert	



## Social

Petite enfance	
Structure pour jeunes	



## Culture

Bibliothèque	
--------------	---


## Administratif

Poste	
Police	

## Sports et loisirs

Sport loisir en salle	
Sport loisir de plein air	

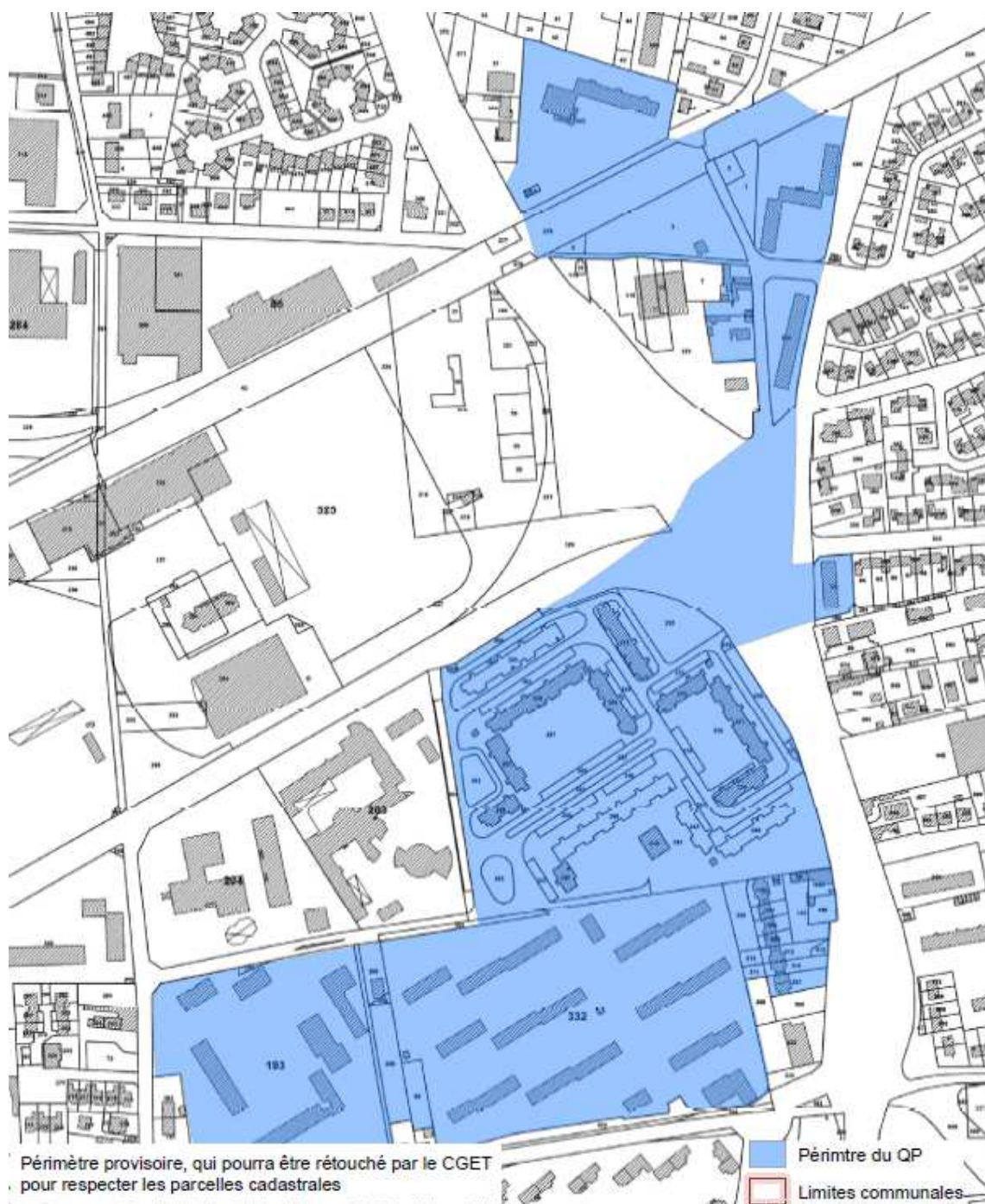
## Religion

Lieux de culte Mosquée Eglise évangélique Baptise de l'Orléanais Eglise sainte Dominique	
---	---

## Transport

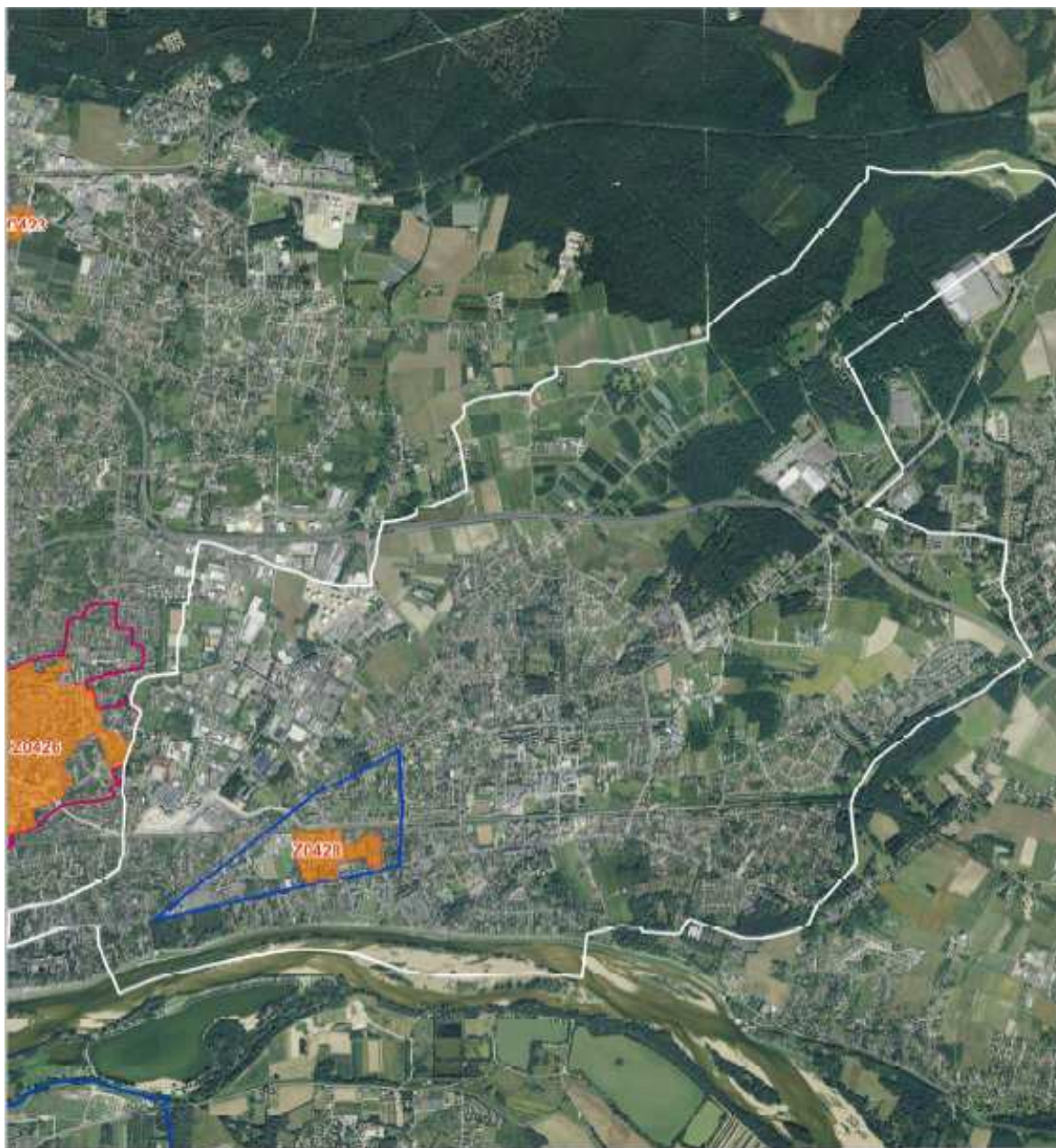
Lignes B du tram	
Lignes de bus (2,3)	
Arrêt	
Parc relais P+R-Voitures	





**Plan cadastral des Trois Fontaines  
fixé par décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014**

**ATLAS INITIAL DES QUARTIERS PRIORITAIRES  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLO  
QUARTIER DE SAINT JEAN DE BRAYE  
DEFINI PAR LE DECRET DU 30 DECEMBRE 2014**



Les contours proposés par le CGET sont délimités par une surface de couleur orange.  
Les carreaux jaunes désignent les quartiers qui n'ont pu être dessinés par le CGET.  
Les anciennes Zones Urbaines Sensibles (ZUS) sont délimitées par un trait de couleur rouge.  
Les anciens quartiers des CUCS sont délimités par un trait de couleur bleu.

Source : INSEE - Revenus fiscaux localisés 2011  
Traitements : CGET/DST/Orr/v

Fiche Diagnostic Quartier Prioritaire : PONT BORDEAU		
Démographie 2014		
DONNEES QUANTITATIVES		
Démographie (2014)	1 210	273 878
Parité	femmes : 51,2%	femmes: 51,8%
	hommes : 48,8%	hommes: 48,2%
Revenu médian annuel (2011) en €		9680
Habitat		
Part en location	55-65%	65-75%
Part de HLM	25-45%	55-75%
Vacance	5-7	7
Education		
Nombre de collège	1	
dont prioritaire	0	
Ecole	2	
dont primaire qui alimente un collège prioritaire	0	
Densité structure de garde petite enfance*	>6	7
Indicateur emploi		
Nombre de demandeur d'emploi	316	26 934
femmes	49,40%	48,60%
hommes	50,60%	51,40%
Moins de 26 ans	24%	19,50%
Plus de 50 ans	18%	17,60%
Activité économique		
Tissus commercial	pôle commercial de 7 établissements sur le nord de la rue du pont Bordeaux création au printemps 2015 d'un micro marché	
Tissus industriel	ZA Archimède : 160 entreprises, 5500 emplois, accès transport en commun	

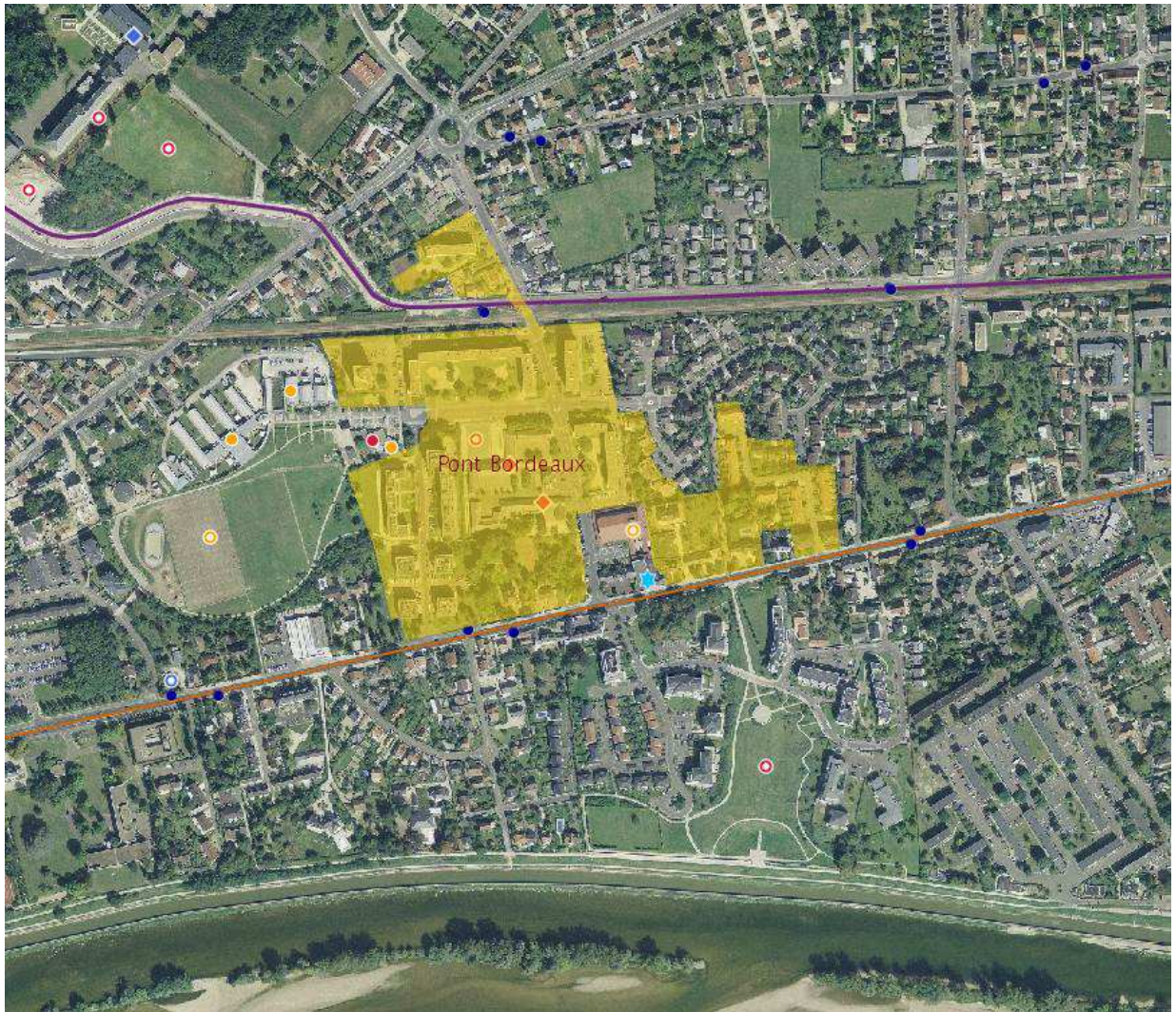
\*Pour 1 000 habitants

Référence territoire Agglo

Référence autres quartiers prioritaires





## Services et équipements



Echelle 1/5 000-SIG AgglO


## Enseignement

<u>Enseignement du second cycle</u> Collège Saint Exupéry	
<u>Enseignement du 1er cycle :</u> Ecole Louis Petit	




## Social

Petite enfance	
Structure pour jeunes	
Maison d'accueil spécialisée de la Devinière	
<u>Structure sociale pour tous :</u> Centre social du Pont bordeau	

## Culture

Pratique et animation culturelle	
----------------------------------	---

## Sports et loisirs

Sport loisirs en salle	
Complexe sportif	
<u>Sport loisirs de plein air</u> Mini stade	

## Transport

Ligne B du tram	
Lignes de bus (2,15)	
Arrêt	





**Plan cadastral du Pont Bordeaux  
fixé par décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014**

## **ANNEXE 2 : Plan territorial d'actions.**

**Echéance : fin 2015.**

## **ANNEXE 3 : Tableau récapitulatif des conventions interministérielles et des conventions entre le ministère de la ville et les partenaires ou idées**

**Echéance : à la signature du Contrat.**

## **ANNEXE 4 : Convention d'exonération de TFPB**

**Echéance : fin 2015.**

## **ANNEXE 5 : Convention de mixité sociale**

**Echéance : en lien avec l'état d'avancement de la Conférence intercommunale du logement.**

## **ANNEXE 6 : Observation : éléments méthodologiques**

**Echéance : fin 2015.**

## **ANNEXE 7 : Sigles**

**Echéance : à la signature du Contrat.**



**CONTRAT DE VILLE  
2015-2020  
DE L'AGGLOMERATION ORLEANS VAL DE LOIRE**

**Le clos des Epicéas, à Saint Jean le Blanc,  
un quartier en veille active.**



**La Place Mozart, à l'Argonne, Orléans, un quartier des plus prioritaires.**